

Armistice commercial nippo-américain

Il n'y a plus officiellement de conflit commercial entre les États-Unis et le Japon. La hache de guerre a été enterrée dans la nuit de jeudi 28 juin à Tokyo, au terme de quatre journées de négociations marathon. En rendant définitif l'accord préliminaire d'avril dernier, destiné à lever les obstacles structurels aux échanges entre les deux pays, Américains et Japonais ont franchi une étape importante.

Les concessions sont réciproques : le Japon s'engage à renouer ses lois antitrust, à lancer un grand programme de travaux publics, à moderniser le système de distribution, plus généralement à encourager la consommation de ses ménages. Les États-Unis, pour leur part, promettent de réduire leur déficit budgétaire et d'augmenter leur épargne. Surtout, les négociateurs japonais ont même exigé que les États-Unis distribuent moins généreusement des cartes de crédit à la population et se convertissent rapidement au système métrique.

AUCUNE de ces mesures ne peut avoir d'effet immédiat. L'excédent commercial de 50 milliards de dollars enregistré par le Japon dans ses échanges avec les États-Unis ne se résorbera pas rapidement. Les industriels américains se heurteront pendant des années encore au protectionnisme de leurs partenaires nippons. Les firmes japonaises continueront de susciter de l'animosité sur le sol américain, lorsque ce n'est pas carrément de la fureur, comme ce fut le cas lors de l'achat des studios de cinéma Columbia par Sony. A Washington, on peut compter sur le Congrès pour dénoncer la « maladie » de l'administration américaine, accusée de se satisfaire de promesses et de ne pas attendre de voir si elles seront tenues.

L'avancée politique n'est cependant pas négligeable. Il y a eu en la peine, face aux menaces de représailles commerciales américaines, le Japon refusait tout d'ouvrir des négociations. Aujourd'hui, sur le papier au moins, il s'engage à se comporter comme une puissance économique normale, c'est-à-dire ouverte à l'étranger. La volonté de Tokyo de faire entendre plus clairement sa voix dans le jeu économique international n'est sans doute pas étrangère à l'accord. La nippophobie grandissante constatée aux États-Unis, non plus. Selon l'hebdomadaire « Newsweek », les Américains ne redoutent-ils pas désormais davantage l'économie japonaise que l'armée soviétique ? Et il ne faut pas oublier également que la chute de la Bourse et celle du yen en début d'année ont profondément marqué les esprits à Tokyo.

FACE à la montée en puissance de l'Europe, le conflit commercial entre les États-Unis et le Japon, prenant des allures de guerre de tranchées, semblait de plus en plus dépassé. A l'heure où le multilatéralisme règne du terrain, le refus du Japon de moderniser ses structures économiques et l'acharnement des États-Unis à gagner ce conflit bilatéral devenaient difficiles à justifier.

En attendant les véritables résultats de l'accord, les deux puissances économiques vont pouvoir se présenter unies au sommet des pays industrialisés de Houston, début juillet.

M 0147 - 630 0 - 5 00 F

Les résultats du recensement

- La France compte 58,4 millions d'habitants
- Les banlieues enregistrent la plus forte croissance

L'INSEE a présenté vendredi 29 juin les premiers résultats du recensement 1990 de la population. La France compte 58,4 millions d'habitants, avec les départements et territoires d'outre-mer. Les contrastes sont de plus en plus marqués entre, d'une part, les

villes qui voient la population de leur banlieue enregistrer la plus forte croissance, et les zones rurales ; d'autre part, les régions urbanisées et peuplées (Île-de-France, Rhône-Alpes, Méditerranée, notamment), et celles, peu denses, du Centre et de l'Est.

La France devient une banlieue. Les campagnes continuent de se vider, tandis que les villes étendent de plus en plus loin leurs tentacules. La coupure du pays s'accroît : les bords de la Méditerranée, l'Île-de-France, la région Rhône-Alpes attirent de plus en plus d'habitants, tandis que se stabilisent les vieilles zones industrielles en déclin du Nord et de Lorraine, et que le Centre est déserté. Les régions déjà en croissance forte, les plus peuplées et les plus denses, connaissent une nouvelle accélération, les moins peuplées et les moins denses, un nouveau ralentissement. Telles sont les conclusions que suggèrent les

premiers résultats du recensement 1990, présentés le vendredi 29 juin par M. Jean-Claude Millon, directeur général de l'INSEE (1).

Globalement, la population de la France continue à croître lentement, au rythme de 0,5 % par an. Le recensement a dénombré 56 556 000 habitants en métropole (58 453 000 avec les départements et territoires d'outre-mer) en mars dernier, soit 2,2 millions de plus qu'en 1982. Si lente qu'elle soit, cette croissance contraste cependant avec l'évolution des grands pays d'Europe occidentale, car elle est due pour plus de 80 % à l'accroissement « naturel » (l'ex-

cédent des naissances sur les décès), l'immigration ayant été restreinte pendant les huit années 1982-1990. Sur la même période, la Grande-Bretagne n'a gagné de cette façon que 800 000 habitants, l'Italie 300 000 et la République fédérale d'Allemagne en a perdu environ 600 000.

Mais l'évolution la plus marquante est celle des villes et des régions. Le recensement de 1982 avait mis en évidence un arrêt de la croissance urbaine.

GUY HERZLICH
Lire la suite page 21 - section C

(1) L'INSEE, PRESENTATION, n° 81 et 82, juin 1990.

Le rapport de la Cour des comptes

Dans son rapport 1990, remis jeudi 28 juin au président de la République et au Parlement, la Cour des comptes s'attache à quelques grands dossiers : la protection sociale, l'équipement et les opérations de nationalisation-privatisation.

Critiquant la « munificence excessive » de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), les magistrats de la rue Cambon mettent sérieusement en cause la capacité de la caisse à remplir sa mission.

Il contestent aussi la façon dont a été conçu le développement du réseau autoroutier français qui, selon eux, a été envisagé « en dehors de toute logique économique ». Et tout une analyse précise et chiffrée des conséquences financières des nationalisations et privatisations en cascades menées depuis 1981.

Lire pages 21 et 24 section C
les articles d'ALAIN FAULIAS, ÉRIC LE BOUCHER et JEAN-MICHEL NORMAND

La force tranquille de M. Rocard

Le premier ministre oppose son bilan aux rumeurs sur l'impatience de M. Mitterrand

« J'en redemande ! » En trois mots, M. Michel Rocard a affirmé, jeudi 28 juin, lors d'une édition spéciale du journal de 20 heures sur TF1, sa détermination face aux rumeurs qui lui prêtent une fin prochaine de sa carrière de premier ministre. Il a mis ces sombres présages implicitement au compte des « envieux », tout en prenant soin de réaffirmer que, « constitutionnellement », son sort dépend du bon vouloir du président de la République.

M. Rocard s'est donc employé à démentir toute inquiétude. Quelles raisons aurait-il, d'ailleurs, d'être inquiet ? Une mauvaise situation économique, des mouvements sociaux, une opposition forte, une majorité délabrée, des rapports difficiles avec le président de la République ? Sur tous ces points, à part peut-être le dernier, M. Rocard a quelques raisons d'être serein, au moins à court terme.

La situation économique ? Elle n'est pas mauvaise et, malgré ses limites, la politique de « désinflation compétitive » chère à M. Pierre Bérégovoy produit ses



effets. Des mouvements sociaux ? M. Rocard peut se féliciter du calme sur ce front et targuer d'avoir, au mois de juin, obtenu des avancées « décisives », comme il l'a dit au dernier conseil des ministres, sur quatre dossiers sociaux.

L'état de l'opposition ? Avant que ne naisse une Union pour la France (UPF), immédiatement critiquée de l'intérieur, la SFRES avait réalisé pour le Figaro un sondage dont M. Rocard, qui en est grand amateur, peut se réjouir : 31 % des personnes interrogées se disent proches de l'opposition et 24 % seulement estiment que le RPR et l'UDF gagneront les élections législatives. Le premier ministre est en droit de penser que, pour le moment, il n'y a pas péril en la demeure de ce côté-là.

L'état de la majorité ? Le dernier débat de censure à l'Assemblée nationale, le 9 mai à propos de l'amnistie, a définitivement débarrassé Maitron de toute « vraie crainte » d'être renversé par les députés.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI
Lire la suite page 8

Querelles florentines sur le Mondiale

La cité des Médicis attendait beaucoup de la Coupe du monde de football. Elle n'a eu ni les milliards promis ni les touristes espérés

FLORENCE

de notre envoyé spécial

Il faut bien se faire une raison : Diego Maradona ne fait pas le poids devant Michel-Ange. Le petit roi de Naples, le seigneur de la pampa sera, samedi 30 juin, à Florence pour un quart de finale entre l'Argentine et la Yougoslavie que la cité des Médicis attend avec moins d'excitation et de turbulence qu'un 15 août ordinaire sur sa célèbre piazza della Signora. La seule bonne nouvelle pour les Florentins sera que cette rencontre sera la dernière chez eux et que, dès le lendemain, on verra les touristes à nouveau se presser devant la galerie des Offices, envahir le palais Pitti ou le Duomo.

Car le malheur, pour Florence, est que ces trois dernières semaines elle ne s'est plus reconstruite, perturbée par ce Mondiale qui, à la réflexion, n'était peut-être pas fait pour elle. Ce qu'un responsable de la ville résumait en

termes choisis : « Florence est constipée ».

Il y a trois ans, lorsqu'il importait de déterminer les lieux de culte du dieu football pour la grande cérémonie d'expiation de 1990, Florence n'eût point compris qu'on la laissât sur la touche. Non seulement parce qu'il y avait déjà sur place les infrastructures indispensables, mais surtout parce qu'on vous certifiera toujours ici que les Anglais n'ont rien inventé, que l'histoire du football est née en ces lieux au quinzième siècle et que, chaque année d'ailleurs, au jour de la San Giovanni, patron de la ville, l'événement est commé-

moré par des parties folkloriques de « calcio in costume » à vingt et un contre vingt et un.

A Florence, on ne joue pas avec l'Histoire : l'accueil de ce Mondiale était devenu tout simplement question de principe. Mais peut-être aussi de gros sous : l'Etat n'aurait-il pas investi sur place 100 milliards de lires ? Certains envisageaient même plutôt l'indignation, se laissant aller à gratter quelques graffiti sur les murs : « Florence, le Mondiale te tue ».

Or l'Etat n'a pas tenu ses promesses, et nul doute que, si tôt que ce grand bannum du football aura replié son chapiteau, les règlements de comptes politiques redeviendront un sport très prisé. Une déviation routière avait été promise, on l'attend encore. Le flot de supporters-touristes annoncé n'est pas au rendez-vous. Florence, qui, bon an mal an, accueille près de six millions de visiteurs, doit se pincer pour y croire.

DANIEL CARTON
Lire la suite page 12 - section B

SANS VISA

Ottawa : deux musées pour une nation.
■ Gastronomie ■ Jeux
pages 15 à 17 - section B

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

JUIN 1990

MOBILISATION POUR L'ENVIRONNEMENT

La protection de l'environnement est un enjeu majeur de notre fin de siècle. Une prise de conscience tardive, mais définitive, des dangers qui menacent notre planète.

PANNE SÈCHE POUR LA TERRE

Protéger notre planète, c'est d'abord préserver ses ressources naturelles du gaspillage aveugle. Le Monde Dossiers et Documents en décrit la nécessaire sauvegarde. Au premier rang de ces richesses : l'eau.

CONJURER LA MENACE

Toutes concernées par les problèmes de l'environnement, les nations doivent toutes réagir ensemble. Seule une coopération internationale peut conjurer la menace d'une disparition des conditions mêmes de survie sur la Terre.

LES VERTS ONT MURI

Les Verts, premiers artisans de cette conscience écologique mondiale, ont vu leur combat reconnu d'abord par le grand public, avant de devenir aujourd'hui une force politique majeure. Le Monde Dossiers et Documents retrace cette évolution.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

DÉBATS

CEE

Orthographe

Saver
circonflexe

par Pierre Bénard

O N s'étonne de voir une époque qui ne casse d'exalter les saveurs du terroir, les arômes du cru, le génie des parlers locaux, le sel de tous les particularismes, une époque championne de l'originalité dénier le même droit et la même latitude à nos amis les mots. Puis l'on croit comprendre.

Si *voûte*, par exemple, n'a plus son circonflexe — qu'on appelle d'ailleurs plus que « chapeau », par simplification, — si *voute* devient la norme, *voute* restant admis, on obtiendrait déjà deux mots possibles au lieu d'un seul, par l'heureuse libération de ce qui était jusque-là réprimé et latent.

Les « cent fleurs »
de la licence

Mais ce ne sera qu'un début. Les tolérances, insidieusement, déjoueront l'orthographe, dans le principe, de son caractère restrictif : ce qui se prépare, c'est la mort de la notion même d'orthographe.

Ainsi écorcher les « cent fleurs », non de la rhétorique, mais de la licence graphique, et *voute/voute* accoucheront de *voutte*, *vouthe*, *vouthé*, etc. L'amour des succulences variées y trouvera son compte, un même mot se multipliant d'une manière onomastique ou frémétique.

Je parle de mots, car c'est d'un ensemble qu'il s'agit, et il faut dire que si, de cette mixture, peuvent surgir abondamment des saveurs nouvelles, beaucoup, en revanche, périront, qui laisseront un vide sinistre dans la langue et la poésie.

Que reste-t-il, dans *voute* écrit comme *doute* ou *route*, de ces échos de cave, de cette ampleur mystérieuse et maternelle qui s'attache au circonflexe, d'ailleurs précieux témoins de l'étymologie ? Le *moût*, dans les mêmes conditions, ne renfermerait plus les futures ivresses, et *soût* ne brûlerait plus comme il brûlait avant. Il est vrai qu'il n'y a plus de saisons...

► Pierre Bénard est docteur en lettres.

Un gouvernement pour l'Europe

par Maurice Duverger

L E projet Mitterrand-Kohl de transformer la CEE en union politique correspond à l'évolution du monde que l'entrepreneur Bush-Gorbatchev vient de souligner clairement. Désormais, le sort de l'Europe ne peut plus être réglé entre les États-Unis et l'Union soviétique. Il le sera par les Européens eux-mêmes. Mais les combinaisons entre nations ne joueront qu'un rôle secondaire à cet égard, qu'il s'agisse de la solidité du couple franco-allemand ou de la résurrection d'une entente cordiale entre Londres et Paris. Seule la Communauté des Douze peut devenir l'axe et le moteur d'une réorganisation d'un Vieux Continent où les révolutions de l'Est ont introduit l'anarchie en même temps qu'elles développent la liberté.

Un conseil
des Etats

Cela suppose évidemment que l'union politique s'établisse en même temps que l'unité monétaire. Peu importe que chacune soit confiée au soin d'une conférence intergouvernementale particulière ou à des sections de la même conférence. L'essentiel est que les deux entreprises soient mises en chantier parallèlement. Même largement indépendante, une banque fédérale d'émission ne peut être totalement. Une autorité politique doit pouvoir intervenir éventuellement, comme le gouvernement de Bonn vient de le faire sur la Bundesbank. Pour l'équilibre de l'Europe, l'extension de l'OTAN vers la RDA est certainement moins urgente et moins importante que la substitution d'une monnaie communautaire à un mark national qui tendrait vers une hégémonie allemande.

Dans son principe, le projet Mitterrand-Kohl est excellent. Mais son côté vague et improvisé le rend inquiétant. En donnant l'impression d'une conception de l'union politique tout à fait opposée à l'évolution de la Communauté depuis que le Parlement européen est élu au suffrage universel. A travers le projet Spinelli, les réformes accomplies par l'Acte unique, l'entreprise du grand marché de 1993 mise en train par Jacques Delors, les institutions de Bruxelles et de Strasbourg ont avancé dans une direction précise. Lentement, mais régulièrement, elles tendent vers un régime parlementaire dans le cadre d'un fédéralisme de type nouveau « qui n'a probablement pas de précédent », comme le disait Jean Monnet. La Commission prend de plus en plus une allure de gouvernement responsable. Une collaboration encore très inégale se développe entre le Parlement et un conseil des ministres qui joue ainsi le rôle d'une seconde Chambre. Au-dessus, le Conseil européen a figure de « chef d'Etat collégial de la Communauté » qui

exerce « un réel arbitrage au sommet », suivant la remarquable analyse d'un professeur Jean-Louis Quermonne (1).

Bien entendu, le système demeure encore très embryonnaire, ce qui le rend peu efficace et assez autocratique. La Commission empêche sur le législatif par son monopole de l'initiative. Le Parlement n'ose pas utiliser son droit de la révoquer, et peut seulement amender ou freiner un projet qui a la faveur du conseil des ministres. Pratiquement tout-puissant, ce dernier peut seulement se voir contraint de voter la législation à l'unanimité, pendant qu'il empêche largement sur le pouvoir exécutif de la commission. L'ensemble tient plus du méli-mélo que de la séparation des pouvoirs, et la démocratie n'y a qu'une faible place. Du moins, tout le monde se faisait jusqu'ici une idée assez précise des réformes indispensables, lesquelles prenaient forme peu à peu : le parlementarisme communautaire suivant à la fin du vingtième siècle la même ligne d'évolution que les parlementarismes nationaux à la fin du dix-neuvième.

A travers l'obscurité qui l'entoure, les quelques lumières que Paris a laissées filtrer sur le projet franco-allemand font craindre qu'il ne tourne délibérément le dos à cette évolution. D'une part, en suggérant en face du Parlement la création d'une seconde Chambre désignée par les Parlements nationaux parmi leurs membres. D'autre part, en attribuant l'essentiel du pouvoir politique au conseil européen, ce qui ferait de ce chef d'Etat collectif un président de type gaulien. La première idée consisterait en somme à doubler le Parlement élu au suffrage universel par la résurrection de l'Assemblée qui existait avant 1979 : comme si la démocratie consistait à émettre entre deux Chambres un pouvoir extrêmement faible, au lieu de l'accroître afin que les élus du peuple disposent en fin de droit de voter la loi et le budget.

Les inconvénients
du bicamérisme

Certes, une participation plus étroite des Parlements nationaux à l'activité de la Communauté est très souhaitable. Le Parlement européen propose d'ailleurs que la question soit discutée à l'automne entre élus du peuple, dans un congrès des Parlements de la Communauté qui réunirait des représentants de celui de Strasbourg et des représentants de ceux des douze Etats membres. Mais un bicamérisme communautaire ne semble pas la réponse appropriée à un tel problème. A moins qu'il s'inspire du Bundesrat de la RFA, en transplantant ce modèle dans le cadre communautaire. Cela permettrait de transformer le conseil des ministres en ce qu'il est réellement (mis à part ses incursions déplorables dans l'exécutif) : un conseil des Etats. S'il reposait désormais sur des délégations, chacune dirigée par un ministre chargé des affaires européennes et formée par des membres du Parlement national, il associerait le gouvernement et le législatif de chaque pays, qui pourrait ainsi mieux participer aux décisions communautaires.

Les institutions
ont leur logique

Cela impliquerait une distinction plus nette entre le conseil actuel (ainsi devenu l'un des deux piliers de la législation communautaire avec le Parlement) et le conseil européen qui remplirait alors pleinement sa fonction de chef d'Etat collectif sans s'ingérer dans le gouvernement proprement dit. Pendant une période transitoire, ce rôle pourrait être particulièrement important dans le domaine de la politique extérieure et de la sécurité. Les gouvernements de Paris et de Bonn voient qu'il doit passer largement sous le contrôle de la Communauté, mais ils ne sont pas prêts à le confier à la seule commission. Faut-il rappeler que cela correspondrait aux parlementarismes nationaux de la Belle Époque ? En 1903 encore, le président du conseil français Emile Combes disait à ses ministres qui voulaient s'occuper de la politique extérieure : « Laissez cela, messieurs, c'est l'affaire de M. le président de la République et du ministre des affaires étrangères », ce qui n'empêchait pas ce dernier d'en rendre compte au Parlement.

Que le conseil européen contrôle ainsi la diplomatie et la sécurité, en s'expliquant devant les députés, cela pourrait coïncider avec une

participation active du président de la Commission, transformée elle-même en véritable gouvernement par une réforme profonde de son recrutement et de sa responsabilité, associant de façon égalitaire le conseil des ministres devenu conseil des Etats et le Parlement européen. Ce dernier avait d'ailleurs envisagé en mars 1989 que le président de la commission soit désormais élu par un « Congrès européen » composé d'un nombre égal de députés européens et de parlementaires nationaux, sur une liste de candidats présentée par le conseil européen. Beaucoup d'autres solutions sont concevables. Mais aucune ne peut tourner le dos à celle désormais trop enracinée pour qu'on puisse s'en détourner sans ébranler profondément la Communauté qu'on veut au contraire renforcer. Les institutions établies ont leur logique. On ne peut s'en écarter sans les paralyser.

(1) Revue française de science politique, avril 1990, pages 192-260.

TRAIT LIBRE



Energie

La France, citadelle nucléaire

par Jean-Louis Joliot

P AR la montée des pressions écologiques et par la demande accrue des pays de l'Est, qui accèdent à la démocratie avec d'immenses besoins de développement économique et de qualité de vie, l'Europe va se trouver en manque d'électricité entre 2000 et 2010. La nécessité d'arrêter des installations dangereuses, les pressions des Verts et la quasi-interdiction de créer de nouvelles centrales en Italie, en Autriche ou ailleurs, conduisent de nombreux pays à chercher des fournisseurs à l'extérieur. Or la France est l'un des rares pays à être en surcapacité, elle est la seule à réaliser encore des centrales nucléaires. Du coup, les demandeurs se bousculent au porillon d'EDF.

La fascination des scénarios économiques parfaits autant que la peur de manquer et la philosophie du bas de laine nous ont ainsi dotés d'une dizaine de centrales de trop à l'horizon 1995-2000. Que faire ? « On ne va quand même pas les laisser à l'arrêt, ça coûte cher. » On vend alors au jour le jour, à des voisins qui ont des besoins momentanés. Pas cher bien sûr, juste

pour payer le combustible et le personnel d'exploitation. Cela s'appelle des ventes à « bien plaisir » et ne rapporte pas beaucoup. Mais on évite de tout perdre et personne ne trouve cela idiot.

Certains clients disent : « Plutôt que de nous vendre au coup par coup sans garantie, ne pourriez-vous pas nous alimenter, de façon continue pour plusieurs années ? Plus ça sera long, plus ça sera garanti, et plus ça sera cher. » Ah, la fameuse loi de l'offre et de la demande. Et voilà un moyen tout trouvé de vendre nos kilowattheures à un prix dégageant une bonne marge...

Cumuler les risques...
et les déchets

En douceur, nous sommes dans l'entourage. EDF, courtisée, a déjà des contrats fermes signés (parfois sur vingt-cinq ans) pour plus de 50 TWh, soit l'équivalent de six réacteurs. Et pourquoi s'arrêter là ? On parle de 80 TWh voire 120 TWh. Et certains de se froter les mains à l'idée de récupérer plus de 20 milliards de francs en devises fortes par an dans un proche avenir. « Cela développe l'emploi », ajoutent d'autres qui rêvent de relancer l'industrie nucléaire.

Le ministre de l'Industrie écrit même dans une note au Plan que, chez nous, l'opinion publique est relativement favorable et que nous avons des sites disponibles !

L'illuminisme de vouloir faire du pays une citadelle nucléaire, de rendre dépendant à long terme nos voisins, de cumuler les risques, les déchets, les installations à démanteler, ne semble pas frapper l'opinion. Serait-elle aveugle ? Le Parlement ? Au dernier débat de novembre, pas un mot sur l'exportation ou sur le rapport Rouvillois sur l'état du

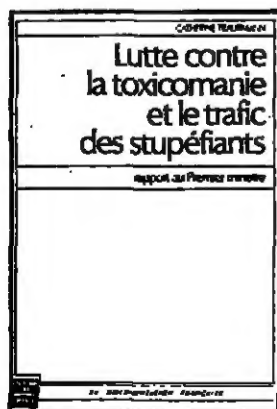
nucléaire en France. Non, ceux qui décident, ce sont des individus qui font leur travail au mieux et nous conduisent par petites touches dans une société dont personne n'a débattu. Est-ce cela la démocratie que l'on veut enseigner à nos cousins de l'Est ? Pourtant les reportages récents sur Tchernobyl, la mer d'Aral ou la RDA nous ont démontré que c'est justement l'absence de contrôle démocratique et l'existence de contre-pouvoirs qui ont permis à une technocratie de se développer sans prise en compte des intérêts vitaux de la population.

Et l'Europe dans tout cela ? Elle pourrait jouer un rôle, mais quand on voit la réticence des Etats membres à seulement accepter de s'informer réciproquement de leurs projets d'investissements... Et puis, ne nous leurons pas, les intérêts nationaux ou les faux-fuyants sont malheureusement la règle. L'Italie ne veut pas acheter d'électricité nucléaire, mais achète à la Suisse qui achète à la France. C'est la filière de la France. L'Allemagne, qui réticente sur le nucléaire en France, l'envisage en RDA, ou s'associe à EDF sur les projets hongrois, ou qui est prête à acheter du kilowattheure à EDF maintenant qu'elle est sûre d'écouler son charbon en RDA.

Rêver d'un programme énergétique européen est malheureusement utopique dans un contexte de libéralisme acharné, où les entreprises publiques ont mauvaise presse, et l'intérêt collectif est dévalué. Pourtant il y a là des enjeux vitaux pour l'avenir de la démocratie.

► Jean-Louis Joliot est secrétaire national de la fédération du gaz et de l'électricité CFDT.

paru :

Drogue :
l'autre manière
de la vaincre.

Rapport au Premier ministre
de Catherine Trautmann.
268 p., 120 F.

29, quai Voltaire 75007 Paris
Tél. (1) 40 15 70 00

La documentation Française

AU COURRIER
DU MondePour les enfants
de Bulgarie

A trois heures de vol de Paris, les magasins de Bulgarie sont vides, les hôpitaux manquent de coton et de fil chirurgical, les vieillards n'ont pas droit aux médicaments coûteux. Les mères, stressées, ne peuvent plus allaiter, les jeunes enfants sont dans un état de détresse que personne sur place ne peut soulager.

Depuis quelques mois, l'Union des forces démocratiques, des intellectuels et des journalistes, des personnes privées lancent des appels à l'aide étrangère. Aucune réponse. Face à la pénurie généralisée qui frappe l'économie bulgare et au manque de produits médicaux de première nécessité, ils ont choisi d'appeler d'abord à secourir les enfants. Cela ressemble à un état de guerre, même si l'euphorie de la relative démocratisation nous empêche d'y croire vraiment, nous, les gâtés de l'Occident.

De tous les pays de l'Est, la Bulgarie semble la plus oubliée. Pourquoi ? Trop fidèle à la Russie (jusqu'à présent), peu de liens historiques avec la France, guère d'actions dissidentes spectaculaires, ni sida ni charniers à la roumaine : la terreur semble à feu doux dans ce pays.

L'aide humanitaire, cependant s'organise. Les dons peuvent être adressés à : Urgence Bulgarie CCP 221 W Paris.

JULIA KRISTEVA

Paris.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Grieset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric,
Jean-Marie Colombani, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

URSS : la date de la réunion du XXVIII^e congrès du PC est confirmée

Les alliés de M. Gorbatchev tentent d'organiser une « coalition de centre gauche »

Le plénum du Comité central du PC soviétique réuni vendredi 29 juin a confirmé que le 28^e congrès du PCUS s'ouvrira lundi 2 juillet et a approuvé le rapport que présentera Mikhaïl Gorbatchev, ont indiqué aux journalistes des participants à la réunion à leur sortie du Kremlin. Le rapport du Secrétaire général a été approuvé à la majorité avec quelques voix contre et les participants ont demandé que certaines propositions soient ajoutées, ont également rapporté ces participants au plénum, qui a terminé ses travaux. Ceux-ci ont duré environ trois heures.

MOSCOU

de notre correspondant

Le constat pourrait être fait aujourd'hui par tout Soviétique ou par tout étranger, établi par un proche conseiller de M. Gorbatchev. « C'est la confusion, dit-il, car les événements ont déjà pris leur propre cours et ne s'adaptent plus qu'à l'assez peu aux tentatives de les gérer. »

Cet « assez peu » étant évidemment une litote, c'est en fait dans un brouillard politique que le vingt-huitième congrès du Parti communiste. Qui joue avec qui ? Qui prépare quoi ? Qui manœuvre ? Contre quoi ? Plus personne ne le sait vraiment, pour la simple raison que l'arrogance victorieuse remplace la semaine dernière par l'appareil conservateur au congrès du parti russe a soudain brouillé toutes les cartes.

Les conservateurs, naturellement, ne se sentent plus de joie. Les réformateurs, eux, sont ivres de colère et cherchent hâtivement à resserrer leurs rangs. La base du parti réagit brutalement en claquant la porte, parcellaires entières. Et chacun, jusqu'à se sentir proche, se demande ce que pense et veut faire M. Gorbatchev.

Pour être l'aura-t-il fait comprendre, vendredi 29 juin, en ouvrant la réunion plénière du comité central, mais sa marge de manœuvre

est en tout cas formidablement limitée. Hier, tout était simple. Il y avait une vieille direction conservatrice, puissante, mais lasse et peu experte en tactique. Pourvu qu'il reste prudent et ne veuille pas aller trop vite, M. Gorbatchev pouvait l'éliminer en douceur, à coups de faits accomplis. Son problème principal était l'apathie de la population, la difficulté à réveiller et à mobiliser les forces du changement.

Aujourd'hui, c'est exactement l'inverse. Les vieux conservateurs ont été remplacés par des quadragénaires et quinquagénaires, assez jeunes pour détenir un pouvoir qu'ils ne veulent pas lâcher, mais assez jeunes encore pour savoir s'adapter au défi gorbatchévien. En cinq ans, ils ont, eux aussi, appris à flatter l'égalitarisme, à jouer sur la peur des bouleversements, à descendre dans les meetings, à parler haut et fort, et directement contre M. Gorbatchev. Face à un tel adversaire et alors surtout que le pays est maintenant converti au changement, que ses forces vives réclament avec impatience qu'on aille plus vite et plus fort, la méthode gorbatchévienne est-elle toujours adaptée ? Peut-on, dans un pays en plein mouvement et contre un adversaire tout en muscles, continuer d'agir comme dans un pays comateux où les seuls adversaires étaient d'anachroniques vieillards ?

Logiquement, M. Gorbatchev aurait dû mettre en place au congrès du PC une direction à peu près sûre, puis s'écarter lentement du Parti, s'installer pleinement dans ses fonctions présidentielles et réduire progressivement « le » parti au rang d'un parti parmi d'autres.

Or cette machinerie s'est brisée sur un M. Polozkov, premier secrétaire de Krasnodar, haut comme deux pommes, mais conservateur comme quatre, qui est maintenant devenu premier secrétaire du parti russe. Que faire ? Que faire maintenant qu'a échoué, sauf coup de théâtre au comité central, la tentative de repousser le congrès ?

Il semble bien que l'entourage de M. Gorbatchev hésite, et sans doute se partage, entre deux stratégies non pas irréconciliables, mais, pour l'heure, divergentes. La première, que semblent incarner le

secrétaire à l'idéologie, M. Vadim Medvedev, et le premier secrétaire de Moscou, M. Prokofiev, serait d'essayer jusqu'au bout d'éviter une scission au congrès.

Un premier argument en faveur de cette tentative de temporisation est que, si scission il doit y avoir, c'est M. Gorbatchev qui doit l'organiser, sur ses bases et à son moment, et non pas les conservateurs. Or aller à la scission aujourd'hui, après le congrès russe, ce serait le faire aux conditions de M. Polozkov. Deuxième argument : non seulement la temporisation est souhaitable, mais elle est aussi possible puisque, si, dit-on, le premier secrétaire russe s'est empressé de dire qu'il n'était pas « si terrible », qu'il était au contraire prêt au dialogue et qu'il fallait préserver l'unité du parti. Pourquoi donc ne pas le prendre au mot – sachant qu'il sait bien lui-même que, fort dans son parti, il ne l'est pas dans le pays ?

Le raisonnement se tient, mais il n'est pas celui d'autres gorbatchévistes influents. Ceux-ci considèrent que si M. Gorbatchev, face à l'assaut lancé contre lui, ne cesse pas publiquement avec la nouvelle vague conservatrice, ne proclame rien avoir de commun avec ces gens-là, non seulement le parti coulera, mais il entraînera aussi l'initiative de la perestroïka vers le fond.

Il faut, pensent-ils donc, que M. Gorbatchev se déclare ouvertement partisan d'un « nouveau parti » et somme les conservateurs de se soumettre ou d'aller voir ailleurs. Stratégie vouée à l'échec, puisque la majorité des députés au congrès est conservatrice ? Absolument pas, répondent-ils, car, à côté de deux blocs de convaincus – radicaux et restaurateurs du communisme – c'est un marais envahissant qui constitue la seule vraie majorité et que ce marais penchera du côté de l'autorité et des plus déterminés.

Un « tremblement de terre »

Logiquement, les promoteurs de cette stratégie plaident en même temps pour un resserrement des liens déjà tissés avec M. Eltsine et les municipalités radicales des

grandes villes, pour une ouverture sans délai vers l'ensemble des forces de changement. D'abord, font-ils valoir, toutes les forces du changement sont aujourd'hui prêtes à cette union sacrée, y compris les hommes qui, il y a dix jours, critiquaient le plus durement M. Gorbatchev. Tout le monde veut former d'urgence – c'est l'expression du jour – la « majorité de centre gauche », celle qui pourrait mettre les rêves de restauration en échec. Avec à l'appui un portrait, très flatteur de M. Iakovlev, idéologue de la perestroïka et bras droit de M. Gorbatchev : pratiquement tout le dernier numéro des *Nouvelles de Moscou* est consacré à ce thème.

Dans la *Literaturniaia Gazeta*, M. Bourlatski qualifie lui, le congrès russe de « tremblement de terre spirituel », évoque le sort des réformateurs Khrouchtchev, Allende et Dubcek, plaide pour un « langage commun » entre M. Gorbatchev et Eltsine et se déclare « profondément convaincu que l'union de la gauche et du centre est la seule voie de salut pour la perestroïka ». Le passé ne garantit pas l'avenir, mais à chaque tournant des cinq dernières années M. Bourlatski a toujours annoncé ce qui se passerait.

Pendant ce temps, les *Izvestia* racontent en long et en large, après son compte-rendu du congrès russe, un délégué de Sverdlovsk, va cinquante des cinquante-cinq membres de sa cellule rendre leur carte. Plusieurs députés de Russie ont publiquement adopté la même position. On sort des dossiers sur la manipulation de l'élection des députés par l'appareil.

Bref, une vaste campagne d'opinion a été organisée en quelques jours, et il n'est pas interdit de penser que, en qualifiant, dans son entretien au *Monde* du 28 juin, le congrès russe de « tentative de coup d'Etat », M. Gratchev, bras droit de M. Iakovlev, ait voulu envoyer un signal direct non pas aux Français, mais aux Soviétiques.

Une interview de ce type est en effet reprise par les radios occidentales émettant vers l'URSS et auxquelles Radio-Moscou ne fait pas encore de vraie concurrence. Cela signifie-t-il que M. Iakovlev soit l'homme de cette stratégie d'offensive ? Si c'est bien le cas, agit-il, une fois de plus, pour M. Gorbatchev ? On peut le penser, mais il faut, face à ces deux questions, se garder de sauter aux conclusions trop évidentes. Car chacun, aujourd'hui, adapte sa stratégie aux mouvements du terrain et à plusieurs fers au feu.

A priori, ça part très fort, mais la contre-offensive en faveur de la coalition de centre gauche « peut aussi n'avoir pour but que de souder les réformateurs, de donner à réfléchir aux « vrais communistes », de voir le résultat de cette gestation et de décider ensuite. C'est-à-dire au milieu de la bataille.

BERNARD GUETTA

ROUMANIE

Le nouveau gouvernement prône l'économie de marché

Le premier ministre roumain, M. Petre Roman, a présenté jeudi 28 juin son nouveau gouvernement, restreint, marqué par l'entrée de technocrates jeunes et peu connus, et traduisant son souci de convaincre l'opinion de la réalité des changements en Roumanie. Devant les députés et sénateurs, il a prononcé un discours-programme entièrement consacré à l'économie. Celle-ci, a-t-il annoncé, sera libérale, privatisée et avec des Bourses de valeurs. Il s'est dit « préparé au choc inévitable de l'inflation et du chômage ».

M. Roman n'a pas évoqué les violences de la mi-juin à Bucarest, si ce n'est pour dénoncer « l'intolérable et, totalement injustifiée, baisse de la production » des mineurs, qui avaient semé la terreur dans la capitale pendant trois jours. Énumérant les noms de ses vingt-trois ministres, il a précisé à chaque biographie que le titulaire « n'a jamais été membre de la hiérarchie supérieure du parti de l'ancien régime ».

Une mention qu'il a omise dans deux cas, dont celui du ministre de la défense, le général Victor Stanculescu, maintenu à son poste. Considéré par beaucoup comme l'homme fort du nouveau gouvernement, il était vice-ministre sous Ceausescu.

Néanmoins, l'opposition a assez bien accueilli la déclaration d'intention de M. Roman et son cabinet composé de « techniciens dont on attend les réalisations », a déclaré le chef du Parti national libéral, M. Radu Campeanu.

Le ministre de la culture, M. Andrei Pleșu, un des membres du gouvernement à avoir critiqué les violences des mineurs et qui faisait part de ses hésitations à rester au gouvernement (le *Monde* du 30 mai).

a été maintenu à son poste. Contrairement à son collègue de l'éducation, M. Mihai Sora, également proche des intellectuels du Dialogue social, qui n'a pas été reconduit dans ses fonctions.

Aux affaires étrangères, M. Sergiu Celac est remplacé par M. Adrian Nastase, un spécialiste de droit international. Dans sa présentation du cabinet, M. Roman a d'abord nommé trois ministres d'Etat, chargés respectivement de l'industrie et du commerce (M. Anton Vatasescu, cinquante et un ans, « de la qualité de la vie et de la sécurité sociale » (M. Ion Aurel Stoica, quarante-sept ans) et de l'orientation économique (M. Eugen Dijmarescu, quarante-deux ans).

Ce dernier, membre de l'Institut de l'économie mondiale, est connu pour prôner l'ouverture du pays au capital étranger. Il sera secondé par le « ministre de la réforme et des relations avec le Parlement ». M. Adrian Severin, trente-six ans, ex-secrétaire à la privatisation et expert en droit commercial international, qui a annoncé jeudi l'ouverture prochaine de banques privées en Roumanie et l'arrivée « dans les prochains jours » d'experts du FMI. (AFP, Reuters)

□ M. Dumas : Il ne faut pas boycotter la Roumanie. – Le ministre français des affaires étrangères Roland Dumas a affirmé jeudi 28 juin, lors d'un débat à Paris, son hostilité, en l'état actuel des choses, à tout boycottage économique de la Roumanie, malgré la violente répression des manifestations de la mi-juin dans ce pays, qu'il a de nouveau condamnée. (AFP)

TCHÉCOSLOVAQUIE

Une « troïka » d'ex-dissidents à la tête du ministère de l'intérieur

PRAGUE. – L'Assemblée fédérale tchécoslovaque s'est réunie vendredi matin 29 juin à Prague pour entendre un discours du président Václav Havel, cependant que contrairement au programme prévu, le Premier ministre Marian Čalá n'a pas achevé à temps la déclaration-programme de son nouveau gouvernement qui sera présentée mardi.

Porte-parole du Forum civique, le mouvement présidentiel qui domine le gouvernement, M. Kucera a déclaré que « la primauté donnée aux ministères économiques illustre ses priorités ».

□ POLOGNE : M. Lech Walesa soutient un mouvement de protestation des agriculteurs. – En visite à Vienne, M. Lech Walesa a apporté jeudi 28 juin son soutien aux revendications de plusieurs centaines d'agriculteurs polonais qui occupent le ministère de l'agriculture à Varsovie depuis mercredi. Lors d'une conversation téléphonique avec M. Roman Bartoszewski, président du Parti paysan PSL, le

président de Solidarité « a souligné que, si avant son retour [vendredi] les revendications des agriculteurs n'étaient pas résolues d'une façon pondérée à l'avantage des protestataires, il se mettrait à leur disposition ». Les protestataires revendiquent notamment des prix minimum garantis à l'achat pour leurs produits, des crédits bon marché et la liberté d'exportation. (AFP)

AFRIQUE

TUNISIE : tout en mettant en garde le gouvernement

Les islamistes rejettent l'idée d'un « recours à la force »

TUNIS

de notre correspondant

Il n'est pas question pour les islamistes tunisiens de baisser les bras, ni non plus de rechercher l'affrontement direct et violent avec le pouvoir. Cette ligne a été définie, jeudi 28 juin, au cours d'une conférence de presse par M. Hamadi Jebali, directeur du journal *Al Fajr*, suspendu pour trois mois, et membre du bureau

politique d'Ennahdha, qui doit comparaître devant la justice le 11 juillet (le *Monde* du 26 juin).

« Cette suspension, qui n'est qu'un prétexte pour isoler et étouffer notre mouvement, n'empêchera pas celui-ci de poursuivre son action militante et de se développer dans la société », a déclaré M. Jebali, tout en rejetant l'idée « d'un recours à la force ». M. Jebali a estimé que la situation devenait de plus en plus inquiétante, puisque les autorités s'évertuent à empêcher « toute voix libre » de s'exprimer. « Ce blocage à tous les niveaux, cette mentalité dictatoriale, ce refus de la volonté populaire, cette peur du peuple, sont significatifs de toute une politique qui mène le pays vers un avenir incertain », a-t-il remarqué.

Alors que l'on pouvait s'attendre, selon M. Jebali, que le pouvoir tire les leçons des événements survenus en Europe de l'Est et dans certains pays africains, ainsi que des récentes élections locales en Algérie, « en Tunisie, c'est le contraire qui se passe ». Tandis que les récents succès électoraux du FIS algérien semblent avoir conforté les dirigeants du pays dans leur fermeté à l'égard des islamistes, refusant la reconnaissance de leur mouvement, les déclarations du directeur d'*Al Fajr* risquent d'attiser une confrontation qui se déroule encore – mais pour combien de temps ? – à fleur de mouchettes.

MICHEL DEURE

CAMEROUN

Le président Biya annonce des mesures de libéralisation

Lors du congrès du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC, au pouvoir), le président Paul Biya a annoncé, jeudi 28 juin, à Yaoundé, des mesures visant à libérer la vie politique du pays.

Le chef de l'Etat prévoit l'abolition des lois d'exception (ordonnances de 1962 sur la subversion), la révision « dans un sens plus libéral » de la loi de 1967 sur les associations politiques, le renforcement de la liberté de la presse (qui pourrait aboutir à la disparition de la censure), la création d'une commission des droits de l'homme et la fin des restrictions à la libre circulation des Camerounais (vraisemblablement la suppression des visas de sortie du territoire).

Faisant allusion à une possible instauration du multipartisme au Cameroun, il a affirmé : « Notre parti est fort, certes, mais il doit se préparer à affronter une éventuelle concurrence ». Si la Constitution autorise la formation de plusieurs partis politiques, la loi sur la création des associations a jusqu'à présent permis au régime en place d'empêcher la création d'un autre parti que celui du pouvoir.

D'autre part, les journalistes et reporters photographes indépendants ont publié jeudi un mémorandum dans lequel ils « exigent la levée pure et simple » de la censure et condamnent les menaces qui « se traduisent par une vague d'arrestations, d'intimidations et de détentions arbitraires » dont ils se déclarent victimes. La presse indépendante compte actuellement une dizaine de titres qui paraissent régulièrement. Les médias privés réclament par ailleurs un traitement identique à celui des médias gouvernementaux, dans l'accès à l'information, les subventions et les facilités de production et de diffusion, indique ce mémorandum. (AFP)

ZAMBIE

La capitale sous haute surveillance après trois jours d'émeutes

Le président Kenneth Kaunda s'est rendu, jeudi 28 juin, dans les rues de Lusaka, la capitale zambienne, pour constater les dégâts causés par trois jours d'émeutes et de pillages, qui ont fait vingt-quatre morts selon le quotidien *Times of Zambia* (une trentaine selon un bilan officiel). Environ deux cents personnes ont été blessées et un peu plus de cinq cents arrêtées.

Gardié par un cordon de troupes, le chef de l'Etat a inspecté, l'air menacé, les magasins pillés, devant une foule silencieuse. La plupart des habitants ont cependant repris leurs activités. La capitale reste toutefois sous haute surveillance. La police et l'armée stationnent à chaque coin de rue, contrôlant la foule venue se ravitailler dans les quelques magasins d'alimentation ouverts.

Le couvre-feu décrété mardi par le gouvernement est maintenant pour une durée quotidienne illimitée, mais sa durée a été réduite. (AFP, UPI)

L'HISTOIRE

NUMÉRO SPÉCIAL

CHRÉTIENS, JUIFS ET MUSULMANS EN FRANCE.



Chrétiens, Juifs et Musulmans en France

Du baptême de Clovis aux mosquées de la République

LA FRANCE CATHOLIQUE ET ROYALE

JUIFS ET PROTESTANTS DANS LA NATION

LES DEFIS DE LA FRANCE LAÏQUE

QUELLE PLACE EN FRANCE POUR LES MUSULMANS ?

LES RELIGIONS DES HOMMES POLITIQUES : MICHEL NOIR, MICHEL ROCARD

N° 135 / 34 F EN VENTE PARTOUT EN JUILLET/AOÛT 1990

EUROPE

La mise en œuvre de l'union économique, monétaire et sociale entre la RFA et la RDA

Vrais risques et fausses peurs

L'union économique, monétaire et sociale entre les deux Allemagnes, qui entre en vigueur le lundi 2 juillet, n'a pas de précédent. Elle s'est réalisée en quelques mois, et les conséquences que l'on pouvait craindre – notamment au plan de l'inflation en RFA – ne se sont pas produites. L'optimisme est de mise à Bonn : la République fédérale est riche, ses excédents commerciaux et la croissance suffiront à financer les coûts de l'unification.

Le 20 juin 1948, les trois zones d'occupation occidentales en Allemagne sont dotées d'une monnaie unique, le deutschemark, prélude à la création de la République fédérale d'Allemagne. Le 1^{er} juillet 1990, la RDA rejoint le territoire monétaire de la RFA.

Avec le recul, c'est peut-être ainsi qu'on racontera l'histoire. Mais, en attendant, faut-il craindre l'unification monétaire interallemande ? La question a été mille fois posée depuis que, le 6 février dernier, le chancelier Kohl a offert à l'Allemagne de l'Est d'échanger sa monnaie contre le deutschemark. A quelques heures de la grande conversion, il ne reste plus beaucoup de doutes sur la réponse : si aucun imprévu ne vient gripper la machine, le passage au deutschemark se déroulera dans le calme, national et international. Même si les difficultés économiques de la RDA sont toujours là au lendemain du 2 juillet, fêré pour l'occasion.

Une union économique, monétaire et sociale réalisée si vite, en temps de paix, entre deux États souverains n'a pas de précédent. L'expérience pourrait offrir un intérêt intellectuel si elle ne concernait une puissance économique mondiale – l'Allemagne – et une monnaie de réserve internationale – le deutschemark. Le paradoxe de la chevauchée allemande de ces derniers mois, pour ne parler que de l'économie, c'est que ses implications vont de l'équilibre global au sort de l'homme de la rue quel que part entre Dresde et Magdebourg.

Le scénario catastrophe démenti

Pour l'ensemble des économies, quelles conséquences pouvait-on craindre ? D'abord, un sursaut d'inflation en Allemagne : la distribution de pouvoir d'achat non compensée par des hausses de productivité, les goulets d'étranglement dans la production et la distribution sont en principe des facteurs de hausse des prix. Si l'inflation il y avait, le deutschemark, en baissant, risquerait de déstabiliser le SME (système monétaire européen).

La RFA devait alors relever ses taux d'intérêt, obliger les autres pays à suivre, avec des conséquences fâcheuses pour leur activité économique.

Les fonds nécessaires à la réuni-

fication, soustraits du stock d'épargne mondial, « évinceraient » les autres investissements, dans le tiers-monde ou ailleurs. La réalité a dément ce scénario

catastrophe : l'inflation en RFA n'a pas frôlé. Les prix à l'importation ont même baissé, si bien que, après un rythme de 2,3 % en mai, la plupart des économistes pensent qu'elle culminera à 2,6 % à la fin de l'année. Les taux d'intérêt ont monté d'un point et demi en Allemagne depuis le mois de janvier : la « prime de risque », comme dit le président de la Commerzbank, M. Walter Seipp, a été payée d'avance, et on peut même s'attendre à une décade des taux d'intérêt dans les semaines suivant l'unification.

L'épargne mondiale « absorbée » par l'Allemagne ? « Allons donc », ont dit et répété tous les responsables ouest-allemands, la RFA est riche, elle a des excédents, la croissance supplémentaire, déjà décelable au premier trimestre 1990, suffira à financer les coûts de l'unification. Les analyses les plus récentes des conjoncturistes semblent indiquer que l'argument a porté : l'optimisme est général.

Les Européens de l'Ouest, n'osant avouer leur réticence devant la « surpuissance » allemande, grognent bien un peu à cause du coût pour les finances communautaires de l'apport de l'agriculture de RDA. Pour les Allemands eux-mêmes, bien sûr, les craintes sont beaucoup plus immédiates et concrètes.

Facilités pour les entreprises

A l'Ouest, ils redoutent une hausse des impôts si l'opération de renforcement de la RDA s'avère plus coûteuse que prévu. Ils craignent aussi que les difficultés à venir n'incitent encore beaucoup d'Allemands de l'Est à venir s'installer en RFA.

A l'Est, le plaisir de se voir offrir à domicile la vie en deutschemark aura vite été gâché par la peur des conséquences : on a dit que le tiers ou la moitié des entreprises allaient fermer, qu'avec la suppression des subventions au 1^{er} juillet les prix allaient exploser, que l'inflation serait attisée par la consommation irrégulière. Mais, là encore, les anticipations et les mois de préparation n'auront pas été inutiles. Ce que l'on sait des prix en RDA pour l'instant, c'est qu'ils ont plutôt baissé, au cours de trois mois de grande braderie des produits à la mode de l'Est. Dans un pays où une paire de bottes – quand on la trouvait – pouvait coûter l'équivalent d'un salaire, pourquoi penser que les prix bougeront soudainement à la hausse ?

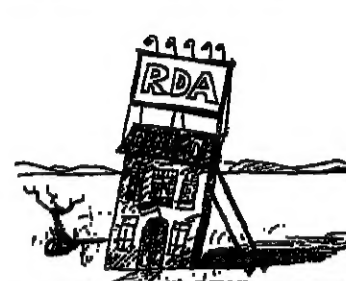
Les premières indications sur les retrais de deutschemark en liquide (les gens devaient obtenir à l'avance un reçu) montrent que la plupart des citoyens de RDA ne se préparent pas à dépenser d'un coup des sommes folles en biens de consommation.

Quant aux entreprises, elles n'ont pas attendu passivement le 2 juillet et la fin officielle de l'économie planifiée. Elles ont cherché des marchés, des partenaires, des repreneurs : cela s'est fait dans le désordre et l'improvisation, mais l'idée de gestion a commencé à pénétrer les esprits formés dans la logique bureaucratique. Les pouvoirs publics et les banques s'approprient d'ailleurs à accorder aux entreprises des facilités provi-

soires pour s'adapter à la concurrence. Le traité d'union monétaire a appliqué aux avoirs et aux dettes des entreprises un taux de conversion d'un deutschemark pour deux marks-est.

Comme leur passif atteignait 260 milliards de marks-est et leurs actifs seulement 60 milliards, elles sont collectivement gagnantes. A ceci près que les salaires qu'elles payent sont convertis à un pour un, et qu'elles sont désormais endettées en marks lourds. Les cinq instituts qui, dans leur rapport publié le 12 avril, préconisaient l'annulation pure et simple de ces dettes n'ont pas été écoutés.

Car le choix technique et politique qui a été fait pour la conversion monétaire a été l'un des plus radicaux possibles. Le « un pour un » électoraliste a pratiquement rejoint le « un pour deux » proposé, au grand scandale de l'opinion est-allemande, par la Bundes-



bank début avril. (M. Hans Tietmeyer, cheville ouvrière de l'unification monétaire au sein du directoire de la Bundesbank, a trouvé la formule qui réconcilie : « Nous avions proposé 1 = 1,9, la réalité aura été 1 = 1,81 »). Mais, alors que l'institut d'émission prônait la progressivité, Bonn a imposé la rapidité. Fondre le plus vite possible, avec peu de ménagements et sans retour, la RDA dans le corps sain de l'Allemagne de l'Ouest, tel est le coup de poker du chancelier Kohl.

Ceux qui dénoncent, par avance les millions de chômeurs en RDA (il y en a pour l'heure 150 000) n'ont pas calculé le coût de la non-union. Privée d'étalon monétaire, l'Allemagne de l'Est aurait-elle échappé à l'inflation, au chômage, aux fermetures d'usines polluantes ? Aurait-elle de la sorte coûté moins cher à la RFA ?

Les autres pays de l'Est vont devoir, eux, se construire seuls une monnaie acceptée partout dans le monde, une économie aux normes modernes, une protection sociale. Leur traversée, à n'en pas douter, sera plus longue.

SOPHIE GHERARDI

La RDA pourrait coûter à la CEE 1 milliard d'euros par an pendant trois ans. – La CEE devra consacrer à la RDA, en aide régionale et sociale, 1 milliard d'euros (7 milliards de francs) par an pendant trois ans, de 1991 à 1993, selon les estimations citées jeudi 28 juin par le commissaire européen chargé du budget, M. Peter Schmidhuber qui a précisé que ces sommes serviraient à financer un programme de transition pour permettre à la RDA de s'adapter aux réglementations communautaires. – (AFP)

Les Allemands de l'Est pris de vitesse...

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Markus Meckel fulmine. Dans son immense bureau hérité de son prédécesseur, Oskar Fischer, immuable ministre des affaires étrangères d'Erich Honecker, l'ancien pasteur de campagne cofondateur du Parti social-démocrate est-allemand remâche ses déceptions. Le rendez-vous de l'unification allemande, qu'il aurait tant souhaité retarder pour garantir que

liste que le roi, a défendu jusqu'au bout la nécessité pour l'Allemagne de prendre en compte les intérêts de sécurité de l'URSS en proposant, unilatéralement, un plafond pour ses futures forces armées et en trouvant un compromis sur la question des alliances. Le ministre estime qu'il y aura la souveraineté de la future Allemagne, d'un danger qu'il y aura à l'imposer des solutions trop à l'avantage des seuls Occidentaux. « Il s'agit de faux dangers », souligne-t-il. Il fait valoir que la future Allemagne restera liée, pour la question de la présence de troupes étrangères, par ses accords d'appartenance à l'OTAN ; il ne fait plus de mystère pour personne, estime-t-il, que le pacte de Varsovie n'existe plus de facto.

Pas de stratégie alternative

L'amertume du ministre est-allemand est symbolique de l'incapacité dans laquelle s'est trouvé le gouvernement de RDA à imprimer son propre rythme aux événements depuis les élections du 18 mars. On pensait qu'il y avait une spécificité est-allemande à défendre. Jusqu'à ces derniers jours, le premier ministre, M. Lothar de Maizière, tout chrétien-démocrate qu'il soit, ne voulait pas s'engager à vite sur l'élection d'un Parlement unique. Il voulait voir, au préalable, les premiers effets de l'union monétaire.

Son ministre de la défense, M. Rainer Eppelmann, président d'une petite formation, le Renouveau démocratique, qui avait servi d'allié démocratique à l'alliance des partis conservateurs pour les élections, estimait même récemment que la meilleure date pour l'unité allemande serait l'automne 1992, afin de pouvoir progresser parallèlement de la sécurité, puis la planification. Nous n'évions pas habitude à régler les conflits par le dialogue, par la confrontation. Les gens, qui viennent d'ici ont une autre mentalité en matière de négociations et une autre façon d'aborder les problèmes qu'en RDA. » A cela s'est ajouté, poursuit M. Rombert, le fait que, en raison de la situation, on a attendu que ce soit nous qui nous adaptions aux structures de l'Ouest, alors que les partenaires de l'Ouest n'étaient pas forcés de la même manière de se mettre à notre place. »

« On parle la même langue, mais... »

A leur décharge, les difficultés auxquelles ils ont été confrontés étaient énormes. On ne songeait pas à la quasi-impossibilité de pouvoir communiquer par téléphone, non seulement avec l'Ouest mais également à l'intérieur de la RDA. Les courriers et les télégrammes sont bien souvent encore le seul moyen de transmettre une information ou de convoquer les députés pour une séance imprévue. La désagrégation de l'appareil d'Etat et la méfiance à l'égard des fonctionnaires en place ont posé des problèmes constants de professionnalisme à des équipes fort peu aguerries pour affronter des Allemands de l'Ouest qui ne doutent pas de leur supériorité.

La seule riposte imaginée fut de faire venir de l'Ouest des experts. Il n'est pas un ministre, un groupe parlementaire, qui n'ait à ses côtés, aujourd'hui, un homme de Bonn pour tenter d'organiser ses affaires. Mais la greffe a été souvent difficile. L'achèvement de convaincre les Allemands de l'Ouest qu'ils n'avaient rien à gagner à attendre trop longtemps pour prendre eux-mêmes les choses en main.

« Quarante ans de RDA représentent différemment que quarante ans de RFA, reconnaît le ministre des finances, M. Walter Rombert. Dans les négociations, il y a eu, surtout au début, mais aujourd'hui encore, des difficultés à se comprendre. Nous avons eu un système politique très différent de ce qu'on connaît en RFA. Nous avons eu, par exemple, une autre structure de la sécurité, une autre conception de la sécurité, puis la planification. Nous n'avions pas habitude à régler les conflits par le dialogue, par la confrontation. Les gens, qui viennent d'ici ont une autre mentalité en matière de négociations et une autre façon d'aborder les problèmes qu'en RDA. » A cela s'est ajouté, poursuit M. Rombert, le fait que, en raison de la situation, on a attendu que ce soit nous qui nous adaptions aux structures de l'Ouest, alors que les partenaires de l'Ouest n'étaient pas forcés de la même manière de se mettre à notre place. »

HENRI DE BESSON

L'arrêt du programme Eurofighter coûterait 17 milliards de francs à Bonn

L'arrêt du programme de l'avion de combat européen Eurofighter en novembre prochain coûterait à la RFA près de 5 milliards de deutschemarks (environ 17 milliards de francs), selon le ministre ouest-allemand de la défense, M. Gerhard Stoltenberg.

Dans une lettre adressée au président de la commission budgétaire du Bundestag, M. Rudi Walter, et

publiée jeudi 28 juin à Bonn, le ministre explique l'ampleur de la perte qui résulterait de l'arrêt du programme par les engagements contractuels de la RFA avec les industriels ouest-allemands et avec ses partenaires européens, la Grande-Bretagne, l'Espagne et l'Italie, qui construisent avec la RFA le rival du Rafale français.

Le Bundestag a accepté à la mi-juin, à une faible majorité, de continuer à financer le seul programme de développement de l'avion, qui se terminera en 1992. Le ministre de la défense a évalué le coût de la participation ouest-allemande à la construction (développement et production en série) de l'avion à 23 milliards de DM (environ 77 milliards de francs). – (AFP)

Du 29 juin au 13 juillet

LES 15 JOURS LES PLUS LONGS

Renault présente la nouvelle collection 91

OTAN pourrait
me déclaration

Le 29 juin, le président de la République, François Mitterrand, a déclaré à l'Assemblée nationale que la France ne se retirerait pas de l'OTAN. Il a souligné que la France avait toujours été un pays indépendant et qu'elle ne voulait pas être dominée par les États-Unis. Il a également déclaré que la France était prête à négocier avec l'URSS pour la réduction des armements.

Les membres de la
un document sur les

Le 29 juin, le président de la République, François Mitterrand, a déclaré à l'Assemblée nationale que la France ne se retirerait pas de l'OTAN. Il a souligné que la France avait toujours été un pays indépendant et qu'elle ne voulait pas être dominée par les États-Unis. Il a également déclaré que la France était prête à négocier avec l'URSS pour la réduction des armements.

ALGERIE :
POURQUOI LE RIS ?

Le 29 juin, le président de la République, François Mitterrand, a déclaré à l'Assemblée nationale que la France ne se retirerait pas de l'OTAN. Il a souligné que la France avait toujours été un pays indépendant et qu'elle ne voulait pas être dominée par les États-Unis. Il a également déclaré que la France était prête à négocier avec l'URSS pour la réduction des armements.

Le nouveau
Afrique
Asie

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. André Fontaine, gérant.

Le Monde
PUBLICITE

André Fontaine, président
Françoise Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Orléans,
directrice du développement
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F
Tél. : 45-55-84-70 - Société filiale
du journal Le Monde et Régie France SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapex LEMONDE
ou 36-15 - Tapex LM

Renseignements sur les microfilms
et Index du Monde au (1) 42-22-20-20.

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 124 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, Renvoyer CE BULLETIN accompagné de
votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
SERVICE A DOMICILE :

Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

NUMERO HORS SERIE

DE GAULLE



« C'était à moi d'assumer
la France »

Charles de Gaulle

A l'occasion du centième anniversaire
de sa naissance et du cinquantième
anniversaire de l'appel du 18 juin, le Monde
consacre un numéro hors série au général
de Gaulle.

Pour les personnalités ont marqué
comme lui de leur empreinte notre
histoire contemporaine. Pour mieux com-
prendre l'homme, sa fascination pour la
France, ses convictions, la portée de son
action politique, le Monde a effectué une
sélection d'articles parus dans ses
colonnes depuis sa création.

Le Monde retrace tous les grands
moments de la vie du général : son enga-
gement militaire, son combat pour la
France libre, sa volonté de redonner un
rang mondial à la nation, son rôle dans la
création de nos institutions. Le Monde
relate aussi ses treize années au pouvoir,
la décolonisation, sa détermination dans le
choix d'une force nucléaire de dissuasion.
Enfin, il évoque la crise de mai 68, l'échec
du général de Gaulle au référendum de
1969 et l'héritage qu'il a légué aux
hommes politiques d'aujourd'hui.

« DE GAULLE », un numéro hors
série du Monde, pour revivre l'histoire
exceptionnelle d'un grand homme d'État.

30 FRANCS
EN VENTE CHEZ VOTRE
MARCHAND DE JOURNAUX
OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE : DE GAULLE

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : [] LOCALITÉ : _____

PAYS : _____

FRANCE (métropole uniquement) Nombre d'ex. : _____ x 35 F (port inclus) = _____ F.

DOM-TOM et ÉTRANGER Nombre d'ex. : _____ x 40 F (port inclus) = _____ F.

Bulletin et règlement à retourner à :
Le Monde, service vente au numéro, 15, rue Falguière, 75501 Paris cedex 15 - France. LM1/4

ASIE

Corée du Sud : la diplomatie

Quarante ans après le déclenchement de la g
dans la péninsule, Séoul a réussi à isoler Pyongyang de ses anc

Alors que la Corée célèbre le
quarantième anniversaire du
déclenchement, le 25 juin 1950,
de la guerre qui ravagea la
péninsule pendant trois ans, la
situation évolue rapidement au
sud du 38^e parallèle. Séoul pré-
sente comme un « sommet his-
torique » la rencontre, le 4 juin à
San-Francisco, entre le chef de
l'Etat sud-coréen et le numéro
un soviétique. Les négociations
inter-coréennes doivent repren-
dre le 3 juillet à Panmunjom.

SÉOUL

de notre envoyé spécial

Dans les kiosques à journaux de
Séoul, on trouve désormais, à la
« une », le portrait du « grand di-
recteur » honni du Nord, le maréchal
Kim Il-sung, même si parfois une
main sacrilège le défigure d'un graffiti
ravageur. La télévision locale diffuse
régulièrement des florissages de la télé-
vision de Pyongyang. Des séminaires
sur les origines du conflit attirent les
chercheurs de l'Est, apportant avec
eux des informations démentant, au
moins en partie, la thèse officielle
de Pyongyang sur l'« agression sudiste et
américaine ». Même si, pour un collo-
que récent, l'invité soviétique n'a pas
reçu son passeport, Moscou entend
progresser « pas à pas », déclare son
représentant commercial à Séoul,
M. Nazarov.

Si la question de la réunification
reste au cœur des préoccupations des
élites sud-coréennes, un récent son-
dage a révélé que 59 % de la popula-
tion ne souhaitent plus grand chose de
la guerre, et que 15,2 %, surtout les
plus jeunes, en étaient totalement
ignorants. Et pourtant, les échanges
d'invectives de part et d'autre du
38^e parallèle n'ont pas cessé. Depuis
1953, Pyongyang et Séoul se sont
habitués à rejeter systématiquement
toute proposition venant du frère
ennemi. Ne pouvant, ou ne voulant,

traiter directement avec l'irascible
maréchal, le président Roh Tae-woo a
mis au point, il y a deux ans, sa
« politique du Nord », destinée à faire
pression sur Pyongyang par alliés
communistes interposés. Les gestes se
sont multipliés depuis les Jeux olym-
piques de Séoul de 1988 en direction
de Pékin, des capitales est-euro-
péennes et de Moscou, et la Corée du
sud a adhéré à la BERD.

Cette diplomatie du billard, visant
à attirer Pyongyang par la bande, a
porté ses fruits. Pékin est devenu un
important partenaire commercial,
même si, depuis le massacre de la
place Tiananmen il y a un an, les
relations autres que commerciales su-
gissent. Les pays de l'Est ont cédé l'un
après l'autre aux sirènes de Séoul, et
aux promesses de coopération écono-
mique se montant à des dizaines de
millions de dollars. La rencontre de
San Francisco, préparée par de dis-
crets contacts - dans lesquels, selon
de bonnes sources, le révérend Moon
aurait joué un rôle d'intermédiaire -
apparaît comme le dernier pas avant
la normalisation avec Moscou. Il ne
reste plus que le Vietnam, mais Séoul
doit tenir compte, dans ce cas-là, des
objections de Washington.

Le Nord
isolé

Principal résultat de cette habile
stratégie pour laquelle la Corée du
sud, « petit tigre » au commerce exté-
rieur florissant, dispose d'excellents
atouts : jamais depuis sa création, le
Nord n'a été aussi isolé. La Chine le
soutient certes idéologiquement - il
ne reste plus guère de vrais régimes
communistes en dehors de la nouvelle
« bande des quatre » qui, trompée un
dissident chinois, « unit » Pékin,
Pyongyang, Hanoi et La Havane -
mais elle s'oppose à tout aventurisme
du vieux maréchal ou de son fils et
héritier Kim Jong-il. L'Europe de
l'Est a lâché un régime que le chargé
d'affaires polonais à Séoul qualifie de
« repoussant ».

Comme ses anciens alliés, l'URSS
est attirée par les produits de consom-
mation que la Corée du sud fabrique
en telles quantités qu'elle n'arrive pas
à les écouler sur les marchés mon-
diaux. D'où cette normalisation lente
entre les deux pays dont Pyongyang
fait les frais. La rencontre Roh-Gor-
batchev « est un fait très important en
lui-même », reconnaît M. Nazarov,
qui place désormais sur le même plan
les relations avec les deux Corées,
refusant de choisir entre un pays
« frère » stalinien, allié depuis 1945, et
la vitrine du capitalisme asiatique.
Même s'il affirme qu'une normalisa-
tion n'est pas pour demain et qu'elle
dépend avant tout de la situation glo-
bale dans la péninsule.

Quand le Kremlin va-t-il franchir le
pas et établir des relations diploma-
tiques normales avec une Corée du sud
qu'il a déjà de facto reconnue, et avec
laquelle il a échangé des missions
commerciales et consulaires depuis le
début de l'année ? Beaucoup, à Séoul,
s'attendent que la décision soit prise
d'ici à la fin de l'année ou, au plus
tard début 1991, avant la visite au
Japon de M. Gorbatchev. M. Roh est
pressé : d'abord de profiter de ce vent

EN BREF

AFRIQUE DU SUD : une mis-
sion du patronat français. - Une
mission du Conseil national du
patronat français (CNPF) est arri-
vée à Johannesburg, mercredi
27 juin, après une visite de quel-
ques jours en Namibie. Le but de
cette mission, a expliqué M. Jean-
Pierre Prouteau, président du
Comité ACP (Afrique, Caraïbes,
Pacifique) du CNPF, est de redéfinir
la stratégie du grand patronat
français à l'égard de l'Afrique aus-
trale. La délégation compte dans
ses rangs des représentants des
principaux groupes industriels et
bancaires. - (AFP)

M. Nelson Mandela à Miami. -
Environ 2 000 partisans du leader
noir sud-africain Nelson Mandela
et 300 manifestants hostiles à sa
venue en raison de ses déclarations
favorables à Fidel Castro, se sont
opposés, jeudi 28 juin, à Miami
(Floride). Une brève échauffourée
a éclaté, rapidement contrainte par
la police, et les deux camps ont
échangé des invectives par haut-
parleurs. Un nombre très restreint
de responsables politiques de
Miami, dont environ la moitié de
la population est d'origine cubaine,
est venu écouter M. Mandela. -
(AFP)

BANGLADESH : cinquante
blessés durant la grève générale. -
Cinquante personnes ont été bles-
sées jeudi 28 juin au Bangladesh
au cours d'affrontements durant la

de l'histoire qui a tourné en
de l'Est pour forcer Pyongyang
dialogue, ensuite de trou-
debouchés pour ses voitures
seurs en URSS, enfin, de reg-
terrain perdu sur le plan inté-
la cote du parti au pouvoir
de baisser.

Conseiller spécial à la pri-
pour les affaires du « Nord »,
fesseur Leo Hong-koon explicite
Séoul attend du Kremlin
« pousse Pyongyang à se mon-
raisonnable ». « Je ne per-
ajoute-t-il, que la persuasion
efficace. Il faut des pressions
forcer le Nord à renoncer à se
pour se doter de l'arme nu-
pour s'ouvrir enfin au monde
rieur et accepter le dialogue
Sud. Mais « il faut aussi leur
nous ne voulons pas renver-
régime du Nord, seul moyen
change, qu'il se mette au diap-
la région, à sa façon », même
doit prendre du temps.

A Séoul on sait bien, sans
trop fort, que tout appel d'a-
rieur dans un régime aussi b-
quement clos que celui de Py-
risquerait de lui être aussi fai-
le fut pour la RDA. La référen-
nauante à l'exemple allemand
hante ces responsables sud-
qui rêvent les yeux ouverts à
nification rapide des deux C
indique bien que l'on com-
l'URSS pour y parvenir. « Il y
types de réunification, à la
mienne et à l'allemande ; nou-
rons cette dernière », nous
M. Lee Hahn-been, expert d-
tions avec l'« Est ». Pour au-
Moscou, Séoul a laissé entre-
voir d'une aide économique :
se monter à trois, cinq, voire
liards de dollars sous de nu-
formes.

Vers
une réunification ?

Au delà du commerce, illus-
le récent achat massif de savo-
et de dentifrice, Moscou ve-
Séoul s'implique véritablement
le développement de la Sibirie
Corée, estime M. Nazarov, «
expérience unique de transition
économie centralisée à une éco-

Le parti au po
et adopte de

Le Parti démocratique pop-
d'Afghanistan (PDPA), au p-
à Kaboul, a changé de m-
adopté de nouvelles structu-
cours de son congrès, le pre-
vingt-cinq ans (le Mona
29 juin), qui s'est terminé
28 juin. Les quelque huit cen-
gués ont approuvé à l'unan-
les quarante et un articles d-
jet de Constitution lors du c-
du parti, qui sera désormais :
le Watan, ou Parti de la p-
M. Najibullah en demeure le
Cette réunion, qui a duré

grève générale organisée par
position contre la hausse des
sur des produits de première i-
sité, ont annoncé les autori-
pays. Cette grève est la pre-
lançée à l'appel conjoint des
rents partis d'opposition, f-
affecté la plupart des écoles
distributeurs d'essence, des
bus et des commerces. - (AFP)

CHINE : nouveau ministre
l'agriculture. - M. Liu Zhi-
cinqante-neuf ans, a été no-
jeudi 28 juin ministre de l'ag-
ture en remplacement de b-
Kang, qui détenait ce poste d-
sept ans, a annoncé l'agence d-
nouvelle. M. Liu est un spéci-
de l'agriculture, vice-mi-
depuis 1985 au sein de la puis-
commission d'Etat de planifi-
chinoise. Aucune raison offi-
n'a été donnée au sujet du re-
cement de M. He Kang, soix-
sept ans, mais, selon des so-
diplomatiques, M. He, l'an d-
avait parlé en privé de se reti-
(AFP).

COLOMBIE : attentat à
trier à Medellín. - L'expl-
d'une voiture piégée a fa-
morts et 33 blessés jeudi 28 j-
Medellin, capitale colombien-
la cocaïne, ont annoncé les a-
tés. L'attentat a été commi-
loin d'un commissariat de p-
où le nouveau chef des forc-
l'ordre de la ville, le colonel
Ferrero Echeverry, était en tr-

POLITIQUE

Les travaux du Parlement

Le Sénat maintient son refus sur la saisine du Conseil constitutionnel par les justiciables

Le 14 juillet 1989, le président de la République avait annoncé son intention de modifier la Constitution, afin de permettre aux justiciables de saisir le Conseil constitutionnel lorsque, au cours d'un procès, il leur est appliqué une loi dont ils estiment qu'elle porte atteinte à leurs droits fondamentaux. Cette réforme ne peut être menée à bien. Le Sénat, qui, en l'espèce, dispose d'un droit de veto, a en effet décidé, en deuxième lecture, jeudi 28 juin, de revenir exactement au texte qu'il avait voté précédemment et dont les principales dispositions avaient été repoussées par l'Assemblée nationale, y compris par la droite de celle-ci. Le désaccord est donc total entre les deux chambres du Parlement.

Le Sénat n'aime pas être bousculé. En insérant la deuxième lecture du projet de réforme de la Constitution une semaine exactement après que l'Assemblée nationale eut franchi cette même étape de la procédure, le gouvernement fournissait à la majorité du Palais du Luxembourg le prétexte qu'elle attendait pour se muer dans son refus. M. Jacques Larché (Rép. et Ind., Seine-et-Marne), président et rapporteur de la commission des lois, n'a pas mâché ses mots à l'ouverture de la discussion. « C'est un détournement de procédure, a-t-il affirmé. L'Assemblée nationale a débatté pendant trois heures sans retenir nos suggestions; c'est son droit, mais on aurait pu espérer une réflexion plus approfondie de la première chambre. Le Sénat ne se précipite pas à une telle précipitation. La Constitution ne peut être modifiée à la sauvette (...). Un vote conforme des deux chambres est nécessaire, et cela ne s'obtient pas par un tour de passe-passe. »

La droite sénatoriale n'a pas toujours été aussi à cheval sur ses principes.

M. Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire de Belfort) s'est fait un malin plaisir de le lui rappeler. En 1974, le projet de saisine du Conseil par les parlementaires avait été déposé le 27 septembre, adopté par l'Assemblée, en première lecture, le 8 octobre, puis par le Sénat le 16 octobre, avant qu'il ne soit reprené en deuxième lecture le lendemain même de l'Assemblée. Les deux Assemblées, réunies en congrès, s'étaient prononcées le 21 octobre, tout avait été bouclé en trois semaines. Cette fois, le projet a été adopté par le conseil des ministres le 28 mars, il y a donc trois mois.

Ce rappel n'a pas convaincu la majorité sénatoriale. Comme en première lecture, elle a voulu, d'abord et avant tout, préserver son unité. Elle a donc décidé de rétablir le texte dans la version exacte qu'elle avait votée en première lecture, y compris avec l'interdiction pour le gouvernement de demander à l'Assemblée nationale de trancher en dernier ressort en cas de désaccord avec le Sénat sur tous les textes concernant les libertés fondamentales, modification dont ne voulait aucun député, qu'il soit RPR, UDF ou UDC. Elle a rejeté aussi l'abaissement de soixante à quinze du nombre minimum de parlementaires pouvant saisir le Conseil constitutionnel, disposition introduite, pourtant, à la demande de M. Pierre Mazeaud, député RPR.

Quel est le but de cette intransigeance? M. Etienne Dailly (Ras. dém., Seine-et-Marne) a assuré que son groupe souhaite cette réforme, mais qu'il demande simplement du temps pour trouver un terrain d'entente avec l'Assemblée. « Pour moi, a-t-il déclaré, la navette ne s'arrête pas aujourd'hui; si elle s'arrête, ce sera de votre fait. » Même position de la part de M. Jean Arthuis (Un. cent., Mayenne). « Il y a des points sur lesquels nous pouvons avoir notre position, a-t-il affirmé. Nous espérons reprendre la discussion de ce texte, à l'été prochain, à la session d'automne. » Peut-être, mais, à l'opposé, M. Larché a réaf-



firmé avec force: « Il y a un principe intangible, celui de la souveraineté du Parlement! » Or, bien entendu, la réforme l'écorne. Surtout, M. Marc Laroche (RPR, Yvelines) n'a pas caché que ce principe condamne à mort la réforme, en assurant que le texte mis au point par le Sénat est « un mécanisme d'horlogerie, dont on ne peut déplacer aucun rouage ». Or certains de ceux-ci sont refusés par l'Assemblée nationale unanime. M. Jean-Marie Girault (Rép. et Ind., Calvados), seul élu de la majorité en désaccord avec cette stratégie, ne s'y est pas trompé: « Le Sénat, a-t-il lancé, assumera l'échec de la réforme; aucun faux-semblant ne pourra abuser l'opinion populaire, instruite par son bon

sens (...). Sachiez, ici, la chronique d'une mort que j'avais annoncée, parce que profondément souhaitée par la majorité sénatoriale. »

Contre cette volonté de tuer le projet, M. Pierre Arpaillange, le garde des sceaux, n'a rien pu faire. Il a eu beau rappeler au Sénat que l'Assemblée nationale avait accepté certains de ses amendements importants, lui faire observer que « la majorité sénatoriale ne peut ignorer que, en faisant échouer une réforme renforçant l'Etat de droit et la protection des libertés, en faisant échouer une réforme souhaitée par une majorité écrasante de Français, elle contribuerait elle-même, à détériorer gravement l'image et le prestige du Sénat dans l'opinion publique » et que « cela serait bien cher payer une éphémère satisfaction qui, d'ailleurs, ne serait même pas à mettre au compte de l'union de l'opposition, comme les résultats du vote à l'Assemblée nationale le démontrent de manière éclatante », rien n'y a fait. Son ultime mise en garde n'a pas plus d'effet: « Vous venez de démontrer que, dans la configuration politique actuelle, il n'est pas possible de réformer la Constitution par la voie parlementaire (...). Vous prenez, ainsi, le risque de vous égarer, de vous-mêmes, de tout processus de rénovation de nos institutions. »

Par 229 voix (RPR, Un. cent., Rép. et Ind., non-inscrits, et 15 des 23 membres du Ras. dém., les autres - MRG s'abstenant) contre 83 (PS et PC, plus M. Girault) le Sénat a maintenu sa position.

Certes, le ministre de la justice a assuré que l'adoption de cette réforme, « un jour ou l'autre, sera inéluctable ». Certes, M. Michel Rocard, lors de son intervention sur TF1, a annoncé que « la procédure restera ouverte à l'ouverture de la session prochaine » et affirmé qu'il « laisse le Sénat à ses perplexités, et lui souhaite bonne chance ». Certes, M. Girault a prévenu: « Les remèdes nous de l'histoire restent, heureusement, aussi fréquents qu'imprévisibles. » Mais chacun sait, aussi, que l'histoire ne repasse pas les plats.

THIERRY BRÉHIER

Les images du procès Barbie pourront être diffusées sans délai

Par 308 voix contre 265, les députés ont adopté en deuxième lecture, dans la nuit du jeudi 28 au vendredi 29 juin, la proposition de loi, d'origine communiste, tendant à réprimer tout acte ou propos raciste, antisémite ou xénophobe. Ce texte institue notamment une peine complémentaire de privation des droits civiques pour les détenteurs de l'autorité publique reconnus coupables d'incitation à la haine raciale, et crée un nouveau délit réprimant la contestation de l'existence des crimes contre l'humanité définis par le tribunal international de Nuremberg. Les groupes PS et PC ont voté pour, le RPR, l'UDF et l'UDC ont voté contre.

M. Marie-France Stirbois lit très bien. Avec le même ton appliqué et convaincu, l'élu du Front national peut citer tour à tour Joseph de Maistre et le Figaro-Magazine, la société d'ILM de Sartrouville et l'ancien Testament, saint Matthieu et M. Jacques Médéric. Elle peut, aussi, expliquer le plus docilement du monde que « le royaume des cieux n'est pas ouvert au tout-venant », en citant pour preuve « l'exclusion d'Adam et Eve du jardin d'Eden ». Tout cela, et bien d'autres choses encore, pour justifier, pendant près de trois heures d'intervention à la tribune de l'Assemblée nationale, une exception d'irrecevabilité, une question préalable et une motion de renvoi en commission sur la proposition de loi tendant à renforcer la répression des actes racistes ou antisémites.

Ce long monologue, prononcé devant un hémicycle désert, a continué, en soirée, par la défense consciencieuse d'une trentaine d'amendements, auxquels le rapporteur du texte, M. François Asensi (PC, Seine-saint-Denis) et le garde des Sceaux, M. Pierre Arpaillange, ont opposé, avec la même régu-

larité, un sec et simple « avis défavorable ». L'UDF et l'UDC n'avaient pas jugé utile d'être représentées en séance, laissant à M. Louis de Broissin (RPR, Côte-d'Or) le soin de témoigner de l'hostilité de l'opposition à la proposition de loi.

A l'occasion de cette seconde lecture, le droit de réponse ouvert aux associations de lutte contre le racisme et l'antisémitisme dans un journal, un écrit périodique ou à la télévision, a été revu dans un sens plus restrictif. Les députés ont défini plus précisément les conditions dans lesquelles ce droit de réponse pourra être accordé, « lorsqu'une personne ou un groupe de personnes font l'objet d'imputations susceptibles de porter atteinte à leur honneur ou à leur réputation, en raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminées ». Ils ont aussi adopté un amendement limitant le nombre de droits de réponse des associations: lorsque ce droit aura été accordé à l'une d'entre elles, aucune autre ne pourra s'en prévaloir sur le même motif.

Enfin, conformément à une demande du groupe socialiste en faveur de l'autorisation de la diffusion de l'enregistrement du procès de l'ancien criminel nazi, Klaus Barbie, avant l'expiration du délai de vingt ans initialement retenu, les députés ont modifié la loi de 11 juillet 1985 sur la constitution d'archives audiovisuelles de la justice. L'amendement de la commission des lois qui a été adopté dispose que « la reproduction ou la diffusion, intégrale ou partielle, de l'enregistrement des audiences d'un procès pour crime contre l'humanité peut être autorisée dès que ce procès a pris fin par une décision de justice devenue définitive ». M. Arpaillange, qui a donné son accord à cette modification, a précisé que cette dérogation doit garder un caractère exceptionnel.

PASCALLE ROBERT-DIARD

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La voie s'ouvre pour la jonction entre la France et la Grande-Bretagne dans 7231 mètres

Les actionnaires d'Eurotunnel SA et d'Eurotunnel PLC ont approuvé le 27 juin à Paris l'augmentation de capital permettant une émission d'actions pour un montant d'environ 5 milliards de francs lorsque le syndicat bancaire international se sera engagé sur des crédits complémentaires.

Lundi matin 25 juin, les deux tunneliers français et anglais qui forent le tunnel de service sous la Manche - l'un des 3 tunnels en construction - n'étaient plus qu'à 7 231 mètres l'un de l'autre. Ils se sont rapprochés de 60 mètres par jour en moyenne au cours des 21 derniers jours.

En octobre, aux cadences actuelles, ces deux tunneliers seront à moins de 450 mètres l'un de l'autre. Les derniers travaux seront engagés pour la jonction finale.

Cette année 1990 devrait ainsi être celle de la liaison entre la France et la Grande-Bretagne. La mise en service du système est prévue pour 1993.



Traversez avec nous.

POLITIQUE

La politique sociale de M. Rocard et ses rapports avec M. Mitterrand

« Ce dont les Français ont besoin, c'est que l'exécutif marche »

affirme le premier ministre sur TF1

M. Michel Rocard, invité du journal de 20 heures de TF1, jeudi 28 juin, a expliqué que « depuis qu'on paie en franc fort, jamais le SMIC n'avait autant augmenté ». « Bien sûr, ce n'est pas assez », a-t-il ajouté, en soulignant toutefois que le fameux « coup de pouce » est de près de 1 %, c'est le double de l'an dernier, alors qu'il avait été de « 0,1 % en 1987 ». « Voilà la politique sociale qui commence, a dit le premier ministre, mais ce n'est pas le point essentiel. (...) La semaine qui vient de s'écouler a été une bonne semaine pour tous les Français parce qu'il s'est réglé quatre dossiers sociaux : le travail précaire, les retraites, le SMIC et l'ouverture de négociations sur les bas salaires. »

« Je souhaite seulement être jugé sur résultats », a indiqué M. Rocard. Si j'avais « un portefeuille à la place du cœur », on n'aurait pas le coup de

pouce au SMIC que l'on vient d'avoir. (...) La France a dévalué dix-sept ou dix-huit fois sa monnaie depuis 1945. (...) Les gens étaient très contents d'avoir des augmentations de 10 %, puis, quand l'inflation mange tout, on en veut à la terre entière, on en veut au gouvernement qui ne fait pas son métier. Je fais le mien, avec du cœur. Eh ! oui. »

Le premier ministre a déclaré que le rapport de M. François Hollande sur la fiscalité du patrimoine « est une chose tout à fait importante » et que « les Français ont, à juste titre, le sentiment que notre pays n'est pas très équilibré », mais que « nous avons des contraintes d'économie ouverte : malheureusement, les gens qui placent des capitaux peuvent les placer n'importe où ». « Il faut avancer vers la justice sociale sans faire fuir, a-t-il expliqué. Le rapport Hollande, nous y travaillons ; il y a beau-

coup d'idées justes dedans, et j'espère que nous serons prêts dans quelques mois, mais tout cela n'est pas simple. »

« J'en redemande ! »

Interrogé sur l'état d'esprit des Français, M. Rocard a déclaré que « les choses changent à toute allure et, c'est vrai, on ne sait pas très bien où l'on va ». Face à l'Europe et à l'Allemagne, on se demande, selon lui, si l'on « est capable de tenir ». « Moi, je suis, dans cette affaire, d'un optimisme fondamental », a affirmé le premier ministre. Les Allemands, a-t-il rappelé, « sont plus nombreux que nous, on n'y peut rien », mais « la France a joué les bonnes cartes de l'avenir » et « l'industrie allemande aura plus de problèmes de vieillissement que nous (...) On tient le bon bout ! ». M. Rocard a parlé ensuite de ses rapports avec le prési-

dent de la République et de son avenir gouvernemental. « François Mitterrand, c'est un homme qui a de l'épaisseur, a-t-il dit, et, à travailler quotidiennement avec lui, on s'enrichit. On apprend tous les jours. J'apprends tous les jours. C'est un privilège, aussi. Alors, je vais vous dire, j'en redemande ! Bien sûr, cela fait des envies. » Le premier ministre a souligné que « ce dont les Français ont besoin, c'est que l'exécutif, l'appareil de l'Etat marche, et le législatif aussi, d'ailleurs ». « Par conséquent, a-t-il dit, moi, je n'ai qu'un souci, c'est de faire loyalement le métier (que le chef de l'Etat) m'a confié, c'est d'y apporter toute ma capacité de travail ; c'est d'y apporter, aussi, la foi dans mon pays, le dévouement sans lequel tout cela ne serait rien. Nous le faisons ensemble. Bien sûr, on n'a pas le même âge, la même histoire, la même culture. Justement, cela n'en est que plus passionnant. »

□ Une majorité de Français souhaite que M. Rocard reste à Matignon. Selon un sondage de l'institut Louis-Harris, publié par l'hebdomadaire *Profession politique* du 29 juin, 58 % des Français souhaitent que M. Michel Rocard reste à l'hôtel Matignon, et 52 % jugent « plutôt positif » le bilan de son action depuis 1988. Un quart des personnes interrogées (24 %) voudraient le voir remplacé, et 30 % jugent le bilan de son action plutôt négatif. Le premier ministre obtient ses meilleurs scores parmi les socialistes et des pourcentages élevés chez les écologistes ; il passe la « barre » auprès des sympathisants UDF (58 % souhaitent le voir rester à Matignon) et il frôle la majorité au RPR. M. Rocard réalise son seul mauvais score chez les sympathisants FN (31 % d'entre eux veulent, pourtant, le voir rester à Matignon). Ce sondage a été effectué les 22, 23 et 25 juin auprès d'un échantillon de 1 005 personnes.

barre-Besson sur le logement et la lutte contre la spéculation foncière ; enfin, outre le débat sur la contribution sociale généralisée (CSG), Matignon en matière fiscale s'affirme beaucoup moins effarouché que Bercy par certaines des orientations du rapport Hollande, par exemple en matière de taxation des plus-values mobilières des entreprises, même si M. Rocard a dû s'employer à rassurer la Bourse après le discours d'Auxerre. Ainsi entend-on couper court, à l'avance, à tout nouveau procès en inaction sociale. Il reste que l'Elysée attend toujours une correction de trajectoire à opérer lors des arbitrages budgétaires de l'été et qui, précisément, vise autant M. Bérégovoy que M. Rocard.

Dans l'immédiat, le parallélisme non concerté, jeudi, des propos de MM. Mitterrand et Rocard sur l'Allemagne, dans la Nièvre pour l'un, sur TF1 pour l'autre, témoigne d'une réelle convergence sur certaines priorités. Pour le reste, il faudra « faire avec ». M. Rocard souhaite rester à Matignon, mais fera ce que le président voudra. De même, Matignon affirme que le premier ministre, pour le moment, n'est pas « demandeur » d'un remaniement ministériel, mais obéira naturellement aux éventuels souhaits présidentiels.

Au-delà des interrogations sur l'état d'esprit du président, M. Rocard, en admettant qu'il reste en place jusqu'aux élections législatives, devra gérer trois années qui s'annoncent décisives pour son propre avenir. Comme l'a dit le premier ministre, « les choses changent à toute allure ». M. Rocard voudrait être l'homme grâce à qui les Français, notamment de gauche, épouseront ce changement, au lieu de le subir et de tenter de le freiner. S'il réussit, la route s'annonce dégagée devant lui. S'il ne parvient qu'à désespérer l'électorat populaire, à entretenir l'abandon et les votes de refus, type Front national, l'échec sera cinglant. d'abord en 1993. Ce n'est pas par hasard si M. Rocard, qui demande à être jugé « aux résultats » et devant les socialistes qui s'étaient donné trois ans, a souligné jeudi combien ces élections « l'intéressent ».

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

□ Dissolution de la section socialiste de Vierzon. - Le bureau exécutif du Parti socialiste a prononcé, jeudi 28 juin, la dissolution de sa section de Vierzon (Cher) qui avait soutenu la liste du socialiste dissident, M. Jean Rousseau, vainqueur de l'élection municipale partielle des 17 et 24 juin dans cette ville.

Après la création de l'Union pour la France

M. Briant (CNI) : « Nous comptons un seul adversaire, les socialistes »

Le président du Centre national des indépendants et paysans (CNI), M. Yvon Briant, a précisé, jeudi 28 juin, au cours d'une conférence de presse, que le comité directeur de son parti se prononcera le 13 septembre pour arrêter sa position vis-à-vis de l'Union pour la France créée par le RPR et l'UDF.

Il a notamment déclaré : « Contrairement à ce qui a pu être dit ici ou là, nos partenaires RPR et UDF nous ont bien demandé d'être partie prenante. Mardi soir, au cours de la réunion constitutive, [MM. Giscard d'Estaing, à titre personnel, Jacques Chirac, François Léotard et Alain Madelin, au nom de leurs formations, ont réaffirmé qu'ils étaient favorables à la présence du CNI dans la coalition. Mercredi, François Nicolas Sarkozy ont réaffirmé position. Les centristes des pressions terribles nous soyons exclus du continuum de prendre la pour des réalités (...). Si que l'on annonce une conjonction c'est parce que cette décision ressort de notre comité a »

Le président du CNI « Notre projet est celui d'un mouvement libéral et national, la droite traditionnelle, notre positionnement, on ne peut pas l'impliquer dans un adversaire les socialistes. »

□ Un sondage sur l'électorat de l'opposition. - 31 % des Français se disent proches de l'opposition et 54 % s'en disent éloignés, selon un sondage de la SOFRES publié par le *Figaro* du 29 juin et réalisé avant la naissance de la confédération de l'Union pour la France constituée par le RPR et l'UDF ; 27 % des sympathisants de droite désignent M. Jacques Chirac comme chef de l'opposition, devant M. Valéry Giscard d'Estaing, qui n'obtient que 18 %. S'il fallait aujourd'hui désigner le candidat le plus capable de gagner l'opposition, 43 % des sympathisants de droite placent en tête le président du RPR devant celui

Les membres du bureau quittent le P.

Tous les membres du bureau qui dirigeait le Parti nationaliste français et européen (PNFE), à l'exception de son président, M. Claude Cornilleau, ont quitté leurs fonctions et rompu avec ce groupe nazi, influent au sein de la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP). D'autres militants de ce mouvement, qui comptait environ deux cents adhérents cotisant régulièrement, auraient fait la même démarche.

Dans une lettre adressée aux militants, M. Francis Allouchery, secrétaire national du PNFE, avait annoncé récemment sa démission de la direction et son départ du groupe en invoquant des « divergences tactiques et stratégiques » (le *Monde* du 26 juin).

Inculpé, en compagnie de MM. Cornilleau et Allouchery, d'association de malfaiteurs et écroué à la fin 1989 dans le cadre de l'instruction des attentats racistes commis contre des foyers Sonacotra de la Côte d'Azur en

1988, M. Serge Lecanu, bête de la sécurité au PNFE, coupé des ponts adressés au président de l'Inspection principale et général de la FPIP, M. avait constitué la « section » (SS) de ce groupe avec quatre autres policiers syndicat, révoqués de la 10 mai 1990. Libérés et dernier, MM. Cornilleau chery et Lecanu sont sous judiciaire.

Les deux femmes du bureau de la sécurité au PNFE, bête de la propagande, savaient à l'écart au milieu de la nière. On ignore si M. Ce désigné de nouveaux responsables postes laissés vacants.

Bordeaux hésite à accueillir l'université d'été du Front national

BORDEAUX

de notre correspondant

L'université d'été du Front national se tiendra-t-elle au palais des congrès de Bordeaux du 27 au 31 août, comme l'a annoncé M. Jean-Marie Le Pen le week-end dernier ? Le contrat commercial n'est pas signé. Bordeaux congrès service, l'association gestionnaire de la salle, attend le feu vert de M. Jacques Chaban-Delmas. Le maire de Bordeaux, qui préside la société d'économie mixte propriétaire des installations, en est en effet le véritable « patron ».

Il est rarissime que la direction du palais des congrès sollicite son approbation. Elle n'avait d'ailleurs pas fait précédemment avant de louer une salle au Front national, ce qui s'est produit à plusieurs reprises depuis 1986.

M. Chaban-Delmas s'est donné un délai de réflexion. Il pourrait s'exprimer au cours de la séance publique du conseil municipal de Bordeaux, vendredi 29 juin.

G. de M.

Les dirigeants de la communauté réaffirment la primauté du

BORDEAUX

de notre correspondant

Après les attaques de Cohen, président du Conseil représentatif des Juifs de France, que préside M. Jean I. Rothschild, président social juif unifié (FSJU), une rencontre, jeudi 2 Paris, entre les protagonistes de la présence de M. Joseph grand rabbin de France.

« Solidarité », les personnalités ont « affirmé la primauté du droit politique dans les juives de France et réaffirmé la confiance à ses dirigeants ».

MM. Sitruk, Kal Rothschild et Cohen ont leur « conviction que seul avec tous les démocrates, bords, de tous horizons, religions confondues, peu bout des extrémistes et de mitisme ».

tion des républicains sociaux d'Alsace avant d'être élu, député UNR de la 3^e circonscription de Toulouse-Sud vers son mandat jusqu'en 1961. En 1966 il est ministre de la culture dans le gouvernement dirigé par Pompidou. A ce titre il a été adopté par le Parlement en 1966 et a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 1966-1968. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 1968-1973. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 1973-1977. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 1977-1981. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 1981-1985. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 1985-1989. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 1989-1993. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 1993-1997. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 1997-2001. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2001-2005. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2005-2009. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2009-2013. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2013-2017. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2017-2021. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2021-2025. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2025-2029. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2029-2033. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2033-2037. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2037-2041. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2041-2045. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2045-2049. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2049-2053. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2053-2057. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2057-2061. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2061-2065. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2065-2069. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2069-2073. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2073-2077. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2077-2081. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2081-2085. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2085-2089. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2089-2093. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2093-2097. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2097-2101. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2101-2105. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2105-2109. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2109-2113. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2113-2117. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2117-2121. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2121-2125. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2125-2129. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2129-2133. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2133-2137. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2137-2141. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2141-2145. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2145-2149. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2149-2153. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2153-2157. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2157-2161. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2161-2165. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2165-2169. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2169-2173. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2173-2177. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2177-2181. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2181-2185. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2185-2189. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2189-2193. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2193-2197. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2197-2201. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2201-2205. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2205-2209. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2209-2213. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2213-2217. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2217-2221. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2221-2225. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2225-2229. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2229-2233. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2233-2237. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2237-2241. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2241-2245. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2245-2249. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2249-2253. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2253-2257. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2257-2261. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2261-2265. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2265-2269. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2269-2273. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2273-2277. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2277-2281. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2281-2285. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2285-2289. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2289-2293. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2293-2297. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2297-2301. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2301-2305. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2305-2309. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2309-2313. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2313-2317. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2317-2321. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2321-2325. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2325-2329. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2329-2333. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2333-2337. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2337-2341. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2341-2345. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2345-2349. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2349-2353. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2353-2357. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2357-2361. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2361-2365. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2365-2369. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2369-2373. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2373-2377. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2377-2381. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2381-2385. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2385-2389. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2389-2393. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2393-2397. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2397-2401. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2401-2405. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2405-2409. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2409-2413. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2413-2417. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2417-2421. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2421-2425. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2425-2429. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2429-2433. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2433-2437. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2437-2441. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2441-2445. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2445-2449. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2449-2453. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2453-2457. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2457-2461. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2461-2465. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2465-2469. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2469-2473. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2473-2477. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2477-2481. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2481-2485. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2485-2489. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2489-2493. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2493-2497. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2497-2501. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2501-2505. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2505-2509. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2509-2513. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2513-2517. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2517-2521. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2521-2525. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2525-2529. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2529-2533. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2533-2537. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2537-2541. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2541-2545. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2545-2549. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2549-2553. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2553-2557. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2557-2561. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2561-2565. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2565-2569. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2569-2573. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2573-2577. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2577-2581. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2581-2585. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2585-2589. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2589-2593. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2593-2597. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2597-2601. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2601-2605. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2605-2609. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2609-2613. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2613-2617. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2617-2621. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2621-2625. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2625-2629. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2629-2633. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2633-2637. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2637-2641. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2641-2645. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2645-2649. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2649-2653. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2653-2657. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2657-2661. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2661-2665. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2665-2669. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2669-2673. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2673-2677. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2677-2681. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2681-2685. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2685-2689. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2689-2693. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2693-2697. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2697-2701. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2701-2705. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2705-2709. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2709-2713. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2713-2717. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2717-2721. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2721-2725. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2725-2729. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2729-2733. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2733-2737. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2737-2741. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2741-2745. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2745-2749. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2749-2753. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2753-2757. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2757-2761. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2761-2765. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2765-2769. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2769-2773. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2773-2777. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2777-2781. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2781-2785. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2785-2789. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2789-2793. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2793-2797. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2797-2801. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2801-2805. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2805-2809. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2809-2813. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2813-2817. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2817-2821. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2821-2825. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2825-2829. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2829-2833. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2833-2837. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2837-2841. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2841-2845. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2845-2849. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2849-2853. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2853-2857. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2857-2861. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2861-2865. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2865-2869. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2869-2873. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2873-2877. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2877-2881. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2881-2885. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2885-2889. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2889-2893. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2893-2897. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2897-2901. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2901-2905. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2905-2909. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2909-2913. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2913-2917. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2917-2921. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2921-2925. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2925-2929. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2929-2933. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2933-2937. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2937-2941. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2941-2945. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2945-2949. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2949-2953. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2953-2957. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2957-2961. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2961-2965. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2965-2969. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2969-2973. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2973-2977. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2977-2981. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2981-2985. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2985-2989. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2989-2993. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2993-2997. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 2997-3001. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3001-3005. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3005-3009. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3009-3013. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3013-3017. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3017-3021. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3021-3025. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3025-3029. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3029-3033. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3033-3037. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3037-3041. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3041-3045. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3045-3049. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3049-3053. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3053-3057. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3057-3061. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3061-3065. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3065-3069. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3069-3073. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3073-3077. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3077-3081. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3081-3085. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3085-3089. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3089-3093. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3093-3097. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3097-3101. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3101-3105. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3105-3109. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3109-3113. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3113-3117. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3117-3121. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3121-3125. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3125-3129. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3129-3133. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3133-3137. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3137-3141. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3141-3145. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3145-3149. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3149-3153. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3153-3157. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3157-3161. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3161-3165. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3165-3169. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3169-3173. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3173-3177. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3177-3181. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3181-3185. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3185-3189. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3189-3193. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3193-3197. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3197-3201. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3201-3205. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3205-3209. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3209-3213. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3213-3217. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3217-3221. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3221-3225. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3225-3229. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 3229-3233. Il a été élu à l'Assemblée nationale pour la législature 323

SOCIÉTÉ

DÉFENSE

A la demande de M. Chevènement

Une enquête sur l'extrême droite à Saint-Cyr

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, a confié à l'inspecteur général de l'armée de terre, le général d'armée Jean-Claude Coullon, une enquête destinée à éclaircir les conditions dans lesquelles deux jeunes élèves-officiers de troisième année à Saint-Cyr ont pu, dans leur mémoire de fin de scolarité,

faire remonter les fondements « féconds » de la coopération franco-allemande à la période où des volontaires français se sont engagés auprès des nazis entre 1940 et 1945.

L'affaire a éclaté avec la démission du général (cadre de réserve) Georges Fricaud-Chagneau du jury de thèse, dont il était l'un

des assesseurs sous la présidence d'un officier d'active, lui-même critiqué par l'appel à l'aide étrangère après le tremblement de terre du 21 juin en Iran, se réjouissent aujourd'hui des secours apportés. « Nous sommes reconnaissants envers tous les gouvernements et les nations qui se sont précipitées pour nous fournir une aide humanitaire », a déclaré l'ayatollah Ali Khamenei, « Guide suprême de la révolution ». La France est particulièrement à l'honneur.

IRAN : après le séisme, le départ des secouristes français

Lune de miel franco-iranienne

Des journaux, comme *Républicain islamique*, qui avaient critiqué l'appel à l'aide étrangère après le tremblement de terre du 21 juin en Iran, se réjouissent aujourd'hui des secours apportés. « Nous sommes reconnaissants envers tous les gouvernements et les nations qui se sont précipitées pour nous fournir une aide humanitaire », a déclaré l'ayatollah Ali Khamenei, « Guide suprême de la révolution ». La France est particulièrement à l'honneur.

TÉLÉGRAM

de notre envoyée spéciale

A-t-on jamais été en froid avec l'Iran ? Arrivés il y a une semaine, à un moment où l'acceptation de l'aide étrangère était loin de faire l'unanimité à Téhéran, les Français de la sécurité civile sont repartis vendredi 29 juin avec les honneurs. Dont celui d'avoir été pilotés, non plus seulement par l'armée de l'air, mais par les pasdaran, l'armée verte du régime islamique, pour qui c'était le premier contact avec des militaires occidentaux.

Sur le plan médical, le bilan de l'opération aurait de quoi rendre chagrin tout contributeur normalement constitué. Pas de survivant retrouvé (treize en Arménie, en 1988), sept cent sept interventions de médecine de dispensaire (accidents, gastro-enté-

rites); treize opérations. Mais, comme dit Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, « en matière de catastrophes, il y a une obligation d'ingénierie, pas de résultat ».

S'agissant des relations franco-iraniennes, la mission semble, en revanche, avoir été un net succès. Plantée dans un camp militaire de Mandji, la tente jaune du bloc opératoire français est devenue une sorte de Camp du drapeau d'or. De nombreux officiels iraniens, dont le ministre de l'intérieur, sont venus la visiter, sincèrement touchés par ce geste de solidarité – particulièrement important dans l'Islam – et aussi par curiosité.

Le drapeau de l'imam en cadeau

Le lieutenant-colonel Hemandaz a ainsi reçu l'hodjatoleslam Ansari, le « gardien » des œuvres de Khomeiny, dont il est chargé d'assurer la publication. Au nom d'Ahmad Khomeiny, le fils de l'imam défunt, le dignitaire a remercié le peuple français, évoqué les bons souvenirs de Neauphle-le-Château et espéré un renforcement des liens avec la France.

Quant au colonel Maunoury, le chef du détachement français de la sécurité civile, il a reçu la visite de l'hodjatoleslam Ali Khamenei, responsable de l'idéologie auprès des gardiens de la révolution dans la région, qui lui a cité un verset du Coran : « Le service

rendu à un être humain vaut deux prières ». Le militaire français a essayé de s'en sortir en rappelant que Cyrus avait régné sur la Perse bien avant que Jésus-Christ et Mahomet n'interviennent dans les affaires de ce monde, oubliant que la dynastie des Pahlavi se réclamait ostensiblement du conquérant de Babylone.

Le commandant Kalantari, chef des gardiens de la révolution, a de son côté profité de la visite de M. Kouchner pour proposer une coopération avec la France dans la lutte contre la drogue. Avant son départ, il a apporté aux Français deux climatiseurs à gaz japonais flamant neufs pour le bloc opératoire. Ce geste a sidéré ceux qui n'ignorent rien de la difficulté de trouver ne serait-ce que des pneus neufs en Iran.

Impressionnés, les Iraniens ont souhaité acheter 50 000 tentes jaunes et bleues et une antenne chirurgicale, en promettant de payer cash. Les Français, trouvant un peu incertain de sortir les portefeuilles au milieu des décombres, ont proposé d'essayer de trouver un financement à Paris pour les tentes. Les Iraniens ont demandé aussi à ce qu'une de leurs équipes de sauveteurs puisse être formée à l'aide d'urgence. Ils ont enfin offert des drapeaux à l'effigie de l'imam aux Français, partis contents de rapporter de tels souvenirs.

CORINE LESNES

Nominations militaires

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du 27 juin a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● **TERRE.** – Est promu : général de brigade, le colonel Patrick Vigila.

Sont nommés : chargé de mission auprès du général commandant la 3^e région militaire, le général de division Jacques Leroy ; commandant la 6^e division légère blindée, le général de brigade Jean Mouscardès ; commandant la 8^e division d'infanterie et la 22^e division militaire territoriale, le général de brigade Pierre de Percia Northumberland ; commandant la 15^e division d'infanterie et la 43^e division militaire territoriale, le général de brigade Michel Zeisser ; commandant la 5^e division blindée, le général de brigade Jacques Genest ; adjoint au général gouverneur militaire de Paris, commandant la 11^e division mili-

taire territoriale et commandant d'armes délégué de la place de Paris, le général de brigade Arnaud Imbert de Balorre ; commandant l'école des troupes aéroportées, le général de brigade Paul Urwald.

● **MARINE.** – Est nommé : sous-chef d'état-major des armées, le vice-amiral Jean Pouliquen.

● **AIR.** – Sont promus : général de division aérienne, le général de brigade aérienne Gérard Simonnet ; général de brigade aérienne, le colonel Philippe Jouslin de Pisseloup de Noray.

Sont nommés : commandant du génie de l'air, le général de brigade aérienne Bernard Cyssau ; chargé de mission auprès du général commandant les forces aériennes stratégiques, le général de brigade aérienne Jean-Marie Gresse.

● **GENDARMERIE.** – Est nommé : commandant la gendarmerie des forces françaises en Allemagne, le général de brigade André Bricout.

SCIENCES

La myopie de Hubble

Rien ne va plus pour le télescope spatial de Hubble lancé le 24 avril par la navette spatiale. Hubble est myope. Les contrôleurs de la mission ont dû se rendre à l'évidence : les premières images envoyées par le télescope ne sont pas aussi nettes qu'elles le devraient. Ce qui est plus grave, semble-t-il, c'est que ces imperfections ne seraient pas dues au mauvais fonctionnement d'un sous-système de l'engin mais à la qualité du miroir primaire du télescope.

Les simulations informatiques conduites au sol par les ingénieurs du centre de contrôle laissent à penser que le télescope serait victime d'une « aberration sphérique ». Un problème que les spécialistes de l'optique connaissent bien et qui, dans le cas de Hubble, se traduit par une impossibilité de faire converger en un même point les images d'étoiles reçues par la partie périphérique de ce miroir. Résultat : une image floue. Le télescope ne ferait en effet converger que 20 à 30 % de la lumière qu'il reçoit au lieu des 70 % prévus par le cahier des charges, selon M. Jean Olivier, l'un des responsables du programme. Une situation inadmissible s'il se confirme que cette myopie est bien le résultat d'erreurs de calculs faits au moment du polissage. Cette hypothèse semble aujourd'hui d'autant plus plausible que les difficultés d'accommodation de l'instrument sont presque « trop parfaites ».

Cette anomalie ne serait que de peu d'importance si le télescope Hubble était installé dans un observatoire terrestre. Il suffirait alors, si l'information se confirmait, de démonter le miroir et de le rendre conforme par un nouveau polissage. Opé-

ration coûteuse certes, mais qui, dans le cas présent, prend des proportions quasi « astronomiques ». Car, pour éviter de perdre un si bel outil dont la réalisation a quand même coûté la bagatelle de 1,5 à 2 milliards de dollars (8,5 à 11,3 milliards de francs), la NASA envisage la récupération en orbite du télescope, la pose de lunettes pour redonner un peu d'acuité à l'engin ou le remplacement dans l'espace de cette pièce par une nouvelle génération d'instruments. Mais cette dernière ne sera pas disponible avant 1993 ou 1994.

Les astronomes devront donc se contenter d'attendre que la septième merveille de l'astronomie fonctionne à nouveau correctement et puisse enfin leur permettre d'observer des objets célestes datant des débuts de l'Univers. Reste que l'on peut s'interroger sur les méthodes qui ont conduit à vérifier le bon état de Hubble.

Car, à y bien regarder, le télescope spatial, qui vivait déjà sous le signe des reports de lancement depuis quelques années, n'a connu que des ennuis. Dysfonctionnement d'un gyroscope de stabilisation, transmission d'ordres erronés, vibrations parasites des panneaux solaires, pertes de mémoire chaque fois que l'instrument survolait l'Atlantique sud et pour finir découverte d'une myopie rare chez un sujet aussi jeune. Il ne reste donc plus aux responsables de la mission, face à cette avalanche de contretemps, qu'à trouver des modes de fonctionnement permettant à Hubble de donner quand même quelques images comme cela devrait pouvoir se faire, par exemple, dans le domaine de l'ultraviolet.

J.-F. A.

JOURNAL D'UN AMATEUR

PHILIPPE BOUCHER

PLUS qu'un feuilleton paraissant le vendredi, aux dimensions (et à l'ambition) nécessairement limitées, il faudra un jour que s'écrive un livre, en l'absence de tout esprit partisan, dont l'auteur n'aura pas le souci de démontrer mais celui de décrire, ne souhaitera pas convaincre mais faire comprendre, pour expliquer comment une majorité politique venue au pouvoir avec l'image du bourgeois au point que certains songèrent à l'exil et que quelques-uns s'y résolurent, est passée de la politique à la gestion et de la gestion à l'hygiène ; comment un pays vif, ardent, indiscipliné, aimant la fête et le désordre se voit suggérer un modèle de vie dont les piliers seraient le prêtre et le pharmacien ; comment la gauche, porteuse d'un sursaut de culture lors de sa victoire, c'est-à-dire d'indépendance, a pu présider à « l'intoxication du pays par le mode nord-américain », pour reprendre une expression du docteur Claude Olivenstein qui, en l'occurrence, ne parlait, bien sûr, pas de drogue bien qu'il s'exprimait devant une assemblée qui traitait de ce sujet (1). Est-il, aujourd'hui, en France, un seul parti d'importance qui ne soit pas un parti de l'ordre ?

Dans les manies contemporaines de l'Hexagone, en est-il une seule parmi toutes celles qui vantent, réunies pour l'occasion, la presse et la classe politique qui ne sorte de l'exemple nord-américain pour qui tout doit être bien propre, sauf pour les plus malins qui se bécotent de leur concubine ? L'obsession d'être mince, la hantise d'être clean, le besoin d'être prudent, la soit d'être protégé, le désir d'être beau, enfin le culte du paraître, composent une civilisation de la fadeur et de la peur, c'est-à-dire la contrainte de ce qui peut porter ce nom, autrement dit une prole, déjà bien proche d'être prise.

Comme l'a si bien dit M. Jean-Pierre Michel, député socialiste de Haute-Saône : « Il n'y a plus de socialisme économique, alors maintenant on veut faire du socialisme dans la vie privée des gens ». Encore que ce soit donner ainsi du socialisme une vision, même implicite, proche de ses pires conceptions.

COMMENT expliquer (et, en soi, la question est un aveu d'impuissance) que derrière l'honorable vitrine de la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme, se cache (peut-être même à l'insu de ces nouveaux crus) une arrière-cuisine qui ne ritonne rien de bon pour les libérés ? Que l'hygiénisme triomphant du gouvernement se fait une idéologie, faite d'en avoir préservé une autre, n'est pas moins dangereux que ne pouvaient l'être, avant 1981, les projets dont l'opposition d'ailleurs dénonçait le caractère « liberticide » ? Mais ce danger-là est infiniment moins perceptible et, pour tout dire, au sens propre, improbable.

Comment faire comprendre à ceux qui ne boivent ni ne fument, qui n'ont ni cholestérol ni tension, qui conduisent prudemment et font l'amour de même en ne manquant pas de

l'inviter, au bon moment, leur petit imperméable, que leur liberté n'est pas moins menacée par ce qui se met en place que celle de tous les associés que les lois vont mettre au pas ? Comment faire passer ce paradoxe que la liberté des honnêtes gens est aussi fonction de celle des mécréants ?

Le côté risible de la situation, malgré tout, c'est de constater l'efficacité de ces campagnes dans le pays qui y engouffrait des sommes probablement astronomiques. Quelle nation compte plus d'obèses, dès le plus jeune âge, que les Etats-Unis qui s'étourdissent de slogans contre le sucre et pour le light ? Ne serait-ce pas plutôt leur mode de vie qui va de travers ? Alors pourquoi insister à des pays qui n'en ont pas vraiment l'usage des remèdes pour des maux qu'ils subissent si peu ?

Hygiénisme

C'est la même chanson pour le tabac. La cigarette est prosaïque du côté de Manhattan, son consommateur plus ou moins guetté par le lynchage, plus surveillé par ses congénères que s'il sortait armé jusqu'aux dents Avenue des Amériques, mais la « petite ligne » occupe les tables dans downtown entre midi et deux pour donner du cœur aux yuppies et regonfler l'indice Dow Jones. Quel progrès ! Quel espoir !

DANS cette course à la pureté, dans cette mise en scène de la vertu qui assait la France, il n'est pas jusqu'à l'assainissement financier de la vie politique qui ne devienne soupçonnable. Qui ne sait que les cartes sont biseautées ?

Comment y croire d'ailleurs lorsque M. Louis Pauwels, dont les affinités ne sont pas un mystère, invente, dans un éditorial du *Figaro-Magazine* en date du 18 juin, un personnage pas dépourvu de vraisemblance qui « avait fini, sous Mitterrand, par se faire de la France une certaine idée de la Suisse » ; quand Michel Comot, dans un récent article du *Monde*, s'inquiète que « l'économique » puisse « miner le dramatique même chez les acteurs de vingt ans ».

Dans ce scénario qui s'élabore de manière si précise et prend les contours d'une politique, formant un consensus d'autant mieux accepté qu'il est imperceptible, il n'y a qu'un terrain où les Etats-Unis n'ont pas encore imposé leurs lois, c'est celui du sexe et de la vie sentimentale. Les hommes politiques, en France, ne rient pas encore le déshonneur public, ne sont pas encore astreints au repartir télévisé, s'ils ont donné un coup de canif à leur contrat de mariage.

Qui jurerait que cette exception, si utile à la paix des ménages, durera longtemps ; qu'il ne va pas se dresser, un jour ou l'autre, un de ces prédicateurs-escrocs dont l'Amérique du Nord fait une si grande consommation, pour dénoncer les frasques de M. X..., épingle les écarts de M. Y... ? Le moment venu, il ne faudra pas gémir. C'est dans la logique d'une évolution que le gouvernement a fait sienne.

Non sans beaucoup de raisons, l'Occident se tourmente de la montée de l'intégrisme islamiste. C'est une autre forme d'intégrisme dont le gouvernement se fait le véhicule, au nom de la santé, au nom de la morale. Faute d'être de gauche, il se fait dirigiste. C'est une forme de retour aux sources dont on aurait pu se passer.

P. S. 1. En même temps qu'il se soucie de moderniser le service public, le premier ministre serait bien venu de se préoccuper de l'accueil qu'on y reçoit.

Fortes sans doute de sa situation de monopole sur les villes françaises qu'elle dessert, la compagnie Air Inter tient parfois, du haut de ses guichets, sa clientèle pour un ramassis de solliciteurs. A un passager (profession : parlementaire) qui se présentait à l'heure limite d'embarquement, l'employée du sol a indiqué que si cela se reproduisait il serait renvoyé. Comme il répliquait qu'il empruntait dans les mêmes conditions cette ligne depuis dix-sept ans, la même charmante lui a rétorqué que cela devait être « avant sa naissance ».

Un autre passager s'est fait rabrouer à l'entrée de l'appareil parce que son bagage à main était « trop gros », alors qu'il était d'une taille tout à fait réglementaire dans un appareil qui n'aurait pas ressemblé à un coucou.

A ce propos, il a été fait grief à la SNCF que ses tarifs soient plus chers sur le TGV que sur les trains ordinaires. Cela n'était pas juste. Le service, c'est-à-dire la vitesse et le confort, n'est pas le même. Pourquoi, alors, payer la même somme sur Air Inter dans un Airbus où l'on a ses aises pour un trajet de cinquante-cinq minutes en lisant les journaux, mais aussi sur un moulin à café volant qui émet pendant une heure vingt sur le même trajet et est dépourvu du moindre quotidien ?

Dans le même registre : le président de la RATP, qui est, personnellement, la courtoisie même, pourrait-il faire savoir à ses employés qu'il n'est pas indispensable de « jeter » le passager qui n'a « pas la monnaie », même si cette débauche est effectivement impardonnable...

Et tant pis si ces réclamations qui ne sont qu'indicatives font passer leur auteur pour un râleur poujadiste.

P. S. 2. Il y a des claques qui se perdent tant certaines erreurs auraient pu être évitées. Naturellement, ce sont quatre-vingts parlementaires, et non quatre-vingt « députés » qui ont refusé de voter les pleins pouvoirs au maréchal Pétain le 10 juillet 1940, épisode mentionné dans l'« Amateur » de la semaine dernière (4 De Gaulle). En effet, pour l'occasion, les deux Chambres du Parlement étaient réunies en Assemblée nationale, mêlant les votes des députés et des sénateurs.

(1) « Toxicomanies, médias, liberté », colloque organisé conjointement par M^{me} Georgina Dufoix, députée générale à la lutte contre la drogue, et M^{me} Jacques Chaban-Delemas, présidente de la fondation Toxicomanie Prévention Jeunesse.

IRAN : après le séisme, le départ des secouristes français

Lune de miel franco-iranienne

Les secouristes français, qui avaient quitté l'Irak en 1988, ont été accueillis à Téhéran le 21 juin par des milliers de personnes. Les secouristes français, qui avaient quitté l'Irak en 1988, ont été accueillis à Téhéran le 21 juin par des milliers de personnes. Les secouristes français, qui avaient quitté l'Irak en 1988, ont été accueillis à Téhéran le 21 juin par des milliers de personnes.

Le drapier de l'immense en cadeau

Le lieutenant colonel... Les secouristes français, qui avaient quitté l'Irak en 1988, ont été accueillis à Téhéran le 21 juin par des milliers de personnes.

PHILIPPE BOUCHER

Non sans beaucoup de raisons, l'Occident... Les secouristes français, qui avaient quitté l'Irak en 1988, ont été accueillis à Téhéran le 21 juin par des milliers de personnes.

Hygiénisme

Le 4 juillet... Les secouristes français, qui avaient quitté l'Irak en 1988, ont été accueillis à Téhéran le 21 juin par des milliers de personnes.

D'après... Les secouristes français, qui avaient quitté l'Irak en 1988, ont été accueillis à Téhéran le 21 juin par des milliers de personnes.

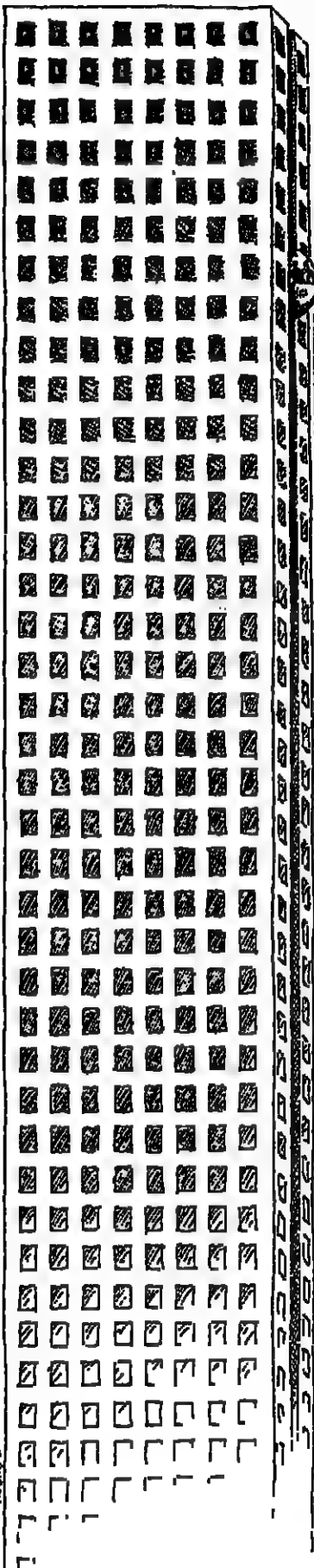
Le 4 juillet... Les secouristes français, qui avaient quitté l'Irak en 1988, ont été accueillis à Téhéran le 21 juin par des milliers de personnes.

Le 4 juillet... Les secouristes français, qui avaient quitté l'Irak en 1988, ont été accueillis à Téhéran le 21 juin par des milliers de personnes.

Le 4 juillet... Les secouristes français, qui avaient quitté l'Irak en 1988, ont été accueillis à Téhéran le 21 juin par des milliers de personnes.



Les hommes d'affaires vont être contents. Delta Air Lines ouvre enfin un vol Paris-Cincinnati.



- Robert, je veux retourner dans l'avion.

A partir du 2 juillet, le nouveau vol Delta Air Lines va vous faciliter l'accès au Middle-West et à la côte Ouest des Etats-Unis.

Rien n'est plus beau et plus noble que la passion. Chez Delta Air Lines, la passion est notre métier. Et c'est sans aucun doute ce qui nous pousse à ouvrir notre nouveau vol sans escale vers les Etats-Unis: Paris-Cincinnati. Delta sera ainsi la seule compagnie aérienne offrant ce vol direct. Notre nouveau vol s'ajoute à notre vol Paris-Atlanta pour vous faire profiter d'un fabuleux réseau de correspondances vers plus de 240 villes en Amérique du Nord. Et comme toujours, notre amour du vol se vérifiera à travers le service à bord exemplaire qui fait que Delta Air Lines est élue numéro un parmi les principales compagnies aériennes américaines depuis 16 années consécutives*. Et pourtant, on sait à quel point certaines personnes sont inquiètes dès qu'elles quittent le plancher des vaches. Pour vos réservations, voyez votre agent de voyage ou appelez Delta à Paris au (1) 47.68.92.92, à Lyon, au (16) 78.38.17.59, à Marseille, au (16) 91.56.61.08, à Nice au (16) 93.82.24.03, à Toulouse au (16) 61.21.13.26.

*Statistiques du U.S. Department of Transportation.

SOCIÉTÉ

EDUCATION

Devant un congrès à Chambéry

M. Jospin précise la nouvelle transition de la maternelle au primaire

CHAMBERY

de notre correspondant

M. Lionel Jospin a précisé, mercredi 27 juin, à Chambéry (Savoie) les contours de la réforme des cycles pluriannuels d'apprentissage fondamentaux, qui sera expérimentée dès la prochaine rentrée scolaire dans trois académies (Grenoble, Lille et Reims), avant d'être généralisée en septembre 1991 à l'ensemble de la France. Devant les trois mille participants du 63^e congrès de l'Association générale des instituteurs et institutrices des écoles maternelles (AGIEM), le ministre de l'Éducation nationale a indiqué qu'il ne s'agit pas de bouleverser les structures des écoles maternelles et primaires, mais d'assurer, dans les meilleures conditions, le passage et la transition d'un système éducatif à un autre. Il a ainsi confirmé que la dernière classe, celle des « grands », de cinq ans, restera bien sous la responsabilité directe des enseignants de maternelle, sans qu'il soit question

d'une quelconque fusion avec les écoles primaires. « Elle ne doit pas être assimilée avec le début d'un cours préparatoire », a noté le ministre pour rassurer les congressistes. Toutefois les effectifs des maternelles resteront plus élevés que ceux des cours préparatoires, au grand regret des congressistes.

M. Jospin s'est d'autre part félicité des efforts accomplis ces dernières années en faveur de ce secteur d'enseignement qui, selon lui, est enviable dans le monde entier. Il a ainsi relevé que le taux de scolarisation des enfants de trois ans atteint 97 % en France, contre 35 % aux États-Unis. Il a cependant souligné que, pour des raisons budgétaires, l'accès des enfants de deux ans, fortement accéléralé ces deux dernières années, pour passer de 27 à 35 %, restera limité en priorité aux quartiers réputés difficiles ainsi qu'aux familles défavorisées.

M. D.

A l'initiative des élus régionaux

Les lycées d'Ile-de-France seront rénovés par des entreprises privées

Le conseil régional d'Ile-de-France a voté, mardi 26 juin, un plan de 10 milliards de francs en faveur de la rénovation de 339 des 475 lycées publics de la région. Pour remettre à neuf le patrimoine scolaire dont il a la charge depuis 1986, le conseil régional a décidé de faire appel à des entreprises privées qui prendront en charge les travaux dont elles assureront ensuite l'entretien. Ces choix ont été ratifiés par 93 voix (RPR-UDF et PS-MRG) sur 197, les socialistes, le MRG et les communistes s'étant abstenus et le Front national n'ayant pas pris part au vote.

Travaux d'entretien, de remplacement et de mise en conformité des installations électriques : le programme des rénovations scolaires est vaste et son coût élevé. Selon M. Pierre-Charles Krieger, président RPR du conseil régional, 60 % des lycées étaient dans un état de vétusté alarmant lors de leur transfert à la région en 1986. Le financement de ces opérations risque évidemment de peser très lourd sur le budget régional, qui se monte, pour 1990, à 9 milliards de francs. D'autant que l'investissement consenti entre 1986 et 1990 pour le secteur scolaire « a mobilisé l'essentiel des moyens budgétaires de la région » durant les dernières années, comme l'a souligné M. Jean-Pierre Fourcade, premier vice-président chargé des finances.

Le conseil régional a donc choisi de se lancer dans une collaboration à long terme avec des entreprises de bâtiment privées. Le système, qui s'apparente à une sorte d'opé-

ration de crédit à grande échelle, porte le nom de marché d'entreprise des travaux publics (METP). Après avoir procédé à un appel d'offres, la région confiera les travaux à des sociétés qui recevront en échange un « contrat d'entretien de longue durée ». La volonté d'échapper aux rigidités des services techniques de l'État est manifeste.

Un « coup politique »

Surtout, la région s'offre ainsi la possibilité de régler sa facture en dix ou quinze annuités, sans faire exploser son budget, du moins à court terme. Les responsables ne cachent pas que l'opération entraînera un surcoût financier, mais insistent sur l'« asphyxie » qui résulterait d'un emprunt massif pour les mêmes travaux. Ces démonstrations ne semblent pas absolument convaincantes à tous. « La charge sera évidemment très faible durant les trois premières années, mais c'est reculer pour mieux sauter », affirme M. Yannick Bodin, président du groupe socialiste du conseil régional. Il faudra bien que la région paie ses dettes le moment venu.

Tout en jugeant la rénovation nécessaire, les socialistes estiment que l'utilisation du METP constitue un « coup politique » avant les élections de 1992. « Nous sommes la région où le taux de fiscalité est le plus faible de France, souligne M. Bodin. Les responsables de ce projet n'ont pas le courage de dire qu'il faut augmenter la fiscalité locale. » Selon lui, les élus de 1992 risquent de recevoir un héritage lourd à assumer.

RAPHAËLE RÉROLLE

Universités

De grandes voix contre les « révisionnistes » et les racistes

« Les écrits, les propos et les actes d'un certain nombre d'universitaires agissant dans le cadre de leurs activités professionnelles ou se réclamant de leurs titres nous ont plus qu'inquiétés : scandalisés. Qu'il s'agisse de ceux qui se baptisent révisionnistes et qui ne sont que des falsificateurs de l'histoire ou de ceux qui soutiennent publiquement l'entreprise de haine xénophobe et raciste qui, sous les couleurs du nationalisme, n'est que la négation des valeurs authentiques de la France républicaine. »

Nous appelons l'ensemble des personnels universitaires — enseignants, administratifs et étudiants — à prendre conscience du caractère inadmissible de ces menées, à les condamner (...) et à les isoler par le débat d'idées. Nous nous engageons à refuser de siéger à côté d'eux dans les

instances scientifiques, dans les jurys de thèses, de thèse et de concours (...).

Cet appel, que publie l'« Événement du jeudi » du 28 juin, entend mobiliser la communauté universitaire contre les enseignants et chercheurs d'extrême droite. Lancé par l'historien Jacques Le Goff, le mathématicien Michel Broué, le biologiste François Jacob, l'historienne Madeleine Rabéroux, le mathématicien Laurent Schwartz et l'historien Pierre Vidal-Naquet, ce texte a déjà recueilli une centaine de signatures prestigieuses dont celles de Claude Allègre, Jacques Berque, Pierre Boulez, Pierre Bourdieu, François Gros, Marie Lehn, André Miquel, Jean-Claude Pecker, Alain Touraine, Jean-Pierre Vernant et Michel Winock.

SPORTS

CYCLISME : le départ du 77^e Tour de France

Vents d'Est

Vingt-deux équipes de neuf coureurs devaient prendre, samedi 30 juin, au Futuroscope de Poitiers, le départ de la soixante-dix-septième édition du Tour de France cycliste. Une Grande Boucle classique dans le tracé de ses vingt et une étapes qui se terminera le dimanche 22 juillet sur les Champs-Élysées. La course abordera la montagne le mardi 10 juillet dans le pays du Mont-Blanc, pour ne plus quitter les parcours accidentés jusqu'à l'arrivée de l'étape de Pau une semaine plus tard.

En faisant partir le Tour de France 1987 de Berlin, les responsables de l'épreuve cherchaient la reconnaissance internationale. Trois ans plus tard, les événements qui ont modifié la situation

de cette ville viennent combler leurs vœux. L'effondrement du mur a permis aux cyclistes « amateurs » de l'Est d'abandonner leur ancien statut pour devenir professionnels.

Dès le 21 décembre 1989, le directeur sportif de l'équipe PDM obtenait l'engagement de Uwe Ampler, un Allemand de l'Est de vingt-cinq ans, champion olympique du contre la montre par équipes aux Jeux de Séoul. Avec son compatriote Uwe Raab, un sprinter qui s'est illustré lors des championnats du monde, il abandonne les routes de la Course de la Paix pour découvrir celle d'une épreuve plus prestigieuse.

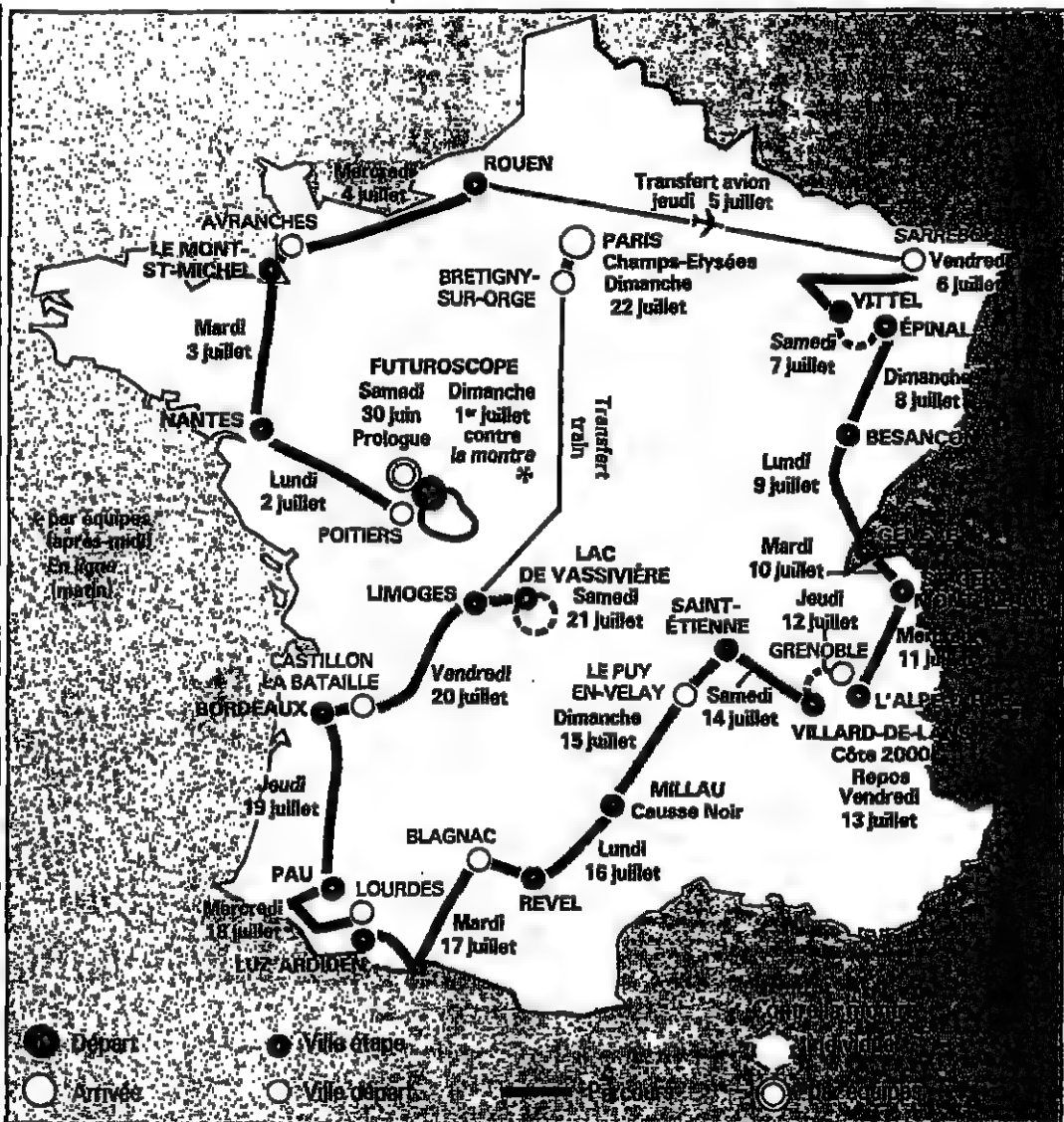
Mais la formation de Sean Kelly n'est pas la seule à bénéficier des renforts venus de l'Est. Les responsables de l'équipe Panasonic ont su, eux aussi, envoyer leurs sergents recruteurs dans des pays en plein bouleversement, politique et économique, pour agiter des

paquets de billets devant des coureurs las de porter les maillots gris de la sélection nationale.

Le statut de héros du cyclisme est allemand ne motivait plus beaucoup Olaf Ludwig, le dernier champion olympique en titre. Les signatures d'autographes dans les usines ou les réceptions officielles étaient devenues des corvées pour lui. Les sirènes de l'Ouest n'ont pas eu de mal à le séduire dès lors que les conditions politiques s'avèrent favorables. Revêtu du maillot Panasonic, il a déjà remporté des étapes dans des courses en Italie et en Espagne et espère, à trente ans, faire de même sur les routes de France.

Dans cette formation azerbaïdjaïse il va côtoyer un autre transfuge venu d'un « pays frère », le Soviétique Viatcheslav Ekinov.

SERGE BOLLOCH



Tour de France

d'Est

Le Tour de France a commencé hier à 14 heures, à Paris, par un départ en douceur. Les coureurs ont parcouru 150 kilomètres jusqu'à Valenciennes.

Le Tour de France a commencé hier à 14 heures, à Paris, par un départ en douceur. Les coureurs ont parcouru 150 kilomètres jusqu'à Valenciennes.

Le Tour de France a commencé hier à 14 heures, à Paris, par un départ en douceur. Les coureurs ont parcouru 150 kilomètres jusqu'à Valenciennes.

Le Tour de France a commencé hier à 14 heures, à Paris, par un départ en douceur. Les coureurs ont parcouru 150 kilomètres jusqu'à Valenciennes.

Le Tour de France a commencé hier à 14 heures, à Paris, par un départ en douceur. Les coureurs ont parcouru 150 kilomètres jusqu'à Valenciennes.

Le Tour de France a commencé hier à 14 heures, à Paris, par un départ en douceur. Les coureurs ont parcouru 150 kilomètres jusqu'à Valenciennes.

Le Tour de France a commencé hier à 14 heures, à Paris, par un départ en douceur. Les coureurs ont parcouru 150 kilomètres jusqu'à Valenciennes.

Le Tour de France a commencé hier à 14 heures, à Paris, par un départ en douceur. Les coureurs ont parcouru 150 kilomètres jusqu'à Valenciennes.

Le Tour de France a commencé hier à 14 heures, à Paris, par un départ en douceur. Les coureurs ont parcouru 150 kilomètres jusqu'à Valenciennes.

Le Tour de France a commencé hier à 14 heures, à Paris, par un départ en douceur. Les coureurs ont parcouru 150 kilomètres jusqu'à Valenciennes.

Le Tour de France a commencé hier à 14 heures, à Paris, par un départ en douceur. Les coureurs ont parcouru 150 kilomètres jusqu'à Valenciennes.

Le Tour de France a commencé hier à 14 heures, à Paris, par un départ en douceur. Les coureurs ont parcouru 150 kilomètres jusqu'à Valenciennes.

Le Tour de France a commencé hier à 14 heures, à Paris, par un départ en douceur. Les coureurs ont parcouru 150 kilomètres jusqu'à Valenciennes.

Le Tour de France a commencé hier à 14 heures, à Paris, par un départ en douceur. Les coureurs ont parcouru 150 kilomètres jusqu'à Valenciennes.

Le Tour de France a commencé hier à 14 heures, à Paris, par un départ en douceur. Les coureurs ont parcouru 150 kilomètres jusqu'à Valenciennes.

TENNIS : les Internationaux de Grande-Bretagne

Henri Leconte est éliminé

Henri Leconte a été éliminé en deux sets par le jeune joueur britannique, Ian Lendl, lors du tournoi de Wimbledon.

Henri Leconte a été éliminé en deux sets par le jeune joueur britannique, Ian Lendl, lors du tournoi de Wimbledon.

Henri Leconte a été éliminé en deux sets par le jeune joueur britannique, Ian Lendl, lors du tournoi de Wimbledon.

Henri Leconte a été éliminé en deux sets par le jeune joueur britannique, Ian Lendl, lors du tournoi de Wimbledon.

Henri Leconte a été éliminé en deux sets par le jeune joueur britannique, Ian Lendl, lors du tournoi de Wimbledon.

Henri Leconte a été éliminé en deux sets par le jeune joueur britannique, Ian Lendl, lors du tournoi de Wimbledon.

Henri Leconte a été éliminé en deux sets par le jeune joueur britannique, Ian Lendl, lors du tournoi de Wimbledon.

Henri Leconte a été éliminé en deux sets par le jeune joueur britannique, Ian Lendl, lors du tournoi de Wimbledon.

Henri Leconte a été éliminé en deux sets par le jeune joueur britannique, Ian Lendl, lors du tournoi de Wimbledon.

MUSIQUES

Le soleil se lève au nord

Un festival pas comme les autres a lieu chaque année en Finlande. Son esprit va souffler sur Lyon

VAASA
de notre envoyé spécial

Dans ce pays, les maisons sont en bois, des herbes folles poussent jusqu'au haut des toits. Passées à la peinture orange-rouge, leurs façades paraissent tristes et elles n'étaient illuminées par des fenêtres si blanches. Ces paysages de boue, de sapins et d'aigles, qui se reflètent dans des eaux métalliques, démontrent le plus sage des hommes s'ils n'étaient adoucis par des jardins sauvages d'où surgissent des buissons de lilas, des marguerites sauvages, des lupins aux couleurs vives.

Après plusieurs mois de nuit noire, le soleil est revenu pour quelques mois.

C'est dans cette région de la Finlande, le Korsholm, au nord-ouest d'Helsinki, dans la ville de Vaasa, que se déroule, depuis 1983, un festival de musique de chambre qui réunit quelques-uns des meilleurs musiciens scandinaves, soviétiques, japonais, américains et européens sous la direction artistique de Dmitri Sitkovetsky, pour vingt-sept concerts aux programmes inventifs. Chaque année, un compositeur s'y installe en résidence. Alfred Schnittke, l'année dernière, Yvan Tcherepnin, cette année.

Le Korsholm Festival est né de la volonté de Sitkovetsky d'échapper pendant deux semaines à la vie de soliste international. Ne plus obéir aux lois du marché. Renvoyer le cours des choses. Ne jouer qu'avec des musiciens que l'on a choisis. Et tout cela si les conditions sont modestes.

Le violoniste est très clair à ce sujet : « Si ma carrière ne devait être qu'une suite de concerts et de récitals en sonate, je poserais immédiatement mon violon. Par chance, je suis à un stade de mon activité musicale qui me permet de décider moi-même ce que je veux faire. Aussi, j'ai souhaité m'investir dans ce festival, inviter les musiciens que j'admire, pour faire de la musique sans autre souci que de la jouer le mieux possible. C'est la raison qui m'a poussé à fonder un orchestre de chambre dont chacun des membres suit un cursus académique au Conservatoire de Moscou, soit un musicien dont j'ai pu apprécier la valeur

humaine et l'intégrité musicale. » Est-ce le signe qu'une vie musicale parallèle est en train de se mettre en place? S'il n'y avait que le Festival de Korsholm, on pourrait en douter, mais, chaque année de nouvelles initiatives de ce type voient le jour depuis que le célèbre Festival de Lockenhaus a montré la voie.

Les trois concerts que nous avons eu le bonheur d'entendre donnent raison, et au-delà, au violoniste. Le 25 au soir, dans une ravissante petite église peinte en blanc, bleu et gris, Evgeny Kissin, pianiste, Sergei Nakariakov, trompettiste (troué et un an à l'école), l'orchestre du festival dirigé par Sitkovetsky, ont littéralement transfiguré le Concerto pour piano et trompette de Chostakovitch. Une œuvre que le compositeur voulait joyeusement grincante, avec ses citations de Haydn et Beethoven. Kissin n'est ni joyeux ni grincant, il entraîne le chef et les musiciens dans une ronde infernale.

Après l'entracte, une deuxième partie plus sereine, mais pas moins belle, nous attendait avec une interprétation du *Sextuor Sonnets de Florence*, de Tchaïkovski, dans une version pour orchestre à cordes. Une interprétation à la mesure du talent de musiciens qui ne s'étaient rencontrés pour la première fois qu'un mois auparavant.

Voilà des instrumentistes qui respirent d'un même souffle, qui

Favart adulte

Désormais autonome, juridiquement et financièrement, de l'Opéra de Paris, la salle Favart entamera en septembre une vraie saison lyrique, chorégraphique et symphonique, après la mini-saison de préfiguration qui s'achève le 8 juillet prochain avec la dernière représentation de *Manon*, de Massenet.

Toujours dirigé par Thierry Fouquet, qui a mis sur pied une nouvelle structure de gestion avec Michel Crépin (président du conseil d'administration de l'association type 1901 qui gère l'établissement), l'ancien Opéra-Comique offrira pour sa saison 1990-1991 un programme riche axé sur le répertoire lyrique français et la défense des jeunes chanteurs nationaux.

On y verra ainsi représentés successivement *Manon Lescaut*, d'Auber, *OPA mis*, l'opéra de Denis Lavallant créé antérieure-

ment à Avignon, la *Vie parisienne*, d'Offenbach, avec le Théâtre français d'opéra. Puis, de janvier à juin, les *Pêcheurs de perles*, de Bizet (coproduit avec Saint-Etienne), une opérette austro-hongroise par le Théâtre d'opérettes de Budapest (la *Princesse de cirque*, de Kalman), la *Fée Urgel*, de Dori, sur un livret de Favart (coproduction avec Montpellier), enfin un diptyque d'Offenbach.

Dense avec, notamment, la version Buto du *Sacré du printemps* (chorégraphie : Min Tanaka ; scénographie du sculpteur américain Richard Serra) ; des ensembles anglais assurent une série de six concerts consacrés aux compositeurs européens. Cette programmation plutôt originale s'appuie sur un financement de l'Etat (17 millions de francs) et sur le mécénat.

► Tél. : 42-86-88-83.

THÉÂTRE

Des arbres que l'on égorge

La mort réclamera-t-elle un jour des droits d'auteur?



Laurent Terzieff, le scénariste et l'auteur de *Beckett*.

« Beckett? A mon avis, pas tellement », répond Jean-Louis Bauer à Raymond Temkine qui, l'interrogeant, lui demande si sa pièce *L'homme assis*, ne fait pas penser à *Fin de partie*.

N'empêche, la filiation est claire, ouverte. De cet homme assis à son amie d'enfance Jeanne, c'est la même exploitation, le même fond de perversité, que de Hamm à Clow, les deux protagonistes de Beckett. Comme Hamm, *L'homme assis* est assis, en effet.

Comme Hamm, il est isolé, enclavé, dans un abîme qui a des aspects de schizophrénie (du grec *schizein*, fendre, et *phrén*, phrénésie, esprit, intelligence, diaphragme). Et, pour tout de suite marquer son salut à Beckett, Bauer, à la première scène, montre son homme assis aux prises avec un mouchoir - rappel du *« vieux lingot »* dont Hamm de Beckett se couvre le visage.

Le bonjour s'arrête là. Beckett

garde son Hamm inaccessible, impénétrable. Bauer s'emploie à raconter, à démentir son malade : il est écrivain, ses deux premiers livres ont eu beaucoup de lecteurs, mais le ver est dans le fruit. « La mort de ma mère m'a apporté mon premier prix littéraire, la mort de mon enfant a été traduite en vingt langues étrangères. »

Jean-Louis Bauer, auteur déjà de plusieurs pièces depuis *M'appelle Isabelle Langrenier* et *Edith Détrésses*, écrit un théâtre ni indifférent, ni futile. L'écriture est personnelle, le propos est attachant, fouillé, argumenté. Cela pêche-t-il par excès d'application et d'acquisitions culturelles? Serait-ce trop d'ingénuité, au contraire?

Respectueuse mise en scène d'Yves Gasc. Laurent Terzieff est l'homme assis : jeu intelligent, modéré, imperceptibles touches d'humour. L'art de Terzieff est irréprochable. La séduction même. Pascale de Boysson (la vieille amie Jeanne) est charmante.

MICHEL COURNOT

► Atelier, du lundi au samedi à 21 h. Tél. : 46-06-49-24.

ARTS

Van Gogh victime de l'insécurité

Le vol de trois tableaux du peintre à s'Hertogenbosch (Pays-Bas) pose le délicat problème de la protection des œuvres d'art dans les musées néerlandais

S'HERTOGENBOSCH
(Bois-le-Duc)
de notre envoyé spécial

Les Pays-Bas seraient-ils devenus le paradis des voleurs d'œuvres d'art? Ils y ont frappé à trois-cent quatre-vingt-huit reprises en 1989, « visitant » dans trois cent quarante-quatre cas des habitations, et dans vingt autres des musées, des expositions ou des galeries d'art. La question est inévitable, tant la scène qui s'est déroulée le jeudi 28 juin à s'Hertogenbosch (Bois-le-Duc, au sud des Pays-Bas) a un goût de déjà vu (le Monde du 29 juin).

Un directeur adjoint de musées défait, un procureur déterminé et des policiers prudents donnent une conférence de presse conjointe. Devant eux, des reproductions photographiques des trois œuvres de Van Gogh dérobées la nuit précédente dans une salle du musée provisoire du Nord-Brabant : les *Roues du moulin à eau de Gennep* (1884), *Paysanne assise avec un panier de dor* (1885) et *Paysanne déchant de dor* (1885).

Les questions des journalistes sont rituelles. Ce sont les mêmes qui avaient été posées le 20 mai 1988 aux responsables du Stedelijk Museum d'Amsterdam et le 13 décembre suivant à ceux du musée Kröller-Müller, victimes, eux aussi, de six tentatives portant sur six toiles de Cézanne, Jongkind et Van Gogh, toutes retrouvées depuis.

L'affaire de Bois-le-Duc ne va pas manquer de relancer la polémique sur l'insécurité des musées néerlandais, dont les collections sont pourtant, en général, d'une grande valeur. Signe des temps : les assureurs et certains collectionneurs privés ont imposé des équipements et des mesures de protection renforcées aux organisateurs de la double rétrospective Van Gogh, qui se tient jusqu'au 29 juillet à Amsterdam et à Orléans.

CHRISTIAN CHARTIER

Fastueusement fêté à l'occasion du centenaire de sa mort, le maître néerlandais est d'autant plus populaire que ses œuvres pulvérisent tous les records d'enchères depuis deux ans. Libellées en millions de dollars, les adjudications réussies par Christie's et Sotheby's ont eu de quoi susciter des convoitises, sinon des vocations de maîtres-chanteurs.

C'est contre de l'argent sonnante et trébuchante que les cambrioleurs du Kröller-Müller avaient essayé de négocier la restitution des œuvres subtilisées (qui n'étaient pas assurées, l'Etat néerlandais étant son propre assureur), et c'est à une demande de rançon que semblait également s'attendre les enquêteurs de Bois-le-Duc. Les œuvres dérobées au musée du Nord-Brabant sont assurées pour un montant qui n'a pas été révélé et leur valeur totale est estimée entre 15 et 30 millions de francs.

En deux minutes

Autant que de la mode, les peintures de Van Gogh passent fréquemment les systèmes de sécurité des musées aux Pays-Bas. Le cas de l'établissement de Bois-le-Duc, situé en plein centre ville, est presque caricatural. Selon la police, il n'a pas fallu plus de deux minutes aux cambrioleurs pour franchir l'enceinte du parc, forcer une porte-fenêtre équipée d'une vitre en verre armé, censée dissuader des malfaiteurs pressés, et arracher du mur les trois toiles.

Comble de malheur, la double protection électronique de la salle visitée n'a pas fonctionné : de toute façon... elle n'était pas branchée sur la société de gardiennage à laquelle est d'ordinaire relié le musée. Les vingt-cinq enquêteurs mobilisés par le vol n'excluent pas l'hypothèse d'une complicité à l'intérieur du musée ou de la société de gardiennage.

CHRISTIAN CHARTIER

EN BREF

« Schwarzkopf n'aime pas Sellars. » « Madame Schwarzkopf ne veut en aucun cas être associée à un projet où intervient Peter Sellars, dont les mises en scène sont pour elle une insulte à Mozart et totalement étrangères à son esthétique personnelle. » La soprano allemande nous a fait parvenir cet avertissement solennel après que nous ayons annoncé (le Monde du 23 juin) sa participation, ainsi que celle du jeune metteur en scène américain, à la Fondation Mozart Internationale, qui verra le jour en 1991 à Prague. De nouveaux artistes ont donné leur accord de principe pour participer aux activités de cette fondation, académie ou festival : les pianistes Maria Tzipi, Andor Foldes, Ivan Moravec, le violoncelliste Heinrich Schiff, le metteur en scène Luis Pasqual...

« Le silence des artistes soviétiques. » Les artistes soviétiques ont observé, jeudi 28 juin, cinq minutes de silence dans les théâtres et les salles de concert du pays pour protester contre le manque de fonds alloués à la culture soviétique. Bien que les problèmes de l'intelligentsia soient loin d'être au centre des préoccupations des Soviétiques, cette action sans précédent, annoncée par les médias officiels, a d'ores et déjà un énorme impact. Le pourcentage consenti à la culture soviétique, le même depuis 10 ans, représente 1,2 % du budget total de l'URSS. Le ministre soviétique de la culture, M. Nikolai Gouzenko, a qualifié de « tragique » la situation du milieu culturel. (AFP)

« Le restaurant du Théâtre des Champs-Élysées (suite). » La cascade de procès qui découle de la construction d'un restaurant sur le toit du Théâtre des Champs-Élysées continue. Le tribunal administratif vient d'annuler l'autorisation accordée pour la construction du restaurant. La Société immobilière du Théâtre des Champs-Élysées (SITCE) s'appuyant sur le fait que « la décision du tribunal administratif porte uniquement sur la forme de la procédure d'autorisation de construire », annonce son intention de saisir le Conseil d'Etat. Par ailleurs, le 11 juillet prochain, la cour d'appel de Paris rendra son arrêt sur le fond.

FOOTBALL

Le Racing Paris I demande sa rétrogradation en troisième division

Le Racing Paris I a demandé sa rétrogradation en troisième division.

Le Racing Paris I a demandé sa rétrogradation en troisième division.

Le Racing Paris I a demandé sa rétrogradation en troisième division.

Le Racing Paris I a demandé sa rétrogradation en troisième division.

Le Racing Paris I a demandé sa rétrogradation en troisième division.

L'Irlandaise crâne

Sinead O'Connor triomphe à l'Olympia et essaie de sauver son âme

À la fin de l'année, la sortie de *I Do Not Want What I Haven't Got*, son second album, a fait passer Sinead O'Connor dans la classe supérieure. *Nothing Compares To U*, le 45 tours, reprise d'une obscure chanson que Prince avait composée pour The Family, a trouvé sa place entre *I've Been Loving You Too Long* d'Otis Redding et *Jealous Guy* de John Lennon, une ballade triste à mourir, belle à pleurer, un grand slow.

Mais le succès du titre ne doit pas masquer l'éclat du triomphe de Sinead O'Connor. Jeudi soir, à Paris, elle avait rempli l'Olympia à briser, on annonce son retour au Zénith pour septembre, et, à voir l'hystérie dévot dont l'entourait une bonne partie de la salle, on comprenait que sa gloire naissante dépassait nettement les frontières du Top 50.

Il y a deux ans, Sinead O'Connor était apparue dans les bacs des disques, le crâne rasé, la bouche tordue dans un hurlement silencieux, sur la pochette de *The Lion and the Cobra*, son premier album. Elle avait à peine vingt ans. Son agressivité, les provocations musicales qui rythmaient le disque ne suffisaient pas à cacher l'intensité la puissance et la souplesse de sa voix, mais tendaient à laisser planer sur le personnage et sa musique le soupçon du coup de main-business, d'une image manipulée par le département de promotion de sa maison de disque, en l'occurrence le petit label britannique Ensign.

En fait, Sinead O'Connor, native des environs de Dublin, ex-enfant à problème, avait tout inventé elle-même. Lorsque dans la foulée du succès de U2, le label avait fait passer des auditions à des groupes irlandais, elle avait attiré l'attention. Après avoir décroché un contrat, la chanteuse avait obtenu de produire elle-même l'album qui comot un succès plus qu'honnête, se vendant à près d'un million d'exemplaires dans le monde. En

guise de campagne de promotion, O'Connor multiplia les provocations verbales, déclarant son soutien à l'IRA, et - ce qui était finalement bien pire pour son public potentiel - insultant U2 dans les colonnes de la presse spécialisée.

A son retour Sinead O'Connor s'est laissée (un tout petit peu) pousser les cheveux (entre Jean Seberg et Jeanne d'Arc et une sortie de pénitencier), a fait amende honorable sur les points litigieux mentionnés plus haut et a dans l'ensemble réussi à se débarrasser de son image de furie celtique. De toute façon, *I Do Not Want...* est un disque qui n'a pas grand besoin d'explication de texte, une confession immédiate sur le modèle du *Plastic Ono Band* de John Lennon, un paquet de chansons bravement impudiques, parfois tout à fait gauches, déposées là, sur la platine, à prendre ou à laisser. La voix, un talent certain de mélodiste, des arrangements neutres faits pour laisser la place aux épanchements, font passer les émotions fortes sans effaroucher l'auditeur.

Ce travail insidieux de terroriste émotionnelle, on avait hâte de le découvrir sur scène. Sinead O'Connor, vêtue en ballerine endeuillée, les cheveux toujours aussi ras, s'est débattue pendant une heure et quart contre l'affection dévorante d'un public qui ne la laissait pas partir très loin à l'aventure, et surtout contre un groupe incolore qui n'arrivait pas à transcrire sur scène la froideur clinique des arrangements du disque, tombant systématiquement dans la routine rock'n'roll.

Seule, s'accompagnant à la guitare à douze cordes (ou sur *I Am Stretched On Your Grave*, un hip-hop celtique - mélodie déchirante et rythmique rap - d'une bande magnétique), Sinead O'Connor était en revanche parfaite, d'une grâce convulsive, passant dans un même souffle du râle au murmure, pratiquant l'insulte et la supplication avec la même superbe.

THOMAS SOTINEL

CULTURE

EXPOSITION

Bioulès, à contretemps

Vincent Bioulès expose des portraits, des nus et des paysages à l'Ecole des beaux-arts. Singulière évolution

L'Ecole des beaux-arts serait-elle devenue en catimini – et de façon fort inattendue – l'un des rares lieux où l'art officiel contemporain, celui des biennales ratées et des commandes de courtoisie, ne règne pas ? En reprenant une exposition venue du musée de l'abbaye Sainte-Croix, aux Sables-d'Olonne, et en offrant ainsi à Vincent Bioulès l'occasion d'accrocher ses dessins et aquarelles des années 70 à aujourd'hui, cette noble institution manifeste une louable indépendance de jugement. Bioulès n'appartient, en effet, à aucun mouvement, aucune école, aucune chapelle reconnue ou sponsorisée.

Membre de Support-Surface, il a, ses premiers succès obtenus, prudemment évité d'en profiter. Etabli à Montpellier, à distance de toute agitation, il a décidé de ne plus dessiner et de peindre que ce qu'il avait sous les yeux, natures mortes, bords de mer, baigneuses.

voisins, intérieurs. Il n'avait du reste jamais cessé complètement ; alors même qu'il présentait des toiles abstraites divisées en bandes monochromes, il continuait à exécuter presque clandestinement des croquis figuratifs qu'il ne montrait pas. Il s'y montrait attentif et de Braque, dont les enseignements ont guidé son évolution.

L'exercice était périlleux et l'on a vu plus d'un peintre de la même génération s'empêtrer dans ses références et ne plus savoir distinguer le pastiche de la variation. Bioulès aurait ainsi pu devenir notre bonnardien le plus adroit, un nabi extrêmement anachronique et talentueux.

Son goût de l'observation des gens et des choses l'a défendu contre ce danger. Il a non pas publié mais, si l'on ose dire, digéré ses maîtres. A New-York, à Rome ou sur ces plages du Languedoc où il

aime à se promener avec un carnet et une boîte de couleurs, il n'était plus temps pour lui de se souvenir, mais de regarder et d'enregistrer la sensation la plus promptement possible. Même nécessité quand il s'est voulu portraitiste.

Pas question devant le modèle d'imiter Picasso ou Giacometti : peu à peu, Bioulès s'est donné son style, très dense, très précis, fondé sur un dessin qui ne déteste pas la dureté et ne fait grâce au sujet d'aucun détail de son visage et de son corps. On ne le regarde pas sans étonnement : un peintre moderne, exécuter des portraits ? L'étrange idée ! Etrange assurément, mais probablement nécessaire.

PHILIPPE DAGEN

► Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 11, quai Malaquais. Jusqu'au 14 juillet.

CINÉMA

Fuites et poursuites

Une histoire des années 40, remise au goût des années 80 : « Kill me again » de John Dahl

Une belle garce est en chevilles avec un tueur psychopathe. Elle l'aide à piquer une mallette remplie de dollars en gros billets à un mafioso que le tueur tue. Bien que psychopathe, le tueur est un prudent : « Allons nous faire oublier un temps dans un coin tranquille », dit-il. Les coins tranquilles, très peu pour elle, elle l'assomme et s'enfuit.

Pendant ce temps, à Reno, un jeune privé veuf et dépressif se fait casser un doigt par deux hommes d'une autre mafia à qui il doit de l'argent. La belle garce arrive, trouve son adresse dans les petites annonces, lui offre dix mille dollars (la moitié tout de suite, le reste après exécution) pour faire semblant de la tuer. Elle veut disparaître, car elle a peur. Non sans raison : son psychopathe, plusieurs mafiosi et accessoirement la police la recherchent.

Ce n'est qu'un début. La suite n'est pas moins chaotique et révérencielle. Kill me again, de John Dahl (prix du Festival de Cognac 1990), est un hommage désabusé au polar des années 40 – tout le monde trompe tout le monde, chacun est poutri, y compris le privé, mais lui a des excuses. On pourrait croire que le scénariste met un point d'honneur à se montrer plus touffu, plus tordu que Chandler. Seulement, le film est en couleurs, la poésie du noir et blanc manque. Toute poésie est d'ailleurs malheureusement absente. La mise en scène est juste convenable, efficace dans la mesure où elle ne laisse pas le temps de respirer. Mais elle ne fait pas non plus rêver.

Pourtant filtre une certaine ambiguïté, venue du décalage entre des péripéties codées nostalgiques et le comportement de personnages liés aux schémas des années 80, hommes et femmes à égalité, utilisant les mêmes armes, les vraies plus celles d'un langage d'une même cruauté, et celles de la séduction. Fourreau ou jeans moulants, gorge pigeonnante, la belle garce Joanne Whalley-Kilmer a le regard averti, les manières directes d'une nymphomane puérile. Le privé, Val Kilmer, garde de bout en bout un air ingénu de bébé boudoir et son intégrité physique, même quand il se fait tabasser et cribler de balles. L'un et l'autre parviennent à dépasser les poncifs, sont prêts à atteindre le mythe. Et cette mise en relief de deux époques qui cherchent à se joindre dégage une ironie un peu triste qui ne laisse pas indifférent.

COLETTE GODARD

► Les Ateliers cinéma de Marseille. – Du 18 au 28 juillet, les Ateliers cinéma de Marseille proposent un programme d'enseignement : acteurs, photo, réalisation documentaire et reportages, maquillage et effets spéciaux, culture cinématographique, test... Les cours, dirigés par des grands professionnels, sont payants. D'autre part, l'organisation de l'atelier « scénario » devrait déboucher sur l'installation à Marseille de la Maison européenne des scénaristes.

► Renseignements, les Ateliers cinéma, Bastide Saint Joseph, 28, avenue Paul Caze, 13014 Marseille. Tél : 91-604-604.

COMMUNICATION

L'attribution de fréquences de télévision à Paris et dans 22 villes

Revue de famille au CSA

Le CSA recevait jeudi 28 juin les six candidats à ses deux appels d'offres pour des fréquences de télévision, à Paris et dans vingt-deux villes de province. Verdict attendu avant la mi-juillet.

Dans leur forme, ces auditions publiques ressemblaient à une réunion de famille, avec ses archétypes : on prend des nouvelles de l'oncle druid, du beau-frère sportif, des cousins de province, mais on concentre au fond son attention sur les enfants, qui font le plus de bruit...

Les cousins sont tenaces, mais ils agacent : depuis déjà deux ans, TCL et Canal Europe Nord (le Monde du 27 juin) réclament le droit de faire « une télévision de proximité » à Nantes ou Lille. Ils craignent que « les dernières fréquences libres ne soient accaparées par des réseaux nationaux » et saisissent cette tribune offerte pour adjuer le CSA de ne pas « étouffer les espoirs nés en province ».

Le sportif, lui, est peu combatif : la PDG de Sports 2/3, M. Jérôme Seydoux, n'admet-il pas que la fréquence parisienne

qu'il vise « n'est pas vitale » pour l'avenir du projet déjà retenu sur le satellite TDF1 ?

Quant à l'érudit TV 1992 (le Monde du 27 juin), un projet de « télé-connaissance » qui veut se démarquer de la « télé-détente » en jouant « la complicité avec l'entreprise », le CSA l'a ramené à peine poliment à quelques dures réalités : le capital du projet n'est pas bouclé – malgré une lettre de soutien inopinée du PDG d'Antenne 2 et FR3, M. Philippe Guillaume...

C'est donc à l'évidence entre les deux projets de chaînes pour les jeunes, Canal Enfants et Télépousse (le Monde du 13 juin) que se joue la compétition. Le premier, représenté en force par onze membres de son impressionnant tour de table, met en avant « l'équilibre » de son actionnariat, la « continuité » puisqu'il reprendra les acquis – et peut-être le nom – de l'actuel Canal J, la « qualité » de ses programmes exclusivement destinés aux enfants. L'appel d'offres du CSA posant explicitement comme critère de choix la complémentarité entre diffusion par câble, par satellite et en hertzien,

Canal Enfants joue les bons élèves grâce à ses accords avec les câblo-opérateurs et Canal Plus.

Une conduite que semble apprécier le CSA qui, en comparaison, se montre plus taillon avec Télépousse, soutenu par TF1 et la presse régionale « indépendante des deux grands groupes » actionnaires de la Cinq (Hersant et Hachette). Le gémement Télépousse n'échappe pas au soupçon : ne serait-il pas, avec ses 280 films diffusés plusieurs fois, une chaîne de cinéma qui ne veut pas dire son nom ? Une chaîne qui ignoreait les obligations sur les chaînes cryptées que le président du CSA, M. Jacques Bourat, se fait un plaisir de citer ? Son projet de diffusion en norme D2 Mac hertzienne est-il bien réaliste ?

Surpris, voire désarçonnés, par ces questions du CSA, les partenaires de Télépousse n'en démordent pas : ils veulent obtenir ces fréquences, parce que, comme le dit crûment M. Bernard Tapie, « on ne peut pas rester en dehors du dernier réseau important de télévision ».

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Avançant des arguments d'équilibre économique

Les chaînes privées réagissent vivement au projet de restrictions du parrainage à la télévision

La volonté du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) d'élaborer un code de bonne conduite sur le parrainage télévisé provoque une violente réaction des chaînes privées. Leurs quatre PDG – MM. Le Lay, Rousset, Hersant et Drucker – viennent de signer avec l'Union des annonceurs (UDA) et l'Association des agences conseils en communication (AACC), une lettre reprochant à l'instance de régulation de « méconnaître les réalités économiques du marché ».

Depuis des mois, le développement du parrainage sur les chaînes privées fait l'objet de vives critiques de la part du CSA. Depuis des mois, les télévisions commerciales font la sourde oreille. Le premier estime insupportable les « débordements » quotidiens dont sont victimes les téléspectateurs ; les seconds, TF1 en tête, mettent en avant les ressources qu'elles en tirent, indispensables à leur équilibre économique.

Le 31 mai dernier, les uns et les autres tentaient au cours d'une réunion de dégarer un code de bonne conduite en ce domaine, après une première mise en demeure du CSA. Les chaînes étaient sorties rassurées, certaines de trouver un *modus vivendi* acceptable avec l'instance de régulation. Aussi, une lettre adressée par le président Jacques Bourat la semaine dernière a fait l'effet d'une douche froide.

Le président du CSA s'y montre en effet extrêmement restrictif, réduisant de fait le parrainage à la seule apparition du nom ou de l'emblème du sponsor dans les

génériques, les bandes-annonces ou au cours de l'émission. « Aucun slogan ne peut être admis », précise M. Bourat dans sa lettre. L'apparition du parrain ne peut être que ponctuelle et discrète dans sa présentation à l'écran (uniquement sous forme d'incrustation). De surcroît, poursuit-il, l'animateur de l'émission parrainée ne peut en aucun cas mentionner en cours d'émission, sous une forme ou sous une autre, le nom du parrain, de ses produits ou sa signature, qu'elle soit institutionnelle ou publicitaire.

Les émissions de jeu elles-mêmes sont visées : M. Bourat indique que les lots ne pourront apparaître sur le plateau qu'à « condition que leur présentation soit d'une stricte neutralité (...) et ne soit pas de nature à inciter à la consommation ou à l'achat ». En privé, le président du CSA affirme même que « le problème du parrainage est plus grave que celui de la publicité. Si 99 % des spots sont acceptables, seulement la moitié d'un parrainage sur dix l'est ! »

« Position doctrinaire »

Souvent critiqué par le gouvernement pour sa mollesse, le CSA est, cette fois, décidé à faire un exemple. D'autant plus qu'il s'apprête à assouplir le contrôle des spots télévisés. Dès le 15 septembre, le contrôle *a priori* des publicités ne sera plus obligatoire, annonceurs et agences pouvant prendre le risque d'une sanction après leur diffusion. Une simplification administrative réclamée depuis des années par les professionnels, qui se félicitent sur ce point de « leur collaboration exemplaire » avec le CSA.

Sur le parrainage, en revanche, le divorce est total. Les présidents de

chaînes s'insurgent, dans leur réponse adressée le 27 juin à M. Bourat, contre « la teneur de ces propositions, étrangères à l'esprit de nos discussions ». Ils rappellent qu'un des rôles majeurs du CSA est de veiller « au bon fonctionnement et à l'équilibre économique de la télévision en France ». Les restrictions imposées par le CSA feraient perdre, selon eux, « 300 millions de francs en année pleine à notre profession, aggravant ainsi un déficit global déjà important ». Les PDG, soutenus par les représentants des annonceurs et des publicitaires, demandent « solennellement » l'ouverture « d'une véritable concertation ».

Entendus le 28 juin par la commission des affaires culturelles et sociales de l'Assemblée nationale, les patrons de chaînes ont tous critiqué avec virulence « la position doctrinaire » du CSA. Le PDG de TF1, M. Patrick Le Lay, de son côté, a estimé que le dossier du parrainage devait être traité indépendamment de celui de la publicité télévisée et notamment de l'éventuelle suppression de la coupure unique dans les téléfilms pour laquelle M. Michel Pelchat, député UDF-PR de l'Essonne, a annoncé le dépôt d'un amendement législatif à la rentrée.

Le président de la Une est en tête de la fronde des chaînes : il est vrai que ses recettes en parrainage représentent l'équivalent de la marge bénéficiaire de TF1.

P.-A. G. et Y.-M. L.

M^{me} Tasca tance M. Guillaume

M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée chargée de la communication, a adressé, le 23 juin, une lettre sévère à M. Philippe Guillaume, président d'Antenne 2 et de FR3, lui reprochant notamment ses interférences dans le conflit opposant le personnel de la SFP à sa direction.

« Vos récentes prises de position dérogent une nouvelle fois aux principes élémentaires de gestion d'une entreprise publique », écrit le ministre... L'absence de concertation préalable avec l'Etat sur certaines orientations fondamentales pour l'avenir des sociétés dont vous exercez la présidence, le manque d'information de leurs conseils d'administration, l'expression publique de positions différentes, voire contraires à celles de votre actionnaire ne sont pas admissibles. (...) Tout cela ne contribue pas à instaurer le climat de confiance et de travail normal avec votre unique actionnaire et porte préjudice au développement des chaînes publiques, pour le redressement desquelles le Conseil supérieur vous a élu et auquel l'Etat consacre les moyens nécessaires. (...) C'est pourquoi je communique copie de la présente lettre au Conseil supérieur de l'audiovisuel ».

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par jugement du 25 avril 1990, la Première Chambre du Tribunal de Grande Instance de Paris a condamné la société éditrice de l'hebdomadaire L'USINE NOUVELLE à payer à M. François MICHELIN la somme d'un franc à titre de dommages-intérêts pour avoir utilisé une photographie le représentant sur la couverture du numéro de son magazine daté du 21 septembre 1989, sans son autorisation. Le Tribunal a ordonné en outre diverses mesures de publication.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à BOBIGNY
le MARDI 10 JUILLET 1990, à 13 h 30

UN PAVILLON DE 4 P. PRINC. à MONTFERMEIL (93)
92, AVENUE AMPÈRE - JUMELÉ s/terre-plein, garage
M. à P. 100 000 F. S'adr. M^{me} BOURGEOISET, av. à AULNAY-SOUS-BOIS (93), 3, av. Germain-Papillon.
Tél. 48-60-63-21. SCP GASTINEAU, MALANGREAU, BOITTELLE-
COUSSAU, Av. assoc. à PARIS (6^e), 2, carrefour de l'Odéon. T. 43-26-82-98,
de 9 à 12 h. T. av. TGI BOBIGNY, S/lx pr vis. le 3 juillet de 10 h 35 à 11 h 35.

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs

Diplômés de l'Université de Londres

Vous proposez une équipe de Traducteurs

FRANÇAIS et ANGLAIS

Tél. : 47-07-77-13 - 45-78-75-80 - 45-09-02-72

B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07

Siège social : Institut Britannique de Paris

Le Monde
ABONNEMENTS
VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que Le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonné.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voir note 1)	Nbre de n°
2 semaines	100 F	185 F	13
3 semaines	150 F	245 F	19
1 mois	180 F	310 F	25
2 mois	290 F	550 F	52
3 mois	400 F	790 F	78

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 49-60-32-90

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____

du _____ au _____

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM _____ PRÉNOM _____

N° _____ RUE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PAYS _____

● VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

● N° CB _____

Expire à fin _____ Signature _____

obligatoire _____

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

Revue de famille au CSA

Enfants tous les jours... Les CSA ont été créés en 1976, grâce à ses accords avec les opérateurs de télévision. Ils ont pour mission de promouvoir la culture canadienne et de fournir des programmes éducatifs et récréatifs aux enfants.

Une conduite que soutient le CSA, qui en compte 24, est la production de programmes pour enfants. Les CSA ont été créés en 1976, grâce à ses accords avec les opérateurs de télévision. Ils ont pour mission de promouvoir la culture canadienne et de fournir des programmes éducatifs et récréatifs aux enfants.

Une conduite que soutient le CSA, qui en compte 24, est la production de programmes pour enfants. Les CSA ont été créés en 1976, grâce à ses accords avec les opérateurs de télévision. Ils ont pour mission de promouvoir la culture canadienne et de fournir des programmes éducatifs et récréatifs aux enfants.

Avancé des arguments d'opposition

Les chaînes privées réagissent vivement

rejet de restrictions du parrainage à la télévision

Les chaînes privées réagissent vivement au projet de restrictions du parrainage à la télévision. Elles considèrent que ces mesures entraveraient la liberté d'expression et la diversité des programmes.

Les chaînes privées réagissent vivement au projet de restrictions du parrainage à la télévision. Elles considèrent que ces mesures entraveraient la liberté d'expression et la diversité des programmes.

Les chaînes privées réagissent vivement au projet de restrictions du parrainage à la télévision. Elles considèrent que ces mesures entraveraient la liberté d'expression et la diversité des programmes.

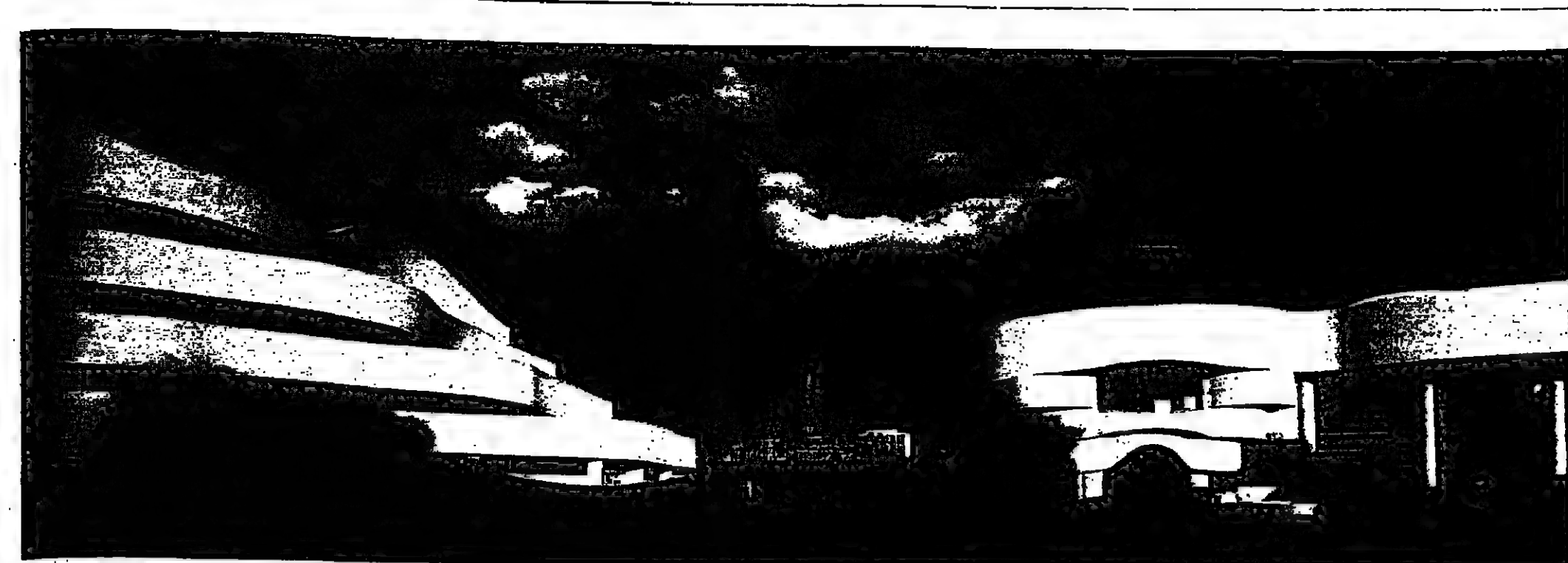
PUBLICATION JUDICIAIRE

Publication judiciaire... Les tribunaux ont rendu plusieurs décisions importantes concernant les droits des citoyens et les obligations des institutions.

Publication judiciaire... Les tribunaux ont rendu plusieurs décisions importantes concernant les droits des citoyens et les obligations des institutions.

Publication judiciaire... Les tribunaux ont rendu plusieurs décisions importantes concernant les droits des citoyens et les obligations des institutions.

SANS VISA

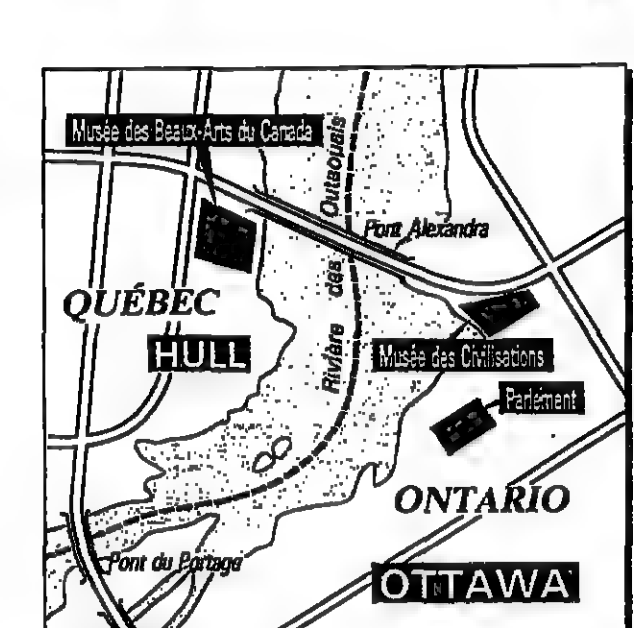


Ottawa : deux musées pour une nation

Le Canada est toujours de la recherche de son unité. Deux musées nouveaux, dans la région de la capitale fédérale, veulent y concourir.

Le Canada est toujours de la recherche de son unité. Deux musées nouveaux, dans la région de la capitale fédérale, veulent y concourir.

Le Canada est toujours de la recherche de son unité. Deux musées nouveaux, dans la région de la capitale fédérale, veulent y concourir.



Un feu d'artifice sera tiré sur la rivière des Outaouais, unissant dans la fête des couleurs trois monuments : juste en face, en Ontario, l'ensemble néo-gothique du Parlement d'Ottawa, la capitale fédérale, avec ses toits pointus de cuivre vert ; la moderne basilique du tout récent Musée des beaux-arts ; et de ce côté-ci, sur la commune de Hull, au Québec, les amples courbes de deux édifices s'ouvrant comme un théâtre à gradins aux Canadiens de toutes origines, de souche ancienne ou d'arrivée encore fraîche, le Musée des civilisations.

Ne voulant pas manquer l'été en retardant encore l'ouverture, les responsables avaient fait le pari d'un « presque fini ». Aujourd'hui, ils estiment l'avoir gagné : le million de visiteurs qui aurait dû selon leurs prévisions n'être compté qu'après plusieurs années de rodage, a été enregistré au bout de dix mois seulement et les indices de satisfaction sont... satisfaisants depuis que tous les objets - dix fois plus nombreux qu'à l'ouverture - ont pu être mis en place. Il faudra attendre encore quelques années pour la période qui court après 1990. Mais déjà les enfants, avec ou sans leur école, affluent.

fin, celui qui aimait les volutes et les formes de coquillages. Forte tête en tout cas, il ne mâche pas ses mots. Refusant en bloc l'architecture coloniale et les styles anglo-français ou gréco-romains qui ont dominé jusqu'à présent, il proclame qu'ils n'ont rien à voir avec le Nouveau Monde. « Pourquoi ne pas nous inspirer des formes spectrales de nos paysages naturels ? » demande celui qui, « plutôt que le cerf », veut rechercher « l'esprit du cerf ».

Une Constitution qui consacre nos droits, une galerie qui consacre notre art et un musée qui consacre le patrimoine de tous les Canadiens, avait dit Pierre Elliott Trudeau, alors premier ministre, en 1982, l'année où fut « rapatriée » de Londres la Constitution canadienne. L'année même où l'on consultait quatre-vingt architectes pour le Musée des civilisations, l'année aussi où l'on relançait le projet, constamment ajourné depuis le début du siècle d'avoir un grand et neuf édifice pour les collections nationales de peinture, de sculpture, de photographie.

Après avoir visité une centaine d'établissements, il a voulu, pour faire de ses comparaisons, une approche concrète, vivante, amusante ; le parti a été pris de faire circuler le visiteur dans un panorama historique ramassé, condensé, de le confronter à la vie quotidienne des autres époques par des décors juxtaposés, des collages, des raccourcis, ou en le confrontant à des scènes précises, à des personnages situés dans leur milieu ou leur région.

Et, pour magnifier l'accueil, une grande nef vitrée, haute comme cinq étages, longue de 115 mètres, où sont placés en hommage et en rappel six mâts totemiques et les maisons à décors rituels de plusieurs tribus, tendis qu'une image de forêt imprimée en transparence sur un gigantesque tulle, sur 90 mètres de long, donne l'échelle du site original.

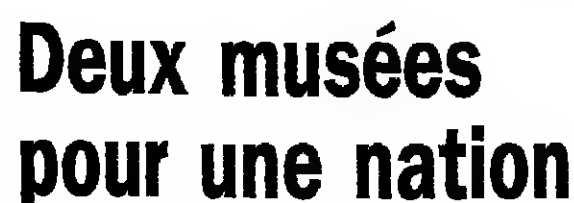
LA BONNE ADRESSE

Hôtel Chamois - CH-3954 Leventorbad
Très confortable • Sympa • Bon prix. Atmosphère familiale, tranquillité absolue. Venez-y vous reposer. Visitez-nous une fois. Tél. : 1941/2761 13 57.

Hôtel Waldhaus Döber
L'hôtel situé sur la partie escarpnée de Zurich. Arrangements avantageux pour les fins de semaine. Cuisine soignée - Entrée calme - Placards couverts. Saunas - Solarium - Pâtes - Massage - Golf. Taxis - Garage sous-terrain. Kurhausstrasse 23, CH-8003 Zurich. Tél. : 1941/1251 93 60. Fax : 1941/1251 00 29.

SPIEGELSCHLOSS
Spiegelstrasse 2 • Confédération
8002 Zurich (Engel)
Tél. : 1941/1201 06 00
Fax : 1941/1201 42 86

Chateaubriand et tournedos



MICHELE CHAMPENOIS

Canada, division du tourisme,
35, avenue Montaigne, 75008
Paris. Tél : 47-23-01-01.

VAC

Alsace

68590 SAINT-HIPPOLYTE

JBS (900 m al)

HAUT DOUBS (900 m alt.) 3 h de Paris par TGV, agrément Jeunesse et Sports. Yves et Liliane accueillent vos enfants dans une ancienne ferme XVII^e, confort, accès au milieu des forêts et pâturages. Animaux limités à 14 enfants, cuis. salée et équilibrée, chbre 2 ou 3 avec sdb. W.C. Activité avec moniteur: poney, tennis, jeux, ping-pong. V.T.T., initiation, échecs, peinture s/b, fabrication du pain, découverte environnement.

Tarif t.c. famille: 1 800 F/semaine par enfant.

TEL: (16) 81 38-12-51.

Le Crêt d'Agnieu - La Longeville - 25650 MONTBENOÎT.

Mais une autre version veut que Rossini ayant imaginé de servir le chateaubriand de la façon que l'on sait, cela choqua les maîtres d'hôtel du temps, qui se firent passer le plat derrière le dos des convives.

Quoi qu'il en soit, le tournedos Rossini fut préparé par Magny sur les indications du maître. Il s'agit d'un morceau de filet épais de 2 centimètres, sauté, déglacé au madère et à l'essence de truffe, servi avec, comme dessus, une escalope de foie gras et une lame de truffe, puis nappé de sa sauce. Inutile de préciser qu'au restaurant ce morceau est plus souvent faussement préparé que vrai. Car on ne peut dire toujours... Pour le temps de Rossini, il n'y avait pas de truffes qu'on ajoutait à la sauce, mais qu'on ajoutait surtout au canard qu'il est fait appel.

Le Maroc,
FES, MARRAKECH,
AGADIR
ou **OUARZAZATE,**
sur vols réguliers A.R.
à **2 900 F**, y compris
une nuit dans un
hôtel 4 étoiles.
Appelez : **SUN INCENTIVE**
au **42-27-95-71**.

LA REYNIÈRE

Locations de voitures en

***TARIFS PRE-PAYES
EN FRANCS GARANTIS**


***SERVICE AUX AEROPORTS**

***KILOMETRAGE ILLIMITE**

***AIR CLIMATISE**

***GRAND CHOIX DE VEHICULES**

FLORIDE



RESERVATIONS : (1) 40 44 62 03

COMPACT

500 F /sem.

130 Jour

NOUS LOUONS DES VEHICULES
DE MARQUE CHRYSLER

MAXI-MEDIANE

575 F/sem.

145 F/jour

GRANDE

830 F/sem.

180 F/jour

DELUXE

1,470 F/sem.

235 F/jour

DOLLAR

ESRITY CAR

TEL : (1) 40 44 62 03

PREMIUM

1,280 F/sem.

220 F/jour

MINI VAN

1,725 F/sem.

290 F/jour

KEY WEST - JACKSONVILLE - SARASOTA

MAMI - TAMPA - ORLANDO - FT. LAUDERDALE - FT. MYERS - TALLAHASSEE - PALM BEACH - KEY WEST - SPANGLERVILLE

.....

11

lacroisés

450

CONCLUSIONS

2. 1. 1991

... ..

1. 1980年12月1日，在北京市召开的“全国城市经济体制改革工作会议”上，首次提出“城市经济体制改革”的任务。

1. *Staphylococcus aureus*

... ..

... ..

[illegible]

... ..

... ..

1990

[illegible][illegible][illegible]

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

100

AGENDA

Le Monde • Samedi 30 juin 1990 19

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans le Monde radio-télévision ; ◊ Film à évaluer ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 29 juin

TF 1	20.35 Variétés : Avia de recherche.	21.35 Variétés : Tous pour un.	23.30 Magazine :
22.25 ► Magazine :	52' sur la Une.	22.35 Journal et Météo.	Avec ou sans rock.
23.25 Série : Tous en boîte.	0.20 Magazine : Spécial sports.	23.00 Soirée spéciale : Demain le Tour.	0.05 Six minutes d'informations.
0.45 Journal.		0.30 Sport : Golf, Peugeot Open de France à Chantilly.	
A 2		1.00 Musique : Carnet de notes.	
20.40 Variétés :	Champs-Élysées.	CANAL PLUS	
22.25 Magazine : Plastico.	Sommaire : L'atelier portrait ; L'exposition : L'expo-galerie ; La marche de l'art ; La star-déclatée ; Livres d'art et revues ; Agenda des principales expositions et ventes.	20.30 Sport : Athlétisme.	
23.55 Cinéma : Répulsion.	■ Film britannique de Roman Polanski (1965) (v.o.).	22.30 Flash d'informations.	
FR 3		22.35 Documentaire : Les illuminés.	
20.35 Magazine : Thalassa.	Gdansk, les chandiers de l'espoir, d'Isabelle Moegein.	23.00 Cinéma :	
		1.00 Cinéma : Blue velvet.	
		2.00 Cinéma : Les années coup de cœur.	
		LA 5	
		20.40 Téléfilm :	
		22.20 Série :	
		23.20 Sport : Tennis, Tournoi de Wimbledon : résumé de la journée.	
		23.50 La rançon (rediff.).	
		0.00 Journal de minuit.	
		0.10 La rançon (suite).	
		M 6	
		20.35 Téléfilm :	
		22.05 Série : Clair de lune.	
		22.55 Série : Les années coup de cœur.	

Samedi 30 juin

TF 1	14.30 La Une est à vous (suite).	17.00 Documentaire :	20.00 Documentaire :
15.45 Tiro à l'arc.	18.55 La Une est à vous (suite).	17.50 Documentaire :	20.00 Documentaire :
16.55 Sport : Football.	Coupe du monde : Quart de finale, en direct de Florence.	18.10 Documentaire :	20.00 Documentaire :
18.50 Jeu : Bookmatch.	Série : Marc et Sophie.	19.30 Flash d'informations.	20.00 Documentaire :
19.25 La roue de la fortune.	20.00 Journal.	19.35 Présenté par Marc Toesca.	20.00 Documentaire :
20.40 Variétés : Succès fous.	Emission présentée par Christian Morin, Philippe Rissol et Patrick Roy.	20.30 Téléfilm :	20.00 Documentaire :
22.15 Magazine : Ushuaïa.	De Nicolas Hulot.	22.05 Spectacle :	20.00 Documentaire :
23.15 Magazine :	Formule sport.	22.50 Flash d'informations.	20.00 Documentaire :
0.05 Journal et Météo.		23.00 Cinéma : Vampire...	20.00 Documentaire :
A 2		0.00 Journal de minuit.	20.00 Documentaire :
14.30 Jeu :	Dessinez, c'est gagné !	0.10 Série : Michel Strogoff.	20.00 Documentaire :
15.00 Sport : Cyclisme.	Tour de France : prologue.		20.00 Documentaire :
17.00 Magazine :	Coupe du monde : Quart de finale, en direct de Rome.		20.00 Documentaire :
17.50 Magazine :	Le journal de la Coupe du monde de football.		20.00 Documentaire :
19.00 Jeu : Des chiffres et des lettres Junior.	D'Armand Jannet, animé par Laurent Cabrol.		20.00 Documentaire :
19.30 Le Journal du Tour.	Finale, en direct d'Antibes.		20.00 Documentaire :
20.00 Magazine : Antipasti.	Le journal de la Coupe du monde de football.		20.00 Documentaire :
20.40 Magazine : Antipasti.	Le journal de la Coupe du monde de football.		20.00 Documentaire :
20.50 Sport : Football.	Coupe du monde : Quart de finale, en direct de Rome.		20.00 Documentaire :
22.50 Journal et Météo.	23.10 Le Journal du Tour.		20.00 Documentaire :
23.25 Magazine :	Lunettes noires pour nuits blanches.		20.00 Documentaire :
FR 3			20.00 Documentaire :
14.00 Magazine : Rencontres.	Présenté par Michel Polac.		20.00 Documentaire :
15.00 De 15.00 à 19.00 La Sept			20.00 Documentaire :
19.00 De 19.00 à 19.30 La Sept			20.00 Documentaire :
0.00 Cinéma d'animation :	Images.		20.00 Documentaire :
	Hors jeu, de Georges Schizgobal.		20.00 Documentaire :
CANAL PLUS			20.00 Documentaire :
15.10 Documentaire :	Les illuminés.		20.00 Documentaire :
15.35 Téléfilm :	L'Antonie en bateau, de Brian Leith.		20.00 Documentaire :
	La marque de la panthère.		20.00 Documentaire :

Dimanche 1^{er} juillet

TF 1

11.25 **Magazine** : Auto-moto.
 11.55 **Jeu** : Tournez... manège.
 12.25 **Jeu** : Le juste prix.
 12.55 **Météo**.
 13.00 **Journal**.
 13.20 **Série** :
 Un film dans la Mafia.
 14.15 **Série** : Rick Hunter
 inspecteur chic.
 15.05 **Série** : Marie Perle.
 16.00 **Tiersé** à Saint-CLOUD.
 16.05 **Série** : Côte Ouest.
 16.55 **Dessins animés** :
 Disney parade.
 18.10 **Série** :
 Agence tous risques.
 Magazine : 7 sur 7.
 20.00 **Journal**.
 20.30 **Magazine** :
 Spécial sports.
 Mordale 90.
 20.55 **Sports** : Football. Coupe
 du monde : Quart de finale,
 en direct de Naples.
 22.50 **Jeu** : Bookmatch.
 22.55 **Cinéma** : Sans tambour
 ni trompette. ■ ■ ■
 Film franco-allemand de Helmut
 Kaunzer (1958). Avec
 Jean Richard, Françoise
 Rosay, Dany Carrel.
 0.25 **Magazine** :
 Spécial sports.
 Club Mondiale 90.
 0.50 **Journal et Météo**.

A 2

10.00 **Présence protestante**.
 Le jour du Seigneur.
 10.30 **Messe**, célébrée en la cha-
 pelle Saint XXIII de Clitcho-
 uet, Seine (Seine-Saint-Denis).
 12.05 **Jeu** : Bonne question
 merci de l'avoir posée.
 Animié par Lucien Cassan.
 12.30 **Jeu** :
 Les mariés de l'A 2.
 Animié par Patrice Laffont.
 13.00 **Journal et Météo**.
 13.20 **Documentaire** :
 La planète des animaux.
 Chasseurs en plaine, de John
 Pearson.
 14.15 **Club sandwich**.
 15.45 **Série** : Un duo explosif.
 16.20 **Sport** : Cyclisme.
 Tour de France : 1^{re} étape.
 17.50 **Magazine** :
 Course en tête.
 18.20 **Magazine** : Stage 2.
 Athlisme : Grand Prix de
 Villeneuve-d'Ascq et champion-
 nats de France de
 Talence : Football : Coupe du
 monde : Golf : Open de
 Chantilly : Rugby : Australie-
 France : Les résultats de la
 semaine.
 19.00 **Le Journal du Tour**.
 19.30 **Série** : Maguy.
 20.00 **Journal et Météo**.
 20.40 **Cinéma** :
 Margret tend un piège. ■
 Film français de Jean Delannoy
 (1957). Avec Jean
 Gabin, Annie Girardot, Olivier
 Hussenot.
 22.40 **Feuilleton** : Nord et Sud.
 De Richard T. Heffron
 (1^{er} épisode).
 0.15 **Journal et Météo**.
 0.30 **Le Journal du Tour**.
 1.00 **Danse** :
 Stamping ground.
 Ballet de Jiri Kylian.

FR 3

11.30 **Magazine** : Mascarnes.
 12.00 **Flash d'informations**.
 12.05 **Télévision régionale**.
 12.45 **Journal**.
 13.00 **Magazine** :
 D'un soleil à l'autre.
 De Jean-Claude Widemann.
 13.30 **Magazine** :
 Musicales.
 D'Alain Dutail.
 L'été des festivals.
 13.30 **Magazine** :
 Sports 3 dimanches.
 De Peugeot Open di.
 France à Chantilly.
 16.50 **Sport** : Football.
 Coupe du monde : Quart de
 finale, en direct de Milan.
 19.00 **Le 19-20 de l'information**.
 De 19.10 à 19.30, le journal
 de la région.
 20.00 **Série** : Benny Hill.
 20.35 **Diversité**.
 Le petit rapporteur.
 21.25 **Diversité**.

Les grands enfants.
 Avec Jacqueline Maillon,
 José Artur, Jean Yanne,
 Roger Pierre, Jean Poret,
 Jean-Marck Thubault, Marcel
 Amont, Maurice Brard.
 22.00 **Cinéma et Météo**.
 22.20 **Magazine** : Le divan.
 D'Yvonne Chapier.
 Invité Thierry de Beaucé,
 secrétaire d'État chargé des
 relations culturelles internatio-
 nales.

22.45 **Cinéma** :
 La diadème
 symphonie. ■ ■ ■
 Film français d'Abel Gance
 (1917). Avec Emma Lynn,
 Jean Toulout, Séverin-Garcia.

0.15 **Musique** :
 Carnet de notes.
 Avec d'Orelle, de Verdi, par
 l'Orchestre symphonique de
 Québec, dir. Rati Armann.

CANAL PLUS

10.30 **Cinéma** :
 L'union sacrée. □
 Film français d'Alexandre
 Arcady (1988). Avec Richard
 Berry, Patrick Bruel, Bruno
 Cremer.
 En clair jusqu'à 13.35 —
 12.30 **Flash d'informations**.
 12.35 **Série** : Allô ! Allô !
 13.05 **Documentaire** :
 Sur la piste de l'animal
 le plus secret.
 2. URS.
 13.35 **Dessins animés** :
 Concert pas Bunny.
 15.10 **Concert** : Urban Jungle.
 Les Rolling Stones à Barce-
 lone.
 17.40 **Surprises spéciales**.
 Opération à la tomate, de
 Félix Sampe.
 18.00 **Cinéma** :
 Vacances d'enfer. □
 Film américain de Carl Reiner
 (1985).

En clair jusqu'à 20.30 —
 19.20 **Flash d'informations**.
 19.30 **Cinéma** :
 Les superstars du catch.
 20.30 **Cinéma** :
 Who's that girl ? ■
 Film américain de James
 Foley (1987).
 22.00 **Flash d'informations**.
 22.05 **Cinéma** :
 Une histoire de vent. ■ ■ ■
 Film français de Joris Ivens et
 Marguerite Loridan (1988).
 Avec Joris Ivens, Liu Guilian,
 Liu Zhuang.

23.20 **Cinéma** : Blue velvet.
 Film américain de David
 Lynch (1986) (v.o.).

LA 5

11.05 **Série** : Wonder woman.
 12.05 **Série** : Supercopier.
 13.00 **Journal**.
 13.35 **Téléfilm** : Six mois
 pour tout apprendre.
 De Jack Bender.
 15.15 **Feuilleton** :
 Multisécrites
 (5^e épisode).
 16.55 **Téléfilm** :
 Une affaire d'enfer.
 De Steven Soder.
 18.35 **Série** : Ripide.
 18.50 **Journal Images**.
 19.00 **Série** : Ripide.
 19.45 **Journal**.
 20.30 **Drôles d'histoires**.
 20.40 **Téléfilm** : Méprise.
 De Jay Taylor, avec Richard
 Crenna, Beverly d'Angelo.
 Deux crimes, un suicide...
 La police de New-York enquête.
 23.05 **Téléfilm** : La call-girl.
 De Sean Delgado, avec Chris-
 tine Moore, Kirk Baily.
 0.00 **Journal de minuit**.

M 6

10.30 **Culture pub**
 spécial Cannes
 (2^e partie) (rediff.).
 11.55 **Informations**.
 12.00 **Informations**.
 M 6 express.
 12.05 **Magazine** :
 Sport 6 première.
 12.15 **Dessins animés** :
 RAT 6.
 12.40 **Série** :
 Les routes du paradis.
 13.25 **Série** :
 Madame est servie
 (rediff.).
 13.50 **Série** : Roseanne.
 14.20 **Feuilleton** :

Les aventures
 de Pinocchio.
 De Luigi Comencini, avec
 Gina Lollobrigida (1^{er} épi-
 sode).
 15.10 **Série** : Laramie.
 16.00 **Magazine** : Adventure.
 16.15 **Série** : Section 4.
 17.05 **Série** : Vegas.
 18.00 **Informations** :
 M 6 express.
 18.05 **Série** : Clair de lune.
 19.00 **Magazine** :
 Culture pub remix.
 19.30 **Série** : Les années
 coup de cœur.
 19.54 **Six minutes d'informa-
 tions**.
 20.00 **Série** :
 Madame est servie.
 20.25 **Magazine** : Sport 6.
 20.35 **Cinéma** :
 Viva Maria. ■ ■ ■
 Film français de Louis Malle
 (1965). Avec Jeanne
 Moreau, Brigitte Bardot,
 George Hamilton.

22.40 **Six minutes d'informa-
 tions**.
 22.45 **Capital**.
 22.50 **Téléfilm** :
 Pouppées de chair.
 De John Guinn, avec Betsy
 Russell, Lori Loughlin.
 L'orange univers des a pour
 pom girls.
 0.10 **Six minutes d'informa-
 tions**.
 0.15 **Les privées de la nuit**.
 Peter Gun : Mister Lucky.
 2.00 **Rediffusions**.

LA SEPT

14.30 **Cours d'Italien** (18).
 15.00 **Téléfilm** :
 Mémoires d'un fleuve
 (2^e partie). De Keith Elph.
 16.15 **Court métrage** :
 Le Paris
 des photographes.
 16.30 **Documentaire** :
 Les instruments de
 musique et leur
 histoire (4).
 De Gerhard Vogel, Rainer
 Aust et Michael Kroy.
 17.00 **Documentaire** :
 Musée d'Orsay (6).
 De Pierre Dumayet.
 18.00 **Opéra** : Emmanj.
 De Giuseppe Verdi.
 20.30 **Vidéo-danse** :
 L'ascende
 de San Clemente
 et la Vierge Marie.
 De Marc Guérin, sur une ché-
 rographie de Jean Gaudin.
 21.00 **Téléfilm** :
 Lorica, mort d'un poète
 (1^{re} partie). D'Yvan Antonio
 Bardom.
 22.45 **Documentaire** :
 Quietos Ya !
 De Guillermo Torres.
 23.00 **Documentaire** :
 Le temps
 des cathédrales (1).

FRANCE-CULTURE

20.30 **Atelier de création radio-
 phonique**. Ne se retourne
 pas la tête, Géronimo
 et dernière loi.
 22.35 **Musique** : Le concert.
 Le Trio Haze Greenfield.
 0.05 **Clair de nuit**.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné la 11 juin
 au Châtelet) : sur Erdos
 op. 13, de Schoenberg ;
 Erdős auf leichten Kähnen
 op. 2, de Webern ; Cum-
 mings ist der Dichter, de
 Boulez ; Erdős auf leichten
 Kähnen op. 2 (version chœur
 et instruments), de Webern ;
 Meridian, de Birtwistle ;
 Noces, de Stravinsky, par
 l'ensemble Inter Contempor-
 ain, dir. Pierre Boulez ; Sol ;
 Lomé Anderson, soprano,
 Hélène Jossaud, mezzo-so-
 prano, Marie Kobayashi, mae-
 zo-soprano, Ian Caley, ténor,
 Stephen Roberts, basse,
 Jens McManis, cor, Pierre
 Strauch, violoncelle.
 23.05 **Climats**. Musiques tradition-
 nelles.
 Inmet (Kha, Sitar et Surbaner
 Inde du Nord)
 0.30 **Archives dans la nuit**.
 Leonid Kogan, violon.

Audience TV du 28 juin 1990 (BAROMÈTRE de l'Écran / SOFRES/NIELSEN)

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	43,5	Santa Barbara	Pub	Act. rég.	Nulle part	Ritinin	Cathy et Alfre
19 h 45	46,9	Roue fortune	Dessinez	19-20 info	Nulle part	Bande ann.	Dis donc pépé
20 h 16	56,2	Journal	Journal	Le classe	Nulle part	Journal	M-est servi
20 h 55	60,4	Météo	Envoyé spécial	Cage...	Come...	Héros...	Prisonniers...
22 h 06	53,4	Génération...	Dupont Lajoie	Cage...	Après...	Pub	Assassin...
22 h 44	38,8	Génération...	Dupont Lajoie	Bar extracte	Après...	Filos à Mami	Assassin...

Le rapport annuel de la Cour des comptes

Les opérations de nationalisation et de privatisation se révèlent peu profitables pour l'Etat

Un prix politique

Il faut féliciter la Cour des comptes de s'être livrée à ce formidable travail qu'a représenté le dépouillement des comptes résultant du vote et de l'adoption en 1982, 1986 et 1988 des lois de nationalisation et de privatisation. Les données qu'elle a recueillies seront très utiles.

Il n'est pas scandaleux non plus de la voir critiquer dans le détail les procédures de privatisation — même si l'exercice a déjà été fait, — puisque cette opération a porté sur des milliards de francs appartenant aux contribuables. M. Balladur a tort de ne voir dans cette démarche qu'une « malveillance ». Il a en revanche raison de réclamer une enquête sur le pendant des privatisations : les nationalisations. Si le rapport de la Cour montre en effet que l'Etat aurait pu vendre ses entreprises plus cher, et parfois nettement plus cher comme dans le cas de la CGE, il laisse entrevoir aussi que plusieurs firmes ont été payées trop cher par l'Etat en 1982 (Matra, par exemple).

La question qu'on peut se poser est celle de la valeur du « bilan financier » des deux opérations qui nous est présentée. Analyser l'aller et retour des nationalisations et des privatisations en termes de placement financier est fût-il, reconnaît bien volontiers le rapporteur. Aucune de ces deux opérations n'avait comme objectif de remplir les caisses de l'Etat : elles ont été décidées pour des raisons plus vastes. En outre, les hypothèses et les choix faits pour les calculs sont réducteurs. Le résultat est donc à considérer avec prudence. Il vaut ce qu'il vaut : une indication sur la difficulté pour l'Etat d'opérer des aller et retour rentables.

Pour l'anecdote, les analyses de la Cour des comptes devraient faire réfléchir les socialistes qui veulent aujourd'hui nationaliser Framatome. Sur le fond, c'est toute la théorie des nationalisations « fers de lance de l'industrie » qui est ébranlée. Selon cette théorie, l'Etat nationalise parce qu'il est un actionnaire « qui voit plus loin » que le capitaliste privé. Son rôle consiste à sauver des firmes autrement condamnées pour les revendre avec profit une fois qu'elles sont redressées. Les socialistes ne font rien d'autre qu'appliquer cette théorie depuis deux ans en privatisant partiellement. La Cour des comptes nous dit que la condition de réussite de ce difficile capitalisme d'Etat est que l'achat et la revente soient faits au plus juste prix. Or, lors de ces opérations politiques, le prix n'est jamais l'essentiel.

E.L.B.

Le rapport annuel de la Cour des comptes a été transmis le 28 juin au président de la République et au Parlement par le premier président de la juridiction, M. André Chénedegge. La Cour relève à son habitude de nombreuses anomalies dans la gestion de l'Etat, des collectivités locales et des organismes publics. Elle se livre aussi à une analyse précise des grandes politiques publiques et dresse en particulier un bilan financier des opérations de nationalisation et de privatisation décidées en 1982, 1986 et 1988.

Analysant l'aller et retour des nationalisations et des privatisations en termes de placement financier est fût-il, reconnaît bien volontiers le rapporteur. Aucune de ces deux opérations n'avait comme objectif de rapporter de l'argent à l'Etat : elles ont été décidées pour des raisons plus vastes qui mélangent la politique, l'économie et le social.

Le calcul du bilan financier des opérations de nationalisation et de privatisation n'est pas simple car il faut faire une série d'hypothèses et de choix contestables. Il est aussi partiel car l'analyse ne peut porter que sur les firmes qui sont entrées dans le secteur public en 1982 et qui en sont sorties entre 1986 et 1988. Ni celles qui sont encore nationalisées (comme Rhône-Poulenc, dont la valeur a considérablement augmenté) ni celles qui étaient déjà nationalisées en 1982 et qui ont été privatisées (comme Havas ou TFI) ne peuvent être considérées (1).

Cela étant, le résultat en francs constants est le suivant : la nationalisation et les dépenses publiques ultérieures (dotation en capital) des firmes examinées ont représenté 41,4 milliards de francs, et leur privatisation a rapporté 36,1 milliards. Gain : 14,7 milliards, soit une « rentabilité » de 13,1 %. Comme les nationalisations avaient été payées par emprunt (des obligations) coûtant 12,5 %, la différence est positive de 0,6 %, c'est-à-dire de très peu.

Le rapport précise ensuite que la

rentabilité a été meilleure dans les banques que dans l'industrie. Les banques BIMP, BTP, Société générale, les groupes Suez et Paribas ont constitué un placement « profitable », tandis que ce ne fut pas le cas pour le Crédit commercial de France, la Compagnie générale d'électricité, Saint-Gobain, Matra, et encore moins pour la CGCT (téléphone), qui a coûté 3 milliards de francs et qui a dû être fermée.

La seconde partie du rapport, plus traditionnelle, examine la « régularité » des opérations de privatisation. La Cour relève à ce propos une série d'anomalies assez longues mais où l'on ne note pas vraiment de nouveauté. Certaines opérations de titres de compagnies d'assurances destinées à réguler les cours en Bourse n'ont pas été soumises aux procédures légales ; la société SFPI qui regroupait des participations dans plusieurs sociétés nationalisées a été dissoute de façon anormale (le rapport de la Cour de 1989 l'avait déjà souligné) ; les constitutions des nouveaux fonds n'ont pas été faites après enchères, ce qui représente un manque à gagner pour l'Etat ; la re-

structuration du bilan de certaines firmes, opérée conjointement à leur privatisation (cas de la CGE et du CCF), a entraîné des recettes « faibles » pour l'Etat ; le Crédit agricole a été coté pour une valeur inférieure à l'estimation de l'administration et de la banque conseil ; les frais bancaires et commissions d'intermédiaires ont été mal contrôlés et « insuffisamment justifiés » ; enfin, les réductions de prix accordées aux salariés des firmes ont été « maximales ».

Réplique de M. Balladur

Ces « diverses anomalies formelles », conclut la Cour, auraient pu être évitées — entendez les recettes auraient pu être meilleures — si le gouvernement avait contrôlé autrement qu'« empiriquement » le processus.

Se sentant attaqué, M. Balladur a réagi au cours d'une conférence de presse. Il s'étonne que le ministre des finances n'ait pas cru bon de répondre, comme c'est l'usage, pour défendre son administration. Il s'ex-

plique mal « cette obstination » mise à enquêter sur les privatisations alors que la Cour n'a jamais fait de même avec les nationalisations. En sus de cette critique de forme, l'ancien ministre estime que le calcul de rentabilité est faux. Il aurait fallu en effet ajouter aux recettes des privatisations le gain réalisé grâce au désendossement de l'Etat qu'elles ont permis, soit 15 milliards de francs, selon M. Balladur. « Les privatisations se sont déroulées de la façon que je crois être la plus honnête pour les épargnants, a-t-il conclu, ces enquêtes sont de la malveillance personnelle. » La Cour, quant à elle, estime avoir respecté une stricte neutralité et renvoie sur M. Bérégovoy pour l'absence de réponse du ministre dans le rapport.

ERIC LE BOUCHER

Lire nos autres informations page 24.

(1) Les firmes finalement prises en compte sont Suez, Paribas, le CCF, les banques BTF et BIMP, la Société générale pour la part nationalisée en 1982, la CGE, Saint-Gobain, Matra et la CGCT.

Les premiers résultats du recensement

58,4 millions de Français

Suite de la première page

Le recensement de 1982 montre que les villes-centres ne se développaient plus et que les banlieues proches étaient saturées. Mais la population augmentait dans les communes périphériques semi-rurales, où des citadins cherchaient un peu d'air — et des logements moins coûteux. Elle baissait toujours dans de vastes zones éloignées de toute agglomération.

Le recensement 1990 confirme ce phénomène. Les communes rurales isolées stagnent, tandis que celles situées à la périphérie des grandes agglomérations urbaines continuent à se développer, au rythme de 1,3 % par an : ces dernières ont bénéficié de 40 % du gain de population constaté depuis

1982. De leur côté, les agglomérations urbaines de plus de 200 000 habitants ont repris une croissance modérée (+0,4 % par an), de même que celles de moins de 20 000 (+0,5 %). Résultat : « De véritables constellations de pôles urbains et de communes rurales associées couvrent une part toujours plus vaste du pays et commandent très largement l'évolution de la population départementale ou régionale », écrivent MM. Pierre-Alain Audirac et Jean-Paul Faur.

Ainsi, alors que Paris intra-muros perd encore 30 000 habitants, la petite couronne en regagne 85 000 et le reste de la région parisienne progresse de 321 000 habitants, contre 390 000 entre 1975 et 1982. L'influence de l'agglomération parisienne se fait

Accroissement annuel de la population (en pourcentage de 1962 à 1990)

	1962-1968	1968-1975	1975-1982	1982-1990
Langues-Roussillon	1,57	0,69	1,05	1,14
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,67	1,58	1,08	0,90
Rhône-Alpes	1,62	1,12	0,69	0,79
Île-de-France	1,48	0,93	1,28	0,70
Aquitaine	1,04	0,52	0,58	0,63
Haute-Normandie	1,16	0,92	0,52	0,60
Centre	1,15	1,13	0,72	0,57
Midi-Pyrénées	0,98	1,54	0,52	0,54
Pays de la Loire	0,80	0,99	0,82	0,53
Picardie	1,07	0,89	0,51	0,49
Alsace	1,16	1,02	0,65	0,44
Bretagne	0,49	0,72	0,60	0,39
Basse-Normandie	0,71	0,52	0,43	0,36
Poitou-Charentes	0,34	0,43	0,37	0,21
Franche-Comté	1,12	0,95	0,52	0,45
Bourgogne	0,72	0,64	0,23	0,10
Nord-Pas-de-Calais	0,70	0,36	0,07	0,09
Champagne-Ardenne	0,99	0,63	0,10	0,00
Lorraine	0,60	0,30	0,07	-0,09
Auvergne	0,30	0,20	0,02	-0,14
Limousin	0,05	0,05	-0,03	-0,23

Aujourd'hui, cette langueur touche aussi la Haute-Marne à l'est, l'Orne ou les Côtes d'Armor à l'ouest. Les régions peu denses se voient encore plus, formant « deux vastes zones de basse pression démographique » en France. Limousin et Auvergne, plus la Saône-et-Loire, la Nièvre, le Cher et l'Indre sur leur flanc nord, la Lozère, l'Aveyron et le Lot sur leur flanc sud, forment le premier créneau, au centre du pays. Les Ardennes, la Meuse, la Haute-Marne, la Meurthe-et-Moselle, les Vosges constituent le second, au nord-est. On y retrouve à la fois des départements agricoles traditionnels, pas forcément appauvris (l'Indre, par exemple, s'est modernisée), et des zones de vieille industrie touchées par la crise.

Globalement, la tendance à la concentration régionale du peuplement s'est renforcée. C'est en Languedoc-Roussillon (avec 1,14 % par an, essentiellement sur le littoral), Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes, Île-de-France, Aquitaine et Haute-Normandie que la population a augmenté le plus et le plus rapidement (voir tableau). Celles-ci, où figurent les trois régions françaises les plus peuplées, étaient déjà en phase de croissance ; elles ont presque toutes bénéficié d'un coup d'accélérateur depuis 1982. A l'inverse, Bourgogne, Nord-Pas-de-Calais, Champagne-Ardenne, Lorraine et Limousin ont enregistré un nouveau ralentissement ou une baisse accélérée de leur population, par suite de la crise ou d'une évolution ancienne.

La surprise vient plutôt du « Grand Ouest » (Bretagne, Pays-de-la-Loire, Poitou-Charentes et Basse-Normandie) : tous les départements y ont vu leur croissance démographique se ralentir. Ce freinage, déjà entamé entre 1975 et 1982, s'est accentué. Les migrations intérieures dues à l'emploi et à l'héliotropisme des Français ont compensé l'évolution « naturelle » de la population, caractérisée depuis des décennies par une fécondité plus forte dans l'Ouest, le Nord et l'Est, fournissant une réserve de main d'œuvre à l'agglomération parisienne.

Mais, en l'état actuel, on ne connaît pas les échanges avec l'étranger. M. Millereu a souligné que les 400 000 habitants s'ajoutant à l'« excédent naturel » pouvaient provenir d'un meilleur comptage (4 personnes par agent recensé suffisent).

GUY HERZLICH

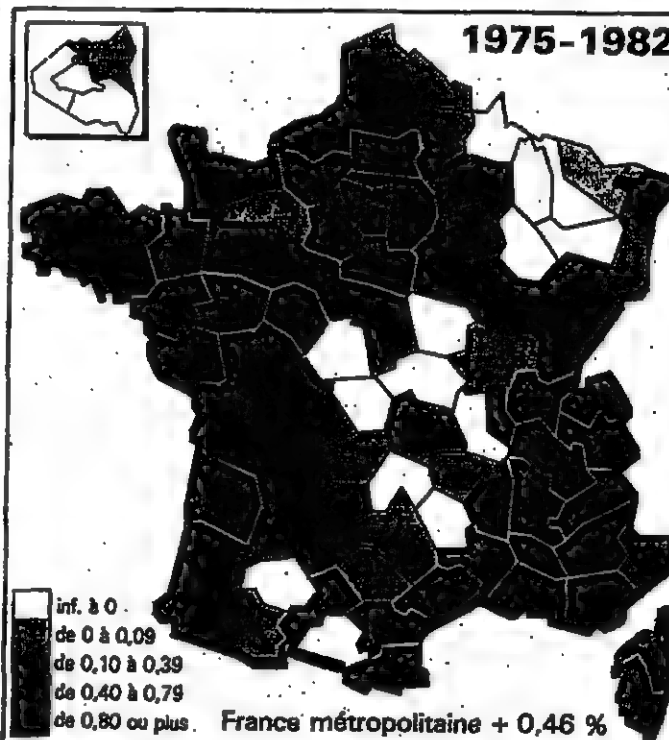
(2) Coïncides dans leurs limites administratives, les autres villes de plus de 200 000 habitants sont restées presque au même niveau : Lyon (414 000 habitants) a gagné 1 000 habitants, Toulouse (339 000) et Nice (337 000), onze mille chacune, Strasbourg, 3 000, Nantes, 4 000, Bordeaux, 2 000 ; Rennes s'est maintenue de justesse au-dessus de la barre.

Des contrastes entre les régions

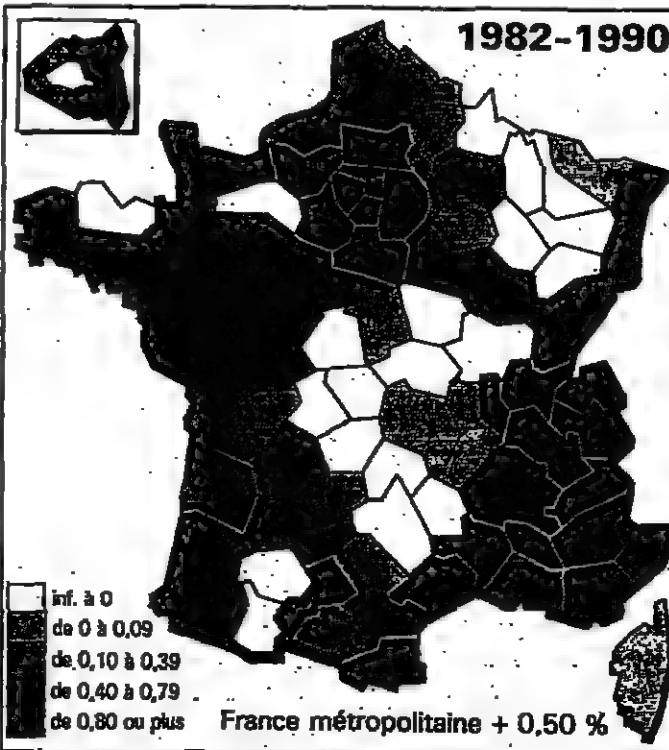
Le contraste s'accroît entre, d'un côté, l'Île-de-France, Rhône-Alpes, les bords de la Méditerranée, les régions bordelaise et toulousaine, qui attirent de plus en plus d'habitants, et, de l'autre, les départements du centre de la

France, la Lorraine et la Champagne, souvent peu peuplés (14 des 20 départements concernés comptaient en 1982 moins de 50 habitants au kilomètre carré), qui stagnent ou se vident.

Variation annuelle de la population en pourcentage



Source : Recensements de la population, INSEE.



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Rémy & Associés

Rémy & Associés, un des leaders mondiaux dans la production et la distribution de vins et spiritueux est passé du second marché de la Bourse de Paris au premier, le 22 juin 1990.

Rémy & Associés rejoint les grandes valeurs de la cote et marque ainsi sa volonté de renforcer la notoriété de son titre auprès des investisseurs et de continuer à internationaliser son capital.

Le même nombre d'actions restera à la disposition du public, soit 33,05 % du capital. Les négociations s'effectueront par quotas de 25 actions ou multiples.

Une fois terminée l'opération, l'action Remy & Associés s'est bien comportée avec une progression de 22 %, malgré les fluctuations sur les taux d'intérêt et sur le marché des changes.

A la clôture de l'exercice 1989/1990, l'action Remy & Associés a atteint un plus haut niveau de 395 F.

Avec une capitalisation boursière estimée à 3 418 MF, fin avril, et un volume de transactions quotidiennes de 4,3 MF, Remy & Associés a été une des valeurs les plus actives du second marché.

En 1989, un dividende net, bon avoir fiscal, de 3 F par action a été distribué. En 1990, le bénéfice par action devrait progresser de plus de 30 %.

Rapportons que Remy & Associés est coté depuis juillet 1989 à la Bourse de Francfort.

La note d'information est disponible au siège administratif de Remy & Associés, 20, rue de la Société-Vinicole, 16100 Cognac. Tél. : (01) 45-35-16-16.

45/100 150



SOLIDITÉ, GRAND POTENTIEL ET FLUX D'OPPORTUNITÉS

Extraits de l'exposé du Président Guy Dejouany à l'Assemblée Générale des Actionnaires

L'Assemblée Générale Mixte réunie le mardi 26 juin 1990 sous la présidence de Monsieur Guy Dejouany a approuvé les comptes de l'exercice 1989. Dans son allocution, Monsieur Dejouany a notamment souligné :

LA DÉCENNIE DU GRAND BOND EN AVANT

L'année 1989 a été la dernière d'une décennie qui fut particulièrement riche en événements et en développement pour notre Groupe. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : avec une inflation globale de 75 %, notre chiffre d'affaires est sept fois et demie celui de 1980 (35 fois pour l'étranger !) : la situation nette six fois et demie ; la MBA a progressé de près de huit fois ; les investissements de 16 fois ; et n'oublions pas de le citer : la distribution de dividende est sept fois et demie plus importante. Après la renaissance des années 1950, après la progression continue des années 1960, époque des premières ouvertures nouvelles (naissance pour nous des métiers de l'énergie), après la période de transition et de préparation qui ont représenté les années 1970 avec l'approche d'un peu hésitant de nouveaux métiers (la propriété et les métiers de la grande entreprise, le béton, l'électricité), les années 1980 ont été (surtout dans leur seconde moitié) celles de la grande maturité des métiers de services et de l'affirmation de leur rôle, et celles du foisonnement-développement d'activités nouvelles. Au total donc, une décennie de "grand bond en avant".

Quant à l'année 1989, elle-même, qui tient une belle place dans un tel ensemble, elle a été, une fois encore, une année de fort développement et de forte croissance des résultats. Développement de l'activité dans un périmètre qui englobe aujourd'hui plus de 1 200 sociétés consolidées, avec une belle augmentation du chiffre d'affaires annuel qui approche les 100 milliards de francs. Dans cette croissance de l'année 1989, sont particulièrement à l'honneur : l'eau et les travaux hydrauliques (+ 13,3 % ensemble), la propriété, l'électricité et également l'aménagement urbain, tandis que le BTP, avec 35 milliards de francs, représente toujours 35 % de l'ensemble. Le chiffre d'affaires réalisé à l'étranger est maintenant de 22 milliards (soit 22,3 % de notre chiffre d'affaires global) et a progressé d'un tiers en 1989 ; en Europe, nous avons pesé 11 milliards et demi de francs en 1989. Satisfaction aussi, de la progression homogène de la quasi totalité de nos champs d'intervention.

- Belle augmentation des résultats, due à la plupart de nos sociétés, avec une mention spéciale pour les trois principaux métiers de l'environnement (eau, énergie, propriété) avec aussi la bonne performance du BTP.

- Niveau tout à fait excellent de notre MBA à 7 787 millions de francs (en progression de 82,7 % en deux ans), qui n'entregistre pourtant qu'assez peu de choses (155 millions de francs de dividendes) au titre du Groupe, très prospère, des sociétés que nous consolidons en équivalence (Canal Plus, Electrafina, Cofiroute, Fougereille, Decaux etc.).

- Ces 7 800 millions de francs de MBA que la Bourse ne capitalise qu'avec un coefficient à peine supérieur à six, nous placent dans le groupe de tête des grandes entreprises françaises. Et, je souligne la très belle augmentation de notre distribution de dividendes (640,9 millions de francs en augmentation de 47,9 %) et notre bon rendement sur fonds propres (près de 16 %).

1990 : 107 MILLIARDS DE CHIFFRE D'AFFAIRES

Dans sa configuration actuelle, à laquelle la seconde moitié de l'année 1990 ne semble pas devoir apporter de modifications importantes, notre Groupe devrait réaliser un chiffre d'affaires consolidé voisin de 107 milliards de francs. L'activité à l'étranger représenterait un peu plus de 25 milliards de francs.

Résultat, plus de 2 milliards de francs

Pour ce qui concerne les résultats, c'est un coefficient moyen d'augmentation de 30 % par an qui a accompagné notre croissance au cours des quatre ou cinq dernières années, et qui nous a placés dans le domaine des très grands chiffres. Notre objectif est, pour la période 1990 - 1992, de maintenir une bonne progression annuelle de ce résultat ; une progression aussi bonne que possible, de l'ordre de 300 millions de francs par an. Ma prévision pour 1990 est que (franchissant pour la première fois la barre des 2 milliards de francs) nous atteindrions un niveau voisin de 2 100 millions de francs ; notre espoir très ferme est de dépasser ce montant.

De leur côté, nos possibilités d'autofinancement pourraient connaître un accroissement du même ordre de grandeur, franchissant ainsi nettement le niveau de 8 milliards de francs ; aux cours de Bourse actuels, la Compagnie ne capitalise actuellement que six fois cette MBA (au montant de laquelle ne concourent que par leurs dividendes, 155 millions de francs, nos participations "en équivalence" dont la valeur est, selon moi, de l'ordre de 10 milliards de francs).

Cette MBA ne pourra, cette année encore, qu'apporter une contribution partielle au financement de nos investissements, dont

le niveau reste important. Les investissements industriels sont fortement poussés par les besoins de notre métier de base (Montpellier, Toulon, Toulouse, Lorient, et bientôt Saragosse) ; et par ceux de l'énergie, de l'équipement urbain, de la communication ; ils seront encore importants, sans atteindre probablement leur niveau exceptionnel (9,2 milliards de francs) de 1989. De leur côté, les investissements financiers devaient se maintenir à un montant voisin de celui réalisé l'an dernier. Depuis le début de l'année, nous avons eu effet réalisé d'importantes prises de contrôle ou de participations à l'étranger (AMI-UK, AWT), et initié plusieurs opérations en France, je prévois donc un maintien ou une légère augmentation du niveau de ces investissements financiers.

Période hors du commun

C'est donc un total de l'ordre de 15 à 17 milliards de francs, voisin de celui de 1989, que nous avons à financer cette année. Pour la troisième année consécutive, le volume de nos investissements serait, en ordre de grandeur, le double de notre autofinancement. Nous vivons en effet une période qui est véritablement "hors du commun". C'est maintenant que l'ouverture internationale nous impose de faire valoir l'avance dont nous disposons en matière de gestion de services collectifs : c'est maintenant qu'elle nous demande, et particulièrement en Europe, de mettre en avant notre valeur ajoutée technique.

Le maintien de ce rythme élevé d'investissements et la nécessité de faire face à d'éventuelles opportunités complémentaires ou nouvelles, nous conduisent à envisager une nouvelle augmentation de nos fonds propres. Il s'agit d'une émission d'obligations convertibles avec bons de souscription d'actions. L'émission est prévue pour un montant d'un peu plus de quatre milliards de francs, avec une tranche internationale. À la régularité et à la garantie du revenu offertes par les obligations s'ajouteraient le double effet de levier de leur convertibilité et de l'exercice ultérieur des bons ; les souscripteurs se trouveront ainsi étroitement associés à la progression de résultats qui est attendue de nos investissements.

MARCHÉS PORTEURS

À MOYEN ET LONG TERME

Je voudrais "situer" les années actuelles dans notre politique générale, en rappelant les raisons qui rendent nos marchés particulièrement porteurs à moyen et long terme : ces raisons sont, notamment, le poids lourdement croissant des préoccupations relatives à l'environnement, la recherche d'une meilleure efficacité économique et sociale dans la gestion des services publics et collectifs, les nécessités d'une meilleure organisation de la vie urbaine, de la vie quotidienne et, l'attente particulière du public en matière de santé et de communication.

Eau, enjeu majeur du XXI^{ème} siècle

Le développement de la Compagnie s'est fait depuis longtemps de manière continue et méthodique à partir de cette activité de base qu'est la distribution d'eau. Ce domaine de l'eau conserve son rôle moteur particulier et structurant dans le développement du Groupe. D'abord parce que, même en France, le marché est loin d'être saturé et l'assainissement offre d'énormes possibilités. Ensuite parce que, dans une Europe dont l'ouverture des marchés a de grands effets d'animation, d'élévation des normes de qualité, de relance des investissements, la France a une position de pointe.

Énergie, un grand avenir

Effet d'entraînement aussi, par rapport à nos autres métiers de "l'environnement". Dans le secteur des déchets, nous disposons d'une gamme complète d'activités et de bonnes implantations à l'étranger. Cet univers évolue lui aussi rapidement et nos protagonistes ont la dimension internationale.

Dans le domaine de l'énergie, beaucoup de changements sont en cours, compte tenu de l'incidence des futures règles européennes, de l'imbrication des techniques liées à la mise en œuvre d'énergies de diverses natures, des nouveaux besoins "à l'état brut" dans certains pays notamment dans les pays de l'Est, de la transformation des structures dans d'autres pays.

Environnement, l'évolution devient révolution

Dans ces autres marchés de l'environnement, qui tendent à ne faire qu'un avec les métiers de l'eau, nous retrouvons par effet de taille individuelle et aussi de dimension grande et croissante du marché mondial, notre double situation de maturité et de larges possibilités nouvelles. Dans ce domaine de l'environnement, l'évolution devient révolution. Le problème a été longtemps, particulièrement pour l'eau, d'affronter des pollutions isolées et concentrées. Il est maintenant de vaincre des pollutions diffuses et qui s'interpénètrent, celles de l'eau, de l'air, et du sol. Il faut désormais intégrer l'ensemble de ces problèmes pour être efficace. Il faut une ingénierie globale. Tel est le sens de nos interventions

récentes, notamment dans AWT et dans Krüger. Ce double caractère des métiers directs de l'environnement, on le retrouve dans beaucoup d'autres de nos activités qui restent très évolutives bien que déjà à maturité (transports, promotion immobilière, BTP, Canal Plus) ou à maturité assez prochaine (santé, radiodépendance, images).

Seul un petit nombre de métiers va rester à rentabilité non immédiate. Ce sont les métiers à infrastructure lourde, ou à développement continu des investissements, parmi lesquels :

- certaines opérations d'aménagement urbain,
- le stationnement, où nous engageons un effort très volontariste,
- la création éventuelle de nouvelles infrastructures de communication,
- etc.

Télévision par câble, confiance

Le seul de nos métiers à évolution lente est la câblodistribution (il y a là, à la fois, création de produit, création de réseaux de transports lourds et création de réseaux commerciaux). Ce métier est très porteur à terme, appuyé sur des réseaux dont l'usage s'impose peu à peu, compte tenu de l'irréductible encombrement hertzien et qui offre de très larges possibilités d'acheminement d'images et d'informations. Nous avons confiance pour toutes ces raisons et parce que nous savons que la route sera longue. Tout ceci implique d'abord, il faut que les pouvoirs publics et le CSA en prennent conscience, une stabilité prolongée du paysage audiovisuel.

SGE, l'un des majors européens

Dans le domaine du BTP, les 24 mois écoulés depuis la prise de contrôle de la SGE ont été bien utilisés. Bonne utilisation de l'effet de taille car la SGE est l'un des majors européens avec un chiffre d'affaires global qui sera voisin cette année de 38 milliards de francs, mais aussi avec des implantations fortes à l'échelle européenne et un début d'activité dans les pays de l'Est, une position importante dans tous les métiers de la route et dans ceux du second œuvre, les débuts d'une bonne approche de l'imbrication avec les activités de services du Groupe.

Quel est l'avenir au-delà des quelques trimestres qui sont devant nous ? Les métiers de l'environnement sont appelés à d'immenses développements et cela au plan international. "L'eau, enjeu majeur du XXI^{ème} siècle", "la solution des problèmes de l'environnement, condition de base du progrès économique de demain", "l'environnement gisement du futur". Telle est la toile de fond.

Les services sont devenus une véritable industrie

S'il fallait s'émouvoir de deux ou trois idées pour bien "cadrer" cet avenir et le rôle que nous pouvons y jouer, nous vous dirions : - que la décennie nouvelle va être celle de l'intégration des préoccupations de l'environnement dans le tissu économique (urbain, industriel, et même agricole) ; nous sommes un élément d'une telle intégration ;

- que nos divers métiers apparaissent de plus en plus comme liés et s'enchaînant les uns aux autres, les problèmes de l'environnement rejoignant ceux du génie urbain ;

- que les services sont devenus une véritable industrie (l'une des industries principales du siècle prochain), et qu'un certain nombre de nouveaux services (services urbains surtout) sont en train de se créer ou restent à créer.

Nous sommes bien préparés, je crois, à cet avenir, qui serait ainsi un avenir d'intégration de métiers cohérents.

FRANCE, PAYS DE COMPÉTITIONS ET DE STIMULATIONS

Dans ce paysage grand ouvert, quelles vont être nos limites ?

- Celles du bon sens d'abord ; on ne peut pas tout faire, et plus que jamais notre règle doit être celle du choix, de la sélection.

- La limite la plus importante peut se trouver du côté de ce qui a fait jusqu'à présent notre principale richesse, c'est-à-dire les hommes. Nous ne pouvons nous développer qu'avec le renouvellement de ce fonds et l'apport de talents nouveaux, pour la préservation de notre culture d'entreprise : sens du service, rigueur de la gestion.

- Au-delà, il y a le problème de ce que j'appellerais les "anticorps". Mes propos d'il y a dix ans n'étaient que très moyennement optimistes ; on sait ce qu'il en est pour vous les années 80. Malgré les larges espérances actuelles, il n'est pas impossible d'imaginer qu'à coup de règlementation, d'alignement administratif, de "conseils au pèlerin", les effets du savoir-faire ou tout simplement du savoir et de l'expérience pourraient se trouver un peu contrariés ou amoindris.

A vrai dire je ne le crois pas, car la France, berceau de notre action, est le pays où il y a le plus de compétitions et de stimulations.

Rendez-vous dans dix ans, donc, pour savoir.

croissance des po

les Douze sur la libération

chirurgiste privé italien

Bel Allant et Téléphone

le téléphone 87

السلامة

الجزيرة

ÉCONOMIE

CONJONCTURE

Selon l'OCDE

La croissance des pays riches va continuer

Dans ses Perspectives économiques semestrielles publiées vendredi 29 juin, l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) dessine un panorama relativement optimiste de l'économie des pays riches d'ici à la fin 1991. Elle est nettement moins optimiste pour les pays de l'Est - en dehors du cas de la RDA - auxquels elle consacre pour la première fois un chapitre.

L'Allemagne, théâtre de l'événement économique le plus important de l'année - l'union économique, monétaire et sociale avec la RDA - devrait connaître cette année une croissance comparable aux 4 % de 1989, avant de revenir à un taux de 3,4 %. La demande intérieure restera le moteur de l'expansion en RFA, l'OCDE prévoyant une amélioration de l'emploi, de l'investissement, du commerce extérieur et même des prix (3 % de hausse en 1990, 3,4 % en 1991). Au château de La

Muette, malgré des précautions de langage sur les « incertitudes » de la situation allemande, on fait le pari que l'Allemagne saura gérer la transition sans coup férir.

Louanges à l'égard de la France

L'OCDE est tout aussi louangeuse à l'égard de la France, pour laquelle elle prévoit une croissance de 3 % pour l'année en cours et, la suivante, en très léger retrait par rapport à 1989 (3,75 %), avec une inflation inférieure à celle de l'Allemagne en 1991. Un investissement toujours fort de la part d'entreprises dont le taux de marge pourrait reprendre sa progression augure bien de l'avenir en ce qui concerne le problème le plus aigu de l'économie française - et pour lequel l'OCDE ne propose pas d'explication, celui du chômage. Celui-ci se réduirait légèrement, de 9,5 % actuellement à 9,2 % en fin

de période. Le dynamisme du Japon et de la plupart des économies OCDE d'Europe continentale (de l'Espagne à la Belgique, de la Finlande à l'Autriche) contraste singulièrement avec l'atonie qu'on constate aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Canada.

Les États-Unis, qui ont tiré la croissance du monde entier au milieu de la décennie 80, se maintiendra, selon l'OCDE, sur un rythme de croissance inférieur à son potentiel en 1990 et 1991 (2,3 % et 2,5 % respectivement). L'inflation restera relativement haute, mais stabilisée, aux environs de 4,5 %. L'assainissement budgétaire tardera à se concrétiser, et le déficit pourrait rester de l'ordre de 135 milliards de dollars (2,5 % du PNB). En revanche, les services, la demande d'investissement encore forte et les secteurs exportateurs pourraient garantir une stabilité du chômage autour du niveau actuel de 5,3 %.

TRANSPORTS

Après la décision de la Cour de justice européenne

Bonn maintient sa taxe sur les camions des pays non membres de la CEE

La Cour européenne de justice, saisie en urgence par la Commission de Bruxelles, a demandé jeudi 28 juin au gouvernement de Bonn de suspendre l'application, prévue au 1^{er} juillet, de la taxe sur les camions circulant sur les routes d'Allemagne (nos dernières éditions du 29 juin). A Paris, la Fédération nationale des transports routiers a demandé aux camionneurs français d'annuler le blocage des frontières prévu les 1^{er} et 2^e juillet, d'autant que le premier ministre a annoncé à ses dirigeants que la déductibilité de la TVA sur le gazole serait appliquée à 95 % dès le 1^{er} janvier 1991 et en totalité au 1^{er} juillet suivant.

BONN

de notre correspondant

Commentant la décision de la Cour européenne, M. Wilhelm Knittel, secrétaire d'Etat aux transports, a déclaré devant la presse étrangère que la taxe sur les camions allait entrer en vigueur comme prévu le 1^{er} juillet, et que seuls en seraient exemptés, jusqu'à une décision sur le fond, les véhicules immatriculés dans les pays de la CEE, « qui ne constituent pas la majorité des véhicules transitant par l'Allemagne ». M. Knittel espère qu'à la prochaine audience consacrée à ce problème à la Cour de Luxembourg, le 6 juillet, la RFA obtiendra raison, en attendant un jugement définitif sur le fond de l'affaire, dans un délai de six à douze mois.

Dans une note adressée le 22 juin à la Commission des Communautés européennes, le gouvernement fédéral affirme que « si la Commission s'oppose à la taxe allemande sur l'utilisation de l'infrastructure routière, elle devra également poursuivre des mesures comparables prises dans d'autres pays membres et, si besoin est, jusqu'à la Cour de justice des Communautés. Le gouvernement fédéral se réserve le droit d'engager des mesures adéquates dans cette direction ».

Pour M. Knittel, cette taxe, qui devrait rapporter 1,2 milliard de deutschmarks, dont 250 millions versés par les transporteurs étrangers, vise à accélérer l'harmonisation des conditions de concurrence dans le domaine des taxes et des impôts spécifiques frappant les transports.

LUC ROSENZWEIG

INDUSTRIE

L'Europe des réseaux avance

Accord des Douze sur la libéralisation des marchés des terminaux de télécommunication

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Les ministres des Télécommunications des Douze ont abouti, jeudi 28 juin, à un accord sur la libéralisation des marchés d'équipement de terminaux (téléphone, télécopie) évalués à cinquante milliards de francs, dans la Communauté européenne. La nouvelle directive communautaire devrait entrer en vigueur à la mi-1992.

La difficulté, pour le conseil de la Communauté, a été de définir le champ d'application de la future législation, c'est-à-dire d'identifier les équipements destinés à priori à utiliser les réseaux publics. La discussion, désormais classique, entre les pays libéraux (RFA, Royaume-Uni, Pays-Bas, Danemark) et ceux qui souhaitent garder le contrôle sur les matériels commercialisés dans leur pays (France, Belgique,

Italie, Espagne) a donné finalement quelques satisfactions à Paris. Ainsi, les terminaux utilisant la technique de la radio-fréquence (téléphone sans fil, radio-téléphone, télé-appel, etc...) seront couverts par la directive. A l'inverse, tous les équipements utilisés dans les réseaux de communication interne des entreprises ne relèveront pas de la réglementation européenne. En d'autres termes, ces fabrications n'auront pas à répondre aux exigences sur la sécurité de l'usage, ou la protection du réseau public, l'argumentation des libéraux étant de ne pas imposer aux producteurs des contraintes inutiles et onéreuses.

La France n'a toutefois pas été entendue en ce qui concerne les importations en provenance des pays tiers. Un téléphone américain agréé par le Danemark pourra donc être commercialisé dans toute la communauté.

MARCEL SCOTTO

M. Gustave Leven quitte la présidence de Perrier

M. Gustave Leven, soixante-seize ans, a déclaré vendredi qu'il ne demandait pas le renouvellement de son mandat de PDG de Perrier, numéro un mondial des boissons minérales.

« Il est venu, le temps de songer à ma succession, étant donné mon âge et la nouvelle répartition du capital », a déclaré M. Leven lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires à Vergeze, dans le Gard.

Le nom du successeur de Leven, fondateur de l'entreprise en 1946, devait être connu à l'issue de la réunion du conseil d'administration. Perrier, qui emploie 17 000 salariés, a réalisé en 1988 un bénéfice de 420 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 14,3 milliards de francs. Le groupe a décidé de provisionner 400 millions de francs cette année à la suite de l'affaire du benzène.

Statut de la régie Renault. - Les députés ont adopté en lecture définitive, jeudi 28 juin, le projet de loi relatif au statut et au capital de la régie Renault, présenté au nom du gouvernement par M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire. Ce projet permet des participations croisées de capital entre Volvo et Renault. Les députés ont rétabli le texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture. Seul le groupe socialiste a voté pour, le PC a voté contre, le RPR, l'UDF et l'UDC, qui n'étaient pas représentés dans l'hémicycle, n'ont pas participé au scrutin.

SOCIAL

Excédent de 1,2 milliard de francs pour l'AGIRC en 1989

L'Association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC) a annoncé, jeudi 28 juin, un excédent technique de 1,2 milliard de francs pour 1989 après un léger déficit (400 millions) en 1988. Ce résultat est la conséquence de l'augmentation du taux d'appel de 110 % à 113,4 % (la partie supérieure à 100 % n'ouvre pas de droit à la retraite), mais aussi de la croissance plus importante que prévu des effectifs (3,7 % contre 2,6 %) dont les cotisations ont atteint 40,9 milliards de francs. Par ailleurs, les produits financiers affectés aux réserves se sont élevés à 2,7 milliards de francs.

En 1990, une nouvelle augmentation du taux d'appel, portant celui-ci à 117 %, est programmée. En revanche, les gestionnaires de l'AGIRC ont décidé de ne pas modifier la valeur du point (2,093 francs), qui avait été revalorisé de 2,35 % le 1^{er} janvier dernier.

Le blocage du port de Calais se poursuit. - Les marins grévistes de la Société nouvelle d'armement Transmanche (SNAT) ont décidé jeudi 28 juin en assemblée générale de poursuivre le blocage du port de Calais entamé il y a dix jours.

Le sidérurgiste privé italien Falck échappe à Usinor-Sacilor

A l'issue d'un suspense soigneusement entretenu, le conseil d'administration de Falck a finalement opté, jeudi 28 juin, pour une solution cent pour cent italienne en choisissant de s'allier à Iva, son compatriote public né de la restructuration de Finsider (groupe IRI). L'alliance ainsi nouée entre Falck (une production de 1 million de tonnes en 1989) et Iva (11 millions de tonnes d'acier) - donnera naissance à un véritable « pôle sidérurgique italien », précise Falck dans son communiqué. Les modalités de cette coopération n'ont pas été précisées.

L'accord passé avec Iva devrait toutefois permettre à Falck - trop dispersé - de se désengager de ses productions subalternes (tubes non soudés et produits revêtus) pour se concentrer sur un nombre plus réduit de métiers. Le groupe Falck a réalisé en 1989 un bénéfice net de 102 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 7,5 milliards.

que italien», précise Falck dans son communiqué. Les modalités de cette coopération n'ont pas été précisées.

L'accord passé avec Iva devrait toutefois permettre à Falck - trop dispersé - de se désengager de ses productions subalternes (tubes non soudés et produits revêtus) pour se concentrer sur un nombre plus réduit de métiers. Le groupe Falck a réalisé en 1989 un bénéfice net de 102 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 7,5 milliards.

Le président argentin Carlos Menem a réalisé, jeudi 28 juin, sa première opération de privatisation importante en cédant 60 % du capital d'Entel, la compagnie argentine des téléphones, à la firme américaine Bell Atlantic associée à l'espagnole Telefonica. Ces deux sociétés ont proposé de racheter plus de 5 milliards de dollars (28 milliards de francs) de titres de créances, modalité attrayante pour le gouvernement argentin qui tente - avec peine - de réduire la dette du pays.

L'offre concurrente présentée par France Télécom allée à la compagnie italienne Stet n'a pas été retenue. Bell et Telefonica vont se partager l'exploitation des 12,9 millions de lignes d'Entel, selon un découpage géographique précisé par le décret de privatisation. La firme américaine prendra en charge le nord de l'Argentine, tandis que Telefonica se voit confier les régions méridionales du pays.

Bell Atlantic et Telefonica reprennent le téléphone argentin

Le président argentin Carlos Menem a réalisé, jeudi 28 juin, sa première opération de privatisation importante en cédant 60 % du capital d'Entel, la compagnie argentine des téléphones, à la firme américaine Bell Atlantic associée à l'espagnole Telefonica. Ces deux sociétés ont proposé de racheter plus de 5 milliards de dollars (28 milliards de francs) de titres de créances, modalité attrayante pour le gouvernement argentin qui tente - avec peine - de réduire la dette du pays.

L'offre concurrente présentée par France Télécom allée à la compagnie italienne Stet n'a pas été retenue. Bell et Telefonica vont se partager l'exploitation des 12,9 millions de lignes d'Entel, selon un découpage géographique précisé par le décret de privatisation. La firme américaine prendra en charge le nord de l'Argentine, tandis que Telefonica se voit confier les régions méridionales du pays.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

icc

IMMOBILIÈRE COMPLEXES COMMERCIAUX

L'assemblée générale réunie le 26 juin 1990, sous la présidence de M. Michel Hemar, a approuvé les comptes de l'exercice 1989, qui ont dégagé un bénéfice net de F. 49 444 531.

Elle a décidé la mise en paiement le 10 juillet d'un dividende de F. 20,50 par action, contre F. 20,00 l'année précédente.

Les autorisations usuelles accordées au conseil pour augmenter le capital et émettre des obligations convertibles en actions et des obligations à bons de souscription d'actions ont été renouvelées.

Dans sa séance qui a suivi l'assemblée générale, le conseil d'administration a nommé M. Christian Sabbe président-directeur général de la société, en remplacement de M. Michel Hemar, appelé à la présidence d'ISM SA, principal actionnaire d'ICC.

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

SERVICE DE L'URBANISME ET DU CADRE DE VIE

Mesures de sauvegarde pour la mise à l'étude du projet de voirie dénommé « RN 4, section place de l'Etoile-pont de Kehl (route du Rhin) »

Par arrêté préfectoral du 13 juin 1990 a été prise en considération, au sens de l'article L. 111-10 du code de l'urbanisme, la mise à l'étude du projet de voirie dénommé « RN 4, section place de l'Etoile-pont de Kehl (route du Rhin) » délimitée sur un plan annexé à l'arrêté.

Le texte intégral de l'arrêté et le plan peuvent être consultés par toute personne intéressée à la direction départementale de l'équipement (SRN) et à la préfecture du Bas-Rhin (bureau 135).

ISTH INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES HUMAINES

SCIENCES-PO

- Formation à l'enseignement supérieur.
- Méthodologie de la dissertation.
- Mises à niveau en langues vivantes.

ENTRÉE EN AP

- Année complète OCTOBRE à JUIN
- Sessions semestrielles - JANVIER à JUIN
- Session intensive JUILLET-AOÛT

Taux de réussite confirmés

Tel : 42.84.10.72 - 42.85.39.26

MURS, MURS

ILE-DE-FRANCE

LE GRAND PARI

HORS SERIE N° 2 JUILLET 90

EN VENTE DANS LES KIOSQUES OU EN TELEPHONANT AU 42.42.69.58

Peut-on réguler les dépenses de santé ?

Comment concilier efficacité optimale du système de santé et régulation des dépenses ? La difficile négociation de la convention médicale et la récente présentation des comptes de la Sécurité Sociale démontrent que cette question d'actualité constitue encore un redoutable casse-tête pour les pouvoirs publics et les professionnels concernés. Economistes, universitaires, directeurs d'hôpitaux, chefs de services hospitaliers confrontent leurs points de vue, proposent des analyses et des solutions.

Un dossier essentiel et concret pour mieux comprendre le système de santé et ses enjeux pour notre société.

Au sommaire du N°2 avril - juin 1990 de

La Revue Française des Affaires Sociales

Plus d'un numéro 75F Abonnement : 4 numéros trimestriels + 1 numéro hors série France 300F - SPNIP - BP 22-41333 Vincennes - Tel. 94-1934-40

Redaction : 1, place de Fomeny - 75350 Paris 07 SP - piece 1124A - Tel. 40567599

La revue est disponible ou peut être commandée chez les libraires suivants : ANGERS : Ficher, CAEN : J.-C. Mare, DIJON : Université, GRENOBLE : Université, LILLE : Furet, LIMOGES : Eurofil, MONTPELLIER : Sauramps, NANCY : Agence Presse, PARIS : Dunod, La Documentation Française, FNAC (Montparnasse, Forum GNT), PUF, Antel Actualités, STRASBOURG : Kiebert, TOULOUSE : Quartier Latin, TOURS : Boiteaux livres.

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

MOSP SECRETARIA DE ENERGIA
SUBSECRETARIA DE COMBUSTIBLES

YACIMIENTOS PETROLIFEROS FISCALES

SOCIEDAD DEL ESTADO

INTERNATIONAL PUBLIC BID FOR PRE-QUALIFICATION OF OIL COMPANIES FOR PARTNERSHIP IN CENTRAL AREAS OF YACIMIENTOS PETROLIFEROS FISCALES

INTERNATIONAL PUBLIC BID N° 14-277/90

LOCATION	AREA
VIZCACHERAS (Mendoza Province)	6 710 Ha
PUESTO HERNANDEZ (Neuquén Province)	8 700 Ha
EL TORDILLO (Chubut Province)	9 684 Ha
EL HUENUL (Santa Cruz Province)	17 065 Ha

Value of folder of Bidding Terms and Conditions: US \$ 1,000.- (U.S. Dollar One Thousand)

Sale date : From July 2, 1990. Mondays through Fridays from 9:00 to 12:00 and 14:00 to 15:00 hours.

Sale Place : ARGENTINA : Gerencia de Licitaciones y Contratos Av. Presidente Roque Saenz Pena 777 - Of. 832 Buenos Aires U.S.A. : Plaza East, Suite 250 Houston, Texas 77046

The value of the Bidding Terms and Conditions and technical documents is payable in U.S. Dollars or its equivalent in Austral (A) at sole free sale rate exchange published by the Banco de la Nación Argentina previous to buying date.

Opening date and place : August 30, 1990 at 10:00 AM at Salon de Actos de Y.P.F. « Gral. Manuel Belgrano », av. Presidente Roque Saenz Pena 777 - 13th. Floor, Buenos Aires, ARGENTINA.

Ceci concerne un appel d'offres pour un partenariat dans le secteur pétrolier.

BOURSE DU 29 JUIN

Cours relevés à 14 h 43

Règlement mensuel

année	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Comptes	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Comptes	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Comptes	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Comptes	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
2050	C.N.E. 3%	3655	3662	3662	+0.02	Comptes	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Comptes	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Comptes	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Comptes	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
2051	B.N.P. T.P.	1100	1100	1109	+0.82																								
2052	C.N.E. 2%	1220	1220	1220	+1.84																								
1115	C.L.Y.P. 2%	1117	1125	1125	+0.72																								
2050	Rennault T.P.	1580	2005	1995	-0.50	380	Dot. Emme	373	379	374.90	-0.51	2620	Lab. Balon	2800	2800	2792	-0.28	1442	Sain. Jous	1545	1553	1554	+0.05	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
2057	Rhone Poul. T.P.	2020	2040	2026	-0.15	325	Comp. Indust.	1121	1120	1125	+0.36	470	Lefrège	453.60	453.60	445	-1.73	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
2058	Saint-Gobain T.P.	1240	1244	1241	-0.24	430	Comp. P. S. 1%	430	430	427.10	-0.67	4480	Lefrège	4480	4480	4445	-0.78	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
2055	Thomson T.P.	1221	1274	1274	+4.39	1250	Dot. Forc. 3%	1204	1250	1236	+0.06	2300	Lefrège	2381	2381	2321	-2.52	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
1010	ADCOB	1035	1040	1035	-0.20	1450	Dot. Forc. 3%	1423	1450	1423	-0.03	300	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
705	Al. Argente	789	789	789	0.00	110	Crédit Ind.	110	110	110	0.00	300	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182	2182	+0.46
910	Al. Argente	1335	1350	1351	+1.11	305	AMSE	367.40	371	363	-0.16	480	Le. Jous Ind.	724	724	745	+2.94	1462	Sauger (Pai)	1510	1519	1519	+0.60	2250	De. Jous	2172	2182		

28/6

[illegible]

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

L'affaire des fausses factures de Nancy

La chambre d'accusation de Colmar ordonne la mise en liberté de M. Gossot, maire de Toul

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Colmar (Haut-Rhin) a ordonné, vendredi matin 29 juin, la mise en liberté de M. Jacques Gossot, maire RPR de Toul et vice-président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, détenu depuis plus de six mois dans le cadre de l'affaire des fausses factures de Nancy.

La chambre d'accusation de Colmar, récemment chargée de ce dossier, n'a assorti cette mise en liberté d'aucun contrôle judiciaire, a précisé M. Alain Behr, l'un des avocats de M. Gossot, à qui la décision a été notifiée. Les motivations de l'arrêt ne seront connues que lundi 2 juillet, a-t-il précisé.

Dans un arrêt rendu le 19 juin (le Monde du 21 juin), la chambre criminelle de la Cour de cassation avait estimé que la procédure visant M. Gossot n'avait pas été régulière et, après avoir cassé une décision de la chambre d'accusation de Nancy concluant au contraire, confié à celle de Colmar le soin d'en tirer les conséquences.

Le maire de Toul, inculpé de recel et complicité d'abus de biens sociaux, complicité de faux et usage de faux en écriture de commerce, corruption active et passive de citoyens chargés d'un ministère de service public, devait donc sortir, dans la matinée de vendredi, de la maison d'arrêt de Nancy où il est incarcéré depuis le 15 décembre 1989, a indiqué son avocat.

Adoptions définitives au Sénat. — Le Sénat a adopté définitivement à l'unanimité, jeudi 28 juin, après l'Assemblée nationale, le projet de loi autorisant l'approbation d'un accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Seul le groupe communiste s'est abstenu. Les sénateurs ont également adopté définitivement à l'unanimité, jeudi 28 juin, le projet de loi portant règlement définitif du budget de 1988. Le groupe communiste a voté contre.

Homme d'affaires controversé
Le milliardaire belge Jean-Pierre Van Rossem a été arrêté à Anvers

L'homme d'affaires belge M. Jean-Pierre Van Rossem connu pour avoir fait courir des voitures de formule 1 sous la marque Onyx Moneytron, a été arrêté le jeudi 28 juin pour chèques sans provision, a annoncé l'AFP. M. Van Rossem a passé la nuit en prison après avoir été inculpé, par un juge d'instruction d'Anvers, de faux en écriture, d'abus de confiance et d'émission de chèques sans provision.

La Belgique pouvait se targuer de posséder un oiseau rare : un anarcho-milliardaire. Elle risque d'avoir à revendiquer en sus un scandale financier. Lundi 18 juin, M. Jean-Pierre Van Rossem, quarante-cinq ans, avait annoncé, devant un parterre de journalistes, « une bonne et une mauvaise nouvelle ». La bonne était que la Belgique comptait un capitaliste de moins, la mauvaise que ce capitaliste c'était lui.

Mardi 20 juin, le parquet de Gand a fait saisir sept de ses Ferrari, dont quatre voitures de collection, plus une Ford Cobra et une Lamborghini Contach. Officiellement, le procureur n'a pas agi sur plainte de créanciers, mais pour vérifier que M. Van Rossem était toujours le légitime propriétaire de ces voitures. Autrement dit qu'il ne les avait pas déjà vendues ou qu'elles n'étaient pas déposées en garantie dans un jeu financier quelconque.

Mercredi 20 juin, une information judiciaire a été déclenchée et M. Van Rossem a été entendu longuement par la section financière du parquet. Jeudi 25, on apprenait que cette information judiciaire était ouverte pour faux en écritures, placements douteux et chèques sans provision.

Enfin vendredi 29 juin, M. Van Rossem a été placé en état d'arrestation pour avoir émis quatre chèques sans provision de 213 millions de francs belges (35 millions de francs environ). Et la liste de ses problèmes n'est sans doute pas close.

M. Jean-Pierre Van Rossem a surgi au firmament de la finance spéculative à la fin des années 80. Après une longue période de labeur acharné, cet

anarchiste aux doigts chargés de bagues et dont les cheveux gris dégringolaient sur ses épaules a réussi à mettre au point une martingale infatigable pour le casino boursier. Moneytron, qui a donné son nom à la société qu'il dirige, est un modèle économique de très haut niveau, qui permet de chiffrer l'irrationalité des marchés et de les traduire en prévisions mensuelles sur les principales variables financières : taux d'intérêt, taux de change, indices boursiers.

Le modèle était de quelque valeur puisque M. Van Rossem a accumulé, en quelques mois, une fortune proche de 200 millions de dollars et qu'il gère aujourd'hui le patrimoine de dizaines d'investisseurs européens et moyen-orientaux.

Mais le conte de fées a connu son point culminant le lundi 18 juin. A cette date, M. Van Rossem a annoncé publiquement qu'il avait été refait de 300 millions de dollars par une bande d'agresseurs. « Je travaillais en confiance avec des financiers américains : ils prétendaient appartenir à un établissement mondialement connu ; ils se sont évanouis avec mon argent », explique-t-il aujourd'hui. Et avec celui des investisseurs séduits par la rentabilité inouïe de Moneytron.

La journaliste belge Martine Vandenberghe, auteur d'une enquête très complète sur Jean-Pierre Van Rossem, l'Anversois (Éditions Maresbourg) avance (avec précaution) que l'anarchiste milliardaire gèrait des fonds de plusieurs milliards de dollars. A-t-il été réellement volé ? A-t-il pris des risques considérables avec l'argent des autres ? Ce sera aux juges belges, si les plaignants montrent le bout de leur nez, de trancher.

Deux conflits

Est-ce l'un de ces investisseurs spoliés qui a demandé la saisie des Ferrari ? Le parquet de Gand garde encore le secret, mais M. Van Rossem estime qu'il s'agit d'un PDG français, dont il se refuse à dévoiler le nom, mais qui serait « leader mondial dans l'industrie des services rapides ». L'anarchiste milliardaire gèrait des fonds de plusieurs milliards de dollars. A-t-il été réellement volé ? A-t-il pris des risques considérables avec l'argent des autres ? Ce sera aux juges belges, si les plaignants montrent le bout de leur nez, de trancher.

Deux choses sont certaines : MM. Van Rossem et Crasnianski étaient en relation d'affaires depuis longtemps et un violent conflit les oppose. Une brouille qui semble cependant adjacente à l'escroquerie de 300 millions de dollars dont se plaint M. Van Rossem.

Selon M. Van Rossem, le fond de son conflit avec M. Crasnianski est double. Un conflit litigieux entre les deux hommes tourne autour des opérations de gestion de fortune. M. Crasnianski a confié à plusieurs reprises des sommes importantes à M. Van Rossem pour qu'il les fasse fructifier. Mais la dernière de ces opérations a semblé-lui mal tournée, sans qu'on en connaisse exactement les raisons.

M. Versini, avocat de M. Crasnianski, reconnaît qu'il y a eu des opérations financières, mais affirme « tout ignorer de la manière dont elles ont été montées ». Quant à comprendre pourquoi et comment les Ferrari de M. Van Rossem semblent mêlées au conflit, l'obscurité s'épaissit. Pour M. Versini, « il n'est pas impossible que les voitures aient servi à garantir les sommes qu'il a confiées à M. Van Rossem ».

Le second conflit entre les deux

hommes tourne autour des actions de Kis. M. Van Rossem a cherché à acquérir, pour 300 millions de francs, 12,5 % du capital de Kis France SA. « Cette société m'intéressait, car elle venait de mettre au point Imager, une machine à fabriquer des cartes de visite express », explique M. Van Rossem. L'affaire a été discutée et conclue à la fin de 1989, un versement devant avoir lieu en mai 1990. Or, en décembre de l'année dernière, la femme de M. Jean-Pierre Van Rossem décède subitement.

Dans les jours qui suivent l'enterrement, M. Van Rossem découvre que son épouse avait rédigé, et jamais annulé, un vieux testament en faveur de son premier mari et de l'enfant qu'elle avait eu avec lui. Comme M. Van Rossem était marié sous le régime de la communauté, la moitié de sa gigantesque fortune risquait alors d'aller entre les mains d'un tiers.

Tous les comptes belges de M. Van Rossem sont alors bloqués et le club de 300 millions de francs qu'il a envoyé à M. Crasnianski ne put être honoré. Mais, aujourd'hui, M. Van Rossem souhaite annuler l'opération et récupérer son chèque, dans la mesure où il affirme avoir découvert, « par hasard », que tous les produits d'avenir de Kis, et notamment le fameux Imager, étaient logés juridiquement dans une autre société que celle dans laquelle il voulait prendre une participation. « Cet homme canalisait tous les profits dans Kis SARL et me cédait des titres de Kis SA ».

M. Versini ne nie pas le dédoublement juridique, mais affirme qu'il est sans conséquence pour un investisseur extérieur. Selon lui, Kis SARL, dont M. Serge Crasnianski est l'unique actionnaire, est un holding contrôlant 100 % de Kis SA et qui a été créée en vue d'une future introduction en Bourse. De plus, ajoute-t-il, cette transformation juridique est postérieure à la promesse d'achat signée par M. Van Rossem. Le milliardaire belge conteste violemment cette version et jure que sept établissements financiers lui auraient refusé tout crédit garanti par les titres Kis. Il ajoute qu'il est impossible qu'une « SARL au capital de 5 millions de francs détienne la totalité des actions de la SA ».

L'affaire en est là. Pour ce qui est de Kis tout au moins. Pour le reste, il est probable que l'angoisse des investisseurs qui ont fait confiance à M. Van Rossem, a atteint son point culminant. Jetteront-ils le masque ?

YVES MAMOU

(Publicité)
Après le panzalon, aux
Entrepôts du Marais, on

baisse
le haut

Les vêtements haut de gamme de ce champion parlent du prêt-à-porter de luxe à prix de fabrique, sont actuellement démarqués, des pantalons polycoton à 199 F aux vestes et blazers, des costumes en laine fine ou en tissu Dormil, aux smoking et lainé et moiré. Également au rayon grande et forte (jusqu'à 62). Dans leurs deux boutiques : 3, rue du Pont-aux-Choux (9), métro St-Sébastien-Froissart et 112, rue du Cherche-Midi (6), métro Duroc, de 10 h à 19 h, sauf lundi matin.

EX.CO.SUP.
MÉDECINE - PHARMACIE
De la 1^{re} à la 2^e année
10 centres de préparation
CLASSES PRÉPARATOIRES
Recyclage - Encadrement - Révisions
Enseignement par Minitel : 3615 EXCOSUP
12, rue Hautefeuille - 75006 PARIS - Tél. : 46.34.06.33

A partir de 7 heures
DIMANCHE 1^{er} JUILLET 1990
VEZNEZ VENDRE OU ÉCHANGER
TOUT ce qui encombre vos caves et greniers à la
FOIRE AU BRIC-A-BRAC
organisée par le Moto-Club et le Vélo-Club Sulpicien
à SOUPES-SUR-LOING
près du Camping municipal (terrain du karting)
Carte d'identité obligatoire pour les exposants
Buvette - Cassolette - Tombola

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Crèmes

— Allô, c'est toi ? C'est Anne-Marie. Écoute pour notre départ samedi...
— Ah ! Ben justement, j'allais t'appeler. Ça va ? T'as pas trop le trac ? T'as pas trop cravée ?
— Si. Complètement paniquée. Je suis pas prête à les passer, ces vacances à Port-Béni. Je vais les rater, c'est sûr.
— Ou'est-ce que tu me racontes ? T'as quand même eu le temps de les préparer, non ?
— Non, pas tellement. Hier, Jean-Pierre m'a fait réviser la liste des crèmes à bronzer et...
— Dans quel ? Dans le Elle ? Dans le Vital ?
— Dans le Prime. Et bon, je me suis complètement plantée question résistance à l'eau, à l'air, à la transpiration.
— Oh là là ! Tes indices de protection, tu les sais, au moins ? Du troisième au quatorzième jour d'exposition, c'est quoi ?
— C'est quatorze, non c'est trois.
— Quoi quatorze ? Quoi trois ? C'est pas une réponse, ça ! C'est IP 6/8. Et si tu associes de la

vitamine E à des filtres B, tu obtiens... ?
— Une peau douce et satinée.
— Non, ça c'est la A et la C. Une peau parfumée. Où applique-t-on le gel corporel reconstituant ?
— Ben, partout, le dos, le ventre, le...
— Enfin, chérie, c'est pas vrai ! T'as rien foutu ! Sur les coudes et les talons. Où trouve-t-on des anti-radicaux libres ?
— ...
— Dans les émulsions calmantes. Et le regard de velours, tu sais comment ça s'obtient ?
— Là, oui. Sur le bout des doigts, des cils, pardon. On les teint et puis on leur fait une permanente avec des rouleaux mousse... Ah, flûte, je me trompe, ça c'est pour... On les fortifie, on attend qu'ils tombent et on en plante des faux.
— Ben, tu vois, t'es pas si nulle que ça ! Et t'as encore jusqu'à demain pour potasser. Tu peux faire l'impossible sur les lotions hydratantes, je te filerai une anti-sèche.

M. Bérégovoy
regrette la timidité
des banques françaises
dans l'aide aux pays de l'Est

« L'aide occidentale aux pays de l'Est est décevante. (...) Pour ma part, je considère qu'il faut aider en tout état de cause. Sinon la réforme tardera et, en définitive, cela coûtera plus cher à tout le monde », a déclaré M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, jeudi 28 juin, à l'occasion de la signature d'une convention de garantie des investissements à l'Est entre le Crédit lyonnais et la Sofaris.

Rappelant que les banques ont « un rôle majeur à jouer pour assurer le financement de ces économies », M. Bérégovoy a regretté la timidité des établissements français : « Trop souvent on me signale que les banques étrangères, allemandes en particulier, sont de ce point de vue plus dynamiques que les nôtres en direction des pays de l'Est, et davantage prêtes à se risquer ». M. Bérégovoy a incité les banques à suivre l'exemple du Crédit lyonnais, qui a affecté une enveloppe de 1 milliard de francs aux projets des entreprises.

■ HONGRIE : Importantes hausses de prix et réductions de subventions. — Le gouvernement hongrois a annoncé vendredi 29 juin d'importantes mesures pour réduire de près de moitié son déficit budgétaire en cours, conformément aux exigences du FMI : des hausses de 20 à 45 % sur l'énergie, les cigarettes et l'alcool, et des réductions des subventions aux entreprises et aux produits à l'exportation, notamment agricoles. Des compensations seront versées aux familles et retraités.

Le président lituanien
propose un moratoire
de 100 jours
sur l'indépendance

MOSCOU. — Le président lituanien Vytautas Landsbergis a proposé vendredi 2 juin au Parlement de Vilnius un « moratoire de cent jours » sur les décisions découlant de la déclaration d'indépendance du 11 mars dernier, a-t-on appris au siège de la représentation lituanienne à Moscou.

Le porte-parole de cette représentation, M. Longinas Vassilioukas, a précisé à l'AFP qu'il ne s'agissait pas de suspendre l'acte d'indépendance lui-même, et en aucun cas de revenir au statut de la Lituanie au 10 mars dernier, soit un jour avant la déclaration d'indépendance. — (AFP)

M. Lionel Jospin
invité du « Grand Jury
RTL-le Monde »

M. Lionel Jospin, ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde » dimanche 1^{er} juillet de 18 h 30 à 19 h 30.

L'ancien premier secrétaire du Parti socialiste répondra aux questions d'André Pesseron et de Gérard Courtois du Monde, de Paul-Jacques Truffaut et de Claude Pozanski de RTL. Le débat était dirigé par Olivier Mazerolle.

TRÉCA
matelas, sommiers, ensembles, conçus pour votre plus grand confort (toutes dimensions)
CAPÉLOU
10, rue de la République - 75001 PARIS - Tél. : 46.34.06.33 - Métro : Parmentier

(Publicité)
EN L'AN 2000... 1 MILLIARD 200 MILLIONS
DE CHINOIS... ET MOI, ET MOI...

CHEZ DIEP A L'OPÉRA

ou le plus grand restaurant asiatique à Paris
avec 350 places, dans un décor somptueux, comme à Hongkong

Des MENUS EXPRESS. 66 F et 76 F. Entrée, plat et dessert au choix. Exemple : raviolis aux crevettes, shanghaiens, cantonnais ou allégés de requins. Si vous êtes passionné par le « chinois » : crevettes à l'ail, travers de porc sauté, porclet ou canard laqué. Mais aussi le pithé de soja, les calamars au crabe au gingembre. Si vous aimez le crabe au gingembre, le rouleau principal, le saladé de fruits de mer à la citronnelle, les brochettes de gambas grillées.

Tous les jours, le MENU « D » avec un assortiment à la vapeur ou les pinces de crabs farcies en beignets, ou 1/2 canard laqué à la pékinoise, servi en 2 façons (la peau croustillante avec galettes de riz, et sa chair). Un magnifique vivier de langoustes. La roquette : cochon de lait, ou porclet laqué, de la volaille et toutes les viandes au choix.

Pour inviter vos amis, les surprises par le décor époustouflant et la richesse des matériaux, tout sera dépayssé.

Salons divanables. Ouverts tous les jours. Service assuré jusqu'à 23 h 30.

28, rue Louis-le-Grand (2^e). Tél. 47-42-31-58 et 94-47 et aussi, dans le 8^e arrondissement : chez DIEP, 22, rue de Poitiers. Tél. 42-56-23-96, tous les jours ; chez DIEP, 55, rue Pierre-Charbon. Tél. 45-63-52-76, tous les jours.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

CEE : « Un gouvernement pour l'Europe », par Maurice Duverger ; Orthographe : « Sève circulaire », par Pierre Bénard ; Énergie : « La France, citadelle nucléaire », par Jean-Louis Joliet 2

Combat des chefs
au Parti travailliste
Israélien

M. Rabin est pressé de succéder à M. Pères 5

Corée du Sud :

la diplomatie du billard
Séoul a réussi à isoler Pyongyang de ses anciens alliés communistes... 6

SECTION B

Le suicide d'un prêtre

Emoi et embarras à Clermont-Ferrand après la mort de l'abbé Buisson, inculpé d'escroquerie 9

Journal d'un amateur

« Hygiène », par Philippe Bouchet 10

La myopie de Hubble

Le télescope spatial devait être la septième merveille de l'astronomie. C'est un vieillard qui souffre de troubles de la vue et de pertes de mémoire 10

Tour de France

Départ, samedi 30 juin, de la soixante-dix-septième édition de la Grande Boucle 12

Terzieff à l'Atelier

Laurent Terzieff est un Homme assis irréprochable dans une mise en scène respectueuse d'Yves Gasc 13

Sinead O'Connor

trionphe à l'Olympia
Pratiquant l'insulte et la supplication avec la même superbe, la chanteuse

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

irlandaise sera de retour au Zénith en septembre 13

SANS VISA

● Ottawa : Deux musées pour une nation ● La table, la semaine gourmande ● Les Jeux
pages 15 à 17

SECTION C

Les prévisions

de l'OCDE
La croissance des pays riches va continuer 23

La RFA et la taxe

sur les camions
étrangers
Bonni maintient son exigence en ce qui concerne les transporteurs des pays non membres de la CEE 23

La restructuration

des caisses d'épargne
Une réduction sensible du nombre des établissements 26

Services

Abonnements 6
Annonces classées 25
Carnet 20
Jeux 16
Marchés financiers 26-27
Météorologie 20
Philatélie 20
Loto 20
Radio-Télévision 19
Spectacles 18

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde »
daté 29 juin 1990
a été tiré à 523 400 exemplaires.